

# **CARTE COMMUNALE** **REVISION**



## **RAPPORT DE PRESENTATION**

**CARTE COMMUNALE  
APPROUEE PAR  
DELIBERATION  
DU 06/06/2008**

**CARTE COMMUNALE  
APPROUEE PAR  
ARRETE PREFECTORAL  
DU 04/07/2008**

## SOMMAIRE

<b><u>PRÉAMBULE</u></b> .....	p3
-------------------------------	----

### Chapitre I : Contexte

---

<b>I</b>	<b>Présentation générale</b> .....	p7
<b>II</b>	<b>Contexte démographique</b> .....	p11
	1. Evolution de la population : une diminution constante	
	2. Une population jeune en régression	
	3. Une diminution de la taille des ménages	
	4. Recensement 2004.....	p16
<b>III</b>	<b>Situation du logement</b> .....	p18
<b>IV</b>	<b>Les contraintes majeures</b> .....	p20
	1. Les servitudes d'utilité publique .....	p20
	2. Les autres contraintes, contraintes écologiques, l'assainissement.....	p21
	3. Les sites archéologiques.....	p22
<b>V</b>	<b>La coordination intercommunale</b> .....	p28
	1. La communauté de communes Seuil Charente-Périgord	
	2. Syndicat mixte : Pays Horte et Tardoire	

### Chapitre II : Environnement et patrimoine

---

<b>I</b>	<b>Contexte Physique</b> .....	P33
	1. Note climatique	
	2. Topographie	
	3. Géologie / pédologie	
	4. Hydrologie et qualité des eaux superficielles	
	5. Protection réglementaire et contrainte à l'urbanisation	
<b>II</b>	<b>Les milieux naturels représentatifs de la commune</b> .....	p38
	1. Le massif boisé	
	2. Le bocage	
	3. Les zones humides	
	4. Un milieu plus anthropique au nord du territoire	
<b>III</b>	<b>Le paysage</b> .....	p40
	1. Les grandes entités paysagères	
	2. Fonctionnement du paysage	
	3. La sauvegarde des zones naturelles (ZNIEFF ; Natura 2000 ; RNR)	
	4. Patrimoine bâti, culturel et historique	

### Chapitre III : Analyse urbaine

---

<b>I</b>	<b>Evolution et organisation urbaine</b> .....	p62
<b>II</b>	<b>Le fonctionnement du bourg</b> .....	p64
	1. Un non-développement sur le bourg	
	2. Un report de l'urbanisation sur Châtain Besson	
	3. Qualités et dysfonctionnement urbains induits	
	4. Les évolutions nécessaires au bourg et à Châtain-Besson	

<b>III</b>	<b>Morphologie et caractéristiques architecturales .....</b>	<b>p66</b>
1.	La bâti ancien	
2.	Les opérations contemporaines	

## **Chapitre IV : Activités et dynamique locale**

---

<b>I</b>	<b>Une économie en lien avec le tourisme .....</b>	<b>p71</b>
1.	Activité artisanale et commerciale	
2.	Activité agricole	
<b>II</b>	<b>Les équipements et le maintien de la vie locale .....</b>	<b>p74</b>
1.	Supports de la vie locale	
<b>III</b>	<b>Tourisme .....</b>	<b>p76</b>
1.	une dynamique touristique sur les environs d'Ecuras	
2.	Des projets de confortation de l'offre en hébergement	

## **Chapitre V : les réseaux**

---

<b>I</b>	<b>Un maillage routier bien établi .....</b>	<b>p83</b>
<b>II</b>	<b>Assainissement .....</b>	<b>p83</b>

## **Chapitre VI : choix retenus pour les secteurs constructibles**

---

<b>I</b>	<b>Les orientations de la carte communale .....</b>	<b>p87</b>
<b>II</b>	<b>L'organisation urbaine de Châtain-Besson et ses justifications.....</b>	<b>p94</b>

## **Chapitre VII : incidences sur l'environnement**

---

<b>Tableau de synthèse .....</b>	<b>p99</b>
----------------------------------	------------

## **Annexes**

---

<b>Fiches des servitudes d'utilité publique .....</b>	<b>p105</b>
---	-------------

## **Préambule**

Ecuras est une commune rurale de 626 habitants<sup>1</sup> et d'environ 2430 hectares. Celle-ci est située à l'extrémité Est du département de la Charente (soit à 33 Km d'Angoulême), en limite avec le département de la Dordogne.

L'évolution antérieure et surtout future de la commune se base principalement sur des programmes immobiliers à des fins touristiques.

La loi SRU<sup>2</sup> (13 décembre 2000) a instauré un véritable document d'urbanisme destiné aux enjeux et projets propres à de petites communes : la Carte Communale.

Le Conseil Municipal d'Ecuras a, au vu des futurs projets, projeté l'élaboration d'une Carte Communale (délibération du 19 mars 2002).

La Carte Communale se doit de respecter certains objectifs définis aux articles L 110 et L 121-1 du code de l'urbanisme. Le document d'urbanisme doit répondre aux objectifs suivants : gérer le sol de façon économe, assurer la protection des milieux naturels et des paysages, favoriser la mixité sociale dans les habitations, ...

En tant que document d'urbanisme, la carte communale prend en compte également différentes lois telles que la loi sur l'eau (conformité en matière d'assainissement), la loi Paysage (protection et mise en valeur des entités paysagères).

**La carte communale approuvée le 30 octobre 2003 ne retenait aucun zonage constructible pour l'ensemble des hameaux ruraux qui structurent le territoire communal.**

**La révision de cette carte communale en 2007 a pour objectif de classer ces hameaux en zone constructible de façon à permettre la construction d'annexes et très localement de combler quelques dents creuses.**

**De plus, le zonage de la carte communale prend en compte la révision du schéma directeur d'assainissement élaboré en octobre 2006.**

---

<sup>1</sup> INSEE, recensement 2004

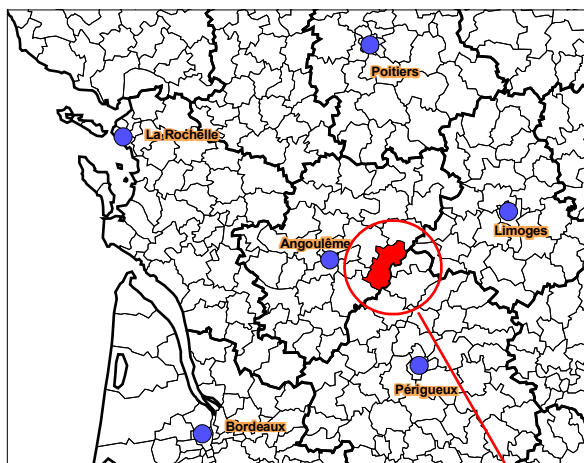
<sup>2</sup> Loi sur la Solidarité et le Renouvellement Urbain



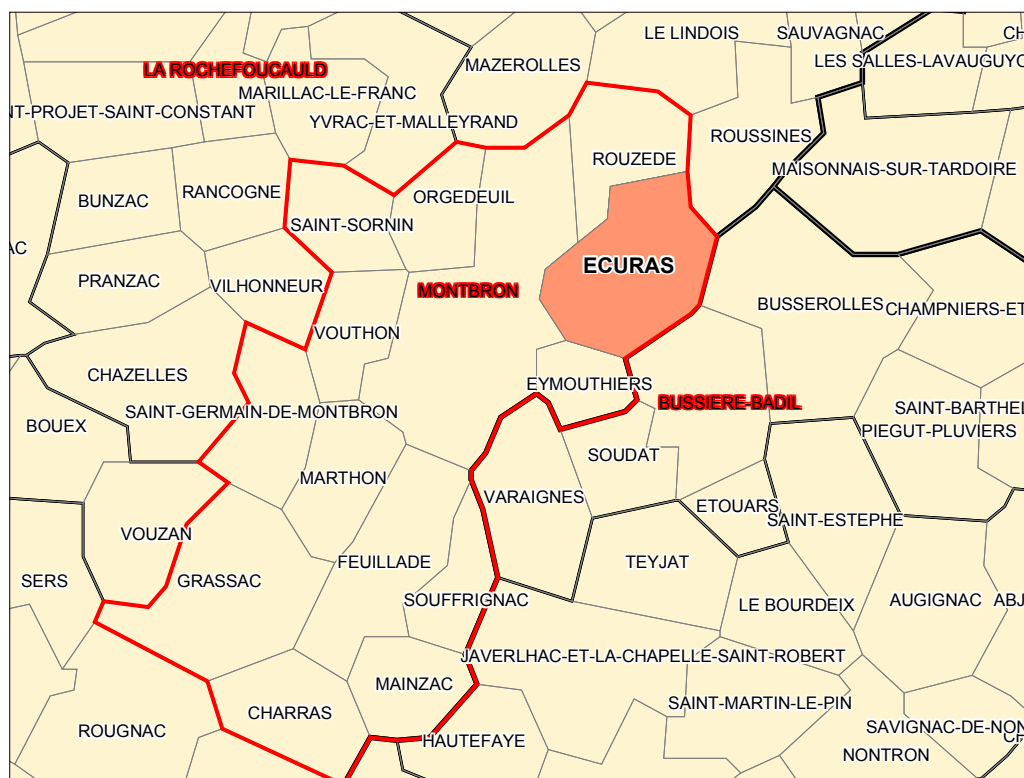
## **Chapitre I**

### **CONTEXTE**





## Fiche d'identité d'Ecuras

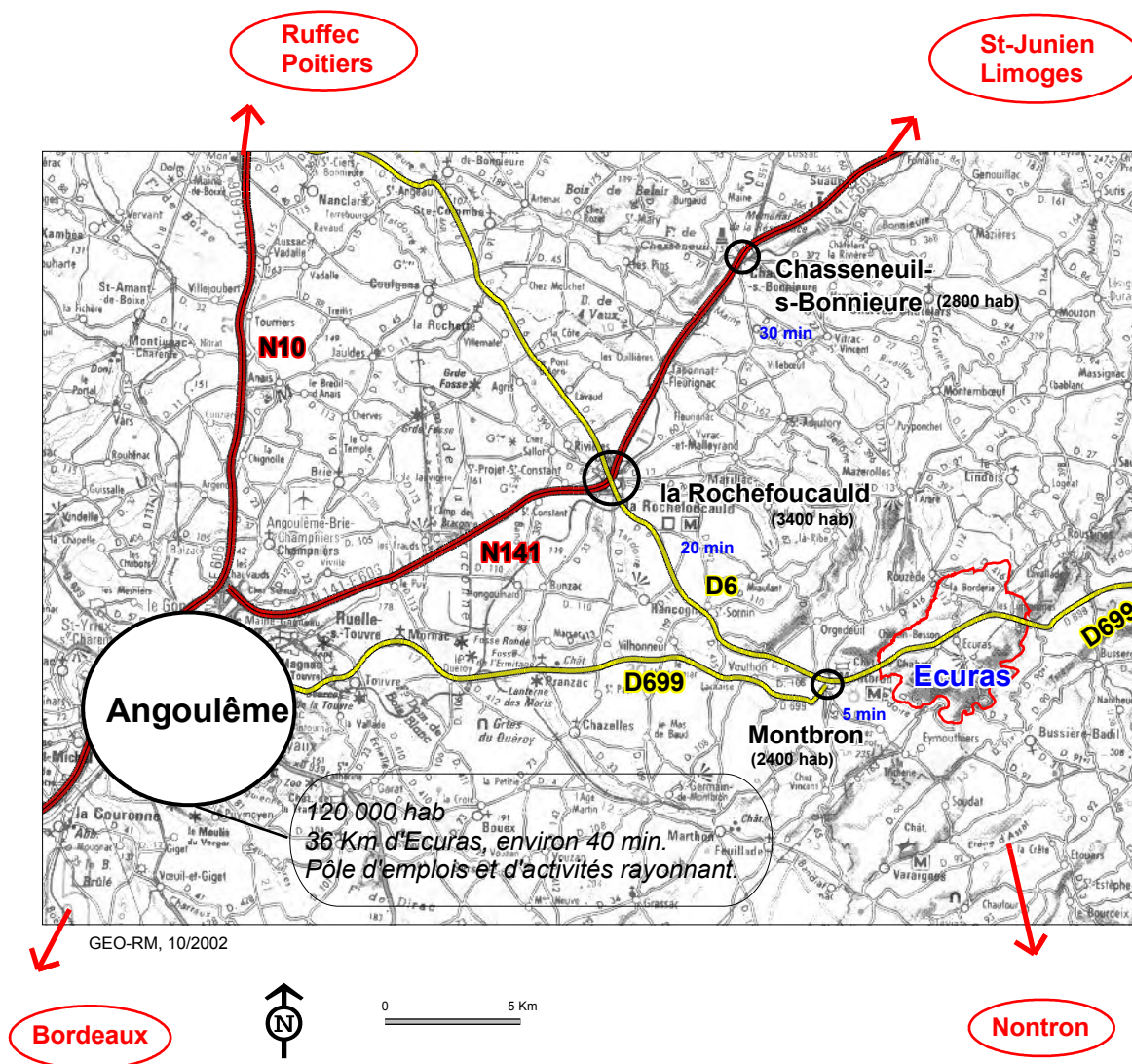


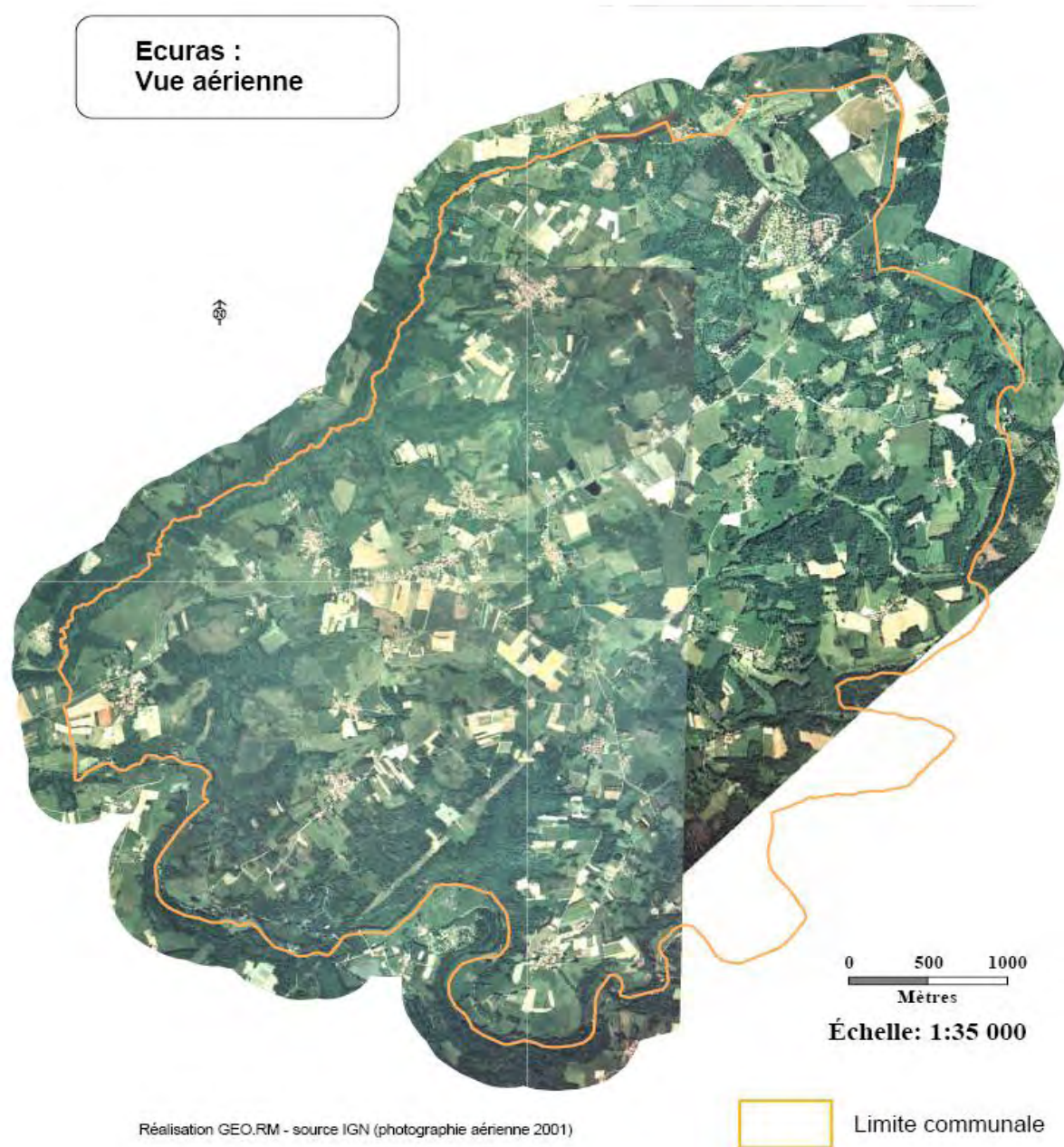
Réalisation GEO.RM, 09/2002

Commune	Ecuras
Département	Charente
Canton	Montbron
Superficie totale	2421 ha
Population totale	557 habitants
densité	43 hab/km <sup>2</sup>



## Temps de trajet par rapport à Ecuras





## **I. PRESENTATION GENERALE :**

Ecuras est une commune rurale au caractère affirmé sur le plan paysager.

L'accessibilité de la commune s'effectue par un réseau de voies départementales qui mettent Ecuras en relation directe avec les départements voisins de la Dordogne et de la Haute-Vienne.

La voie départementale D 699 notamment joue un rôle important, car elle permet de rejoindre Montbron et Angoulême, le principal bassin d'emploi.

La commune est particulièrement tournée vers l'activité touristique qui lui permet de garder une certaine dynamique sur le plan économique et humain, après l'exode rural des dernières décennies.

Cette activité touristique va très prochainement lancer de nouveaux projets qui vont lui permettre d'étoffer son offre en terme de logements.

Le lancement de cette nouvelle dynamique a offert à Ecuras un argument majeur qui a eu pour effet la mise en place d'un document d'urbanisme, répondant par la même, aux autres enjeux communaux.

## **II. CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE :**

*Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008*

## 1. Evolution de la population :

- une diminution constante jusqu'en 1999

- un redressement depuis 2000

Ecuras voit ses effectifs en terme de population diminuer de façon régulière jusqu'en 1999, puis se redresser pour atteindre 626 habitants en 2004, soit sensiblement la population de 1990.

Depuis 1999, la population a augmenté de 69 habitants, soit une progression de 12,4%.

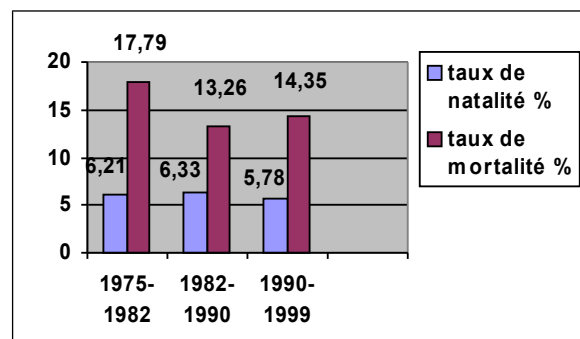
Population (Source INSEE, 2004)			
	2004	1999	1990
PSDC	626	557	628

Naissances, décès (INSEE, RGP 99)			
	1990-1999	1982-1990	1975-1982
Naissances	31	32	29
Décès	77	67	83
Variation abs pop	-71	-6	-52

Taux (INSEE, RGP 99)			
	1990-1999	1982-1990	1975-1982
Taux de natalité ‰	5,78	6,33	6,21
Taux de mortalité ‰	14,35	13,26	17,79
Tx ann - solde nat %	-0,86	-0,69	-1,16
Tx ann - solde mig %	-0,47	+0,57	+0,04
Taux var ann total %	-1,32	-0,12	-1,11

En comparant les données avec celle du canton de Montbron, il peut être mis en avant pour la commune les particularités suivantes :

- Un taux de natalité inférieur à celui du canton : 5.78 % contre 7.81 %
- Un taux de mortalité en augmentation alors que celui du canton diminue.
- Un taux négatif du solde naturel supérieur au taux cantonal.
- Un taux de migration négatif de – 0.47 % alors que celui du canton est à + 0.11 %.

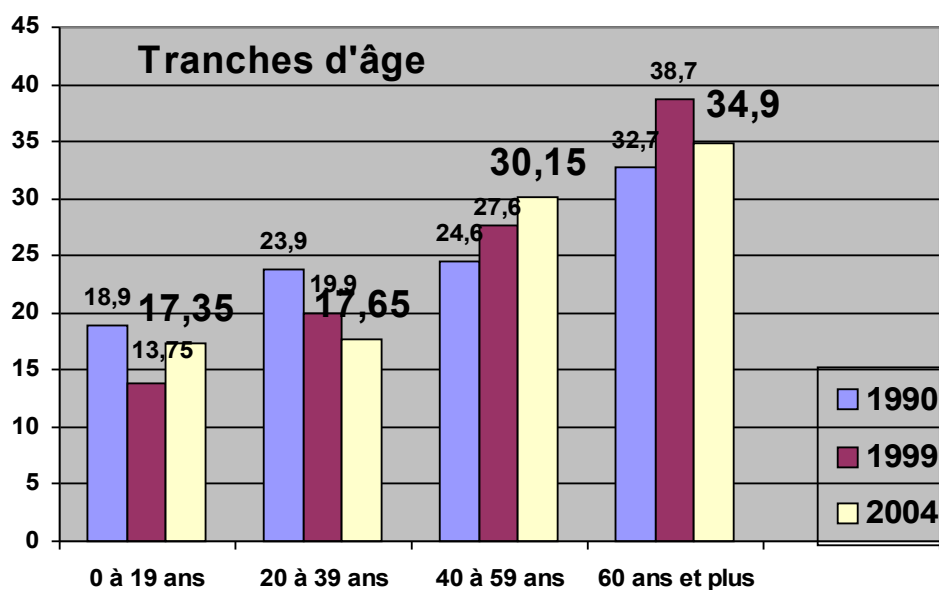


## 2 Une population jeune en augmentation:

L'analyse des tranches d'âge entre 1999 et 2004 indique :

- Une augmentation de 3,6 % de la tranche d'âge 0-19 ans,
  - Une diminution de 2,25% des 20/39 ans,
  - Une augmentation des 40/59 ans (+2,55 %)
  - Une diminution significative des plus de 60 ans (-3,8 %)
- 
- Une population étrangère pratiquement 2 fois plus importante que la moyenne cantonale avec 3 % de la population.

Population totale par sexe et âge (INSEE, RGP 99 et enquête 2004)				
	Homme99	Femme99	Homme2004	Femme2004
0 à 19 ans	16,5%	11,0%	19,1 %	15,6 %
20 à 39 ans	20,8%	19,0%	16,4%	18,9
40 à 59 ans	26,4%	28,9%	31,8%	28,5
60 ans et plus	36,3%	41,0%	32,7%	37,1%
% homme/femme	51 %	49%	51,8%	48,2%





### 3. Une diminution de la taille des ménages :

- On observe une diminution régulière de la taille des ménages ce qui se traduit par près de **68 % des ménages constitués par une ou deux personnes**. (Source INSEE, RGP 99)

**En 2004, la commune compte 25 ménages supplémentaires par rapport à 1999, soit une augmentation de 10%.(275 au lieu de 250)**

**La part des ménages d'une personne est passée de 26,4% en 1999 à 24,7% en 2004**

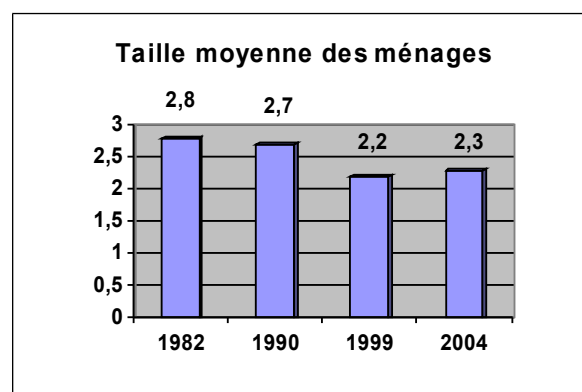
Taille des ménages		1999	2004
1 personne		26,4%	<b>24,7 %</b>
2 personnes		42 %	
3 personnes		17,2 %	
4 personnes		12 %	
5 personnes		1,6 %	
6 personnes et plus		0,8 %	
Total	%	100 %	
	Nombre	250	<b>275</b>

Source INSEE, RGP 99

- **Par rapport au canton, la taille des ménages de plus de 3 personnes sur la commune est à chaque fois inférieure.** Pourtant, ces ménages sont importants pour un village car ils permettent de maintenir un certain « dynamisme » sur la commune à travers par exemple l'école (l'âme centrale d'un village).

**Au recensement de 2004, la taille des ménages est restée sensiblement la même par rapport au RGP de 1999 (2,3 au lieu de 2,2)**

Source INSEE, RGP 99 et enquête 2004



### **Bilan démographique**

#### **o Une population plus jeune :**

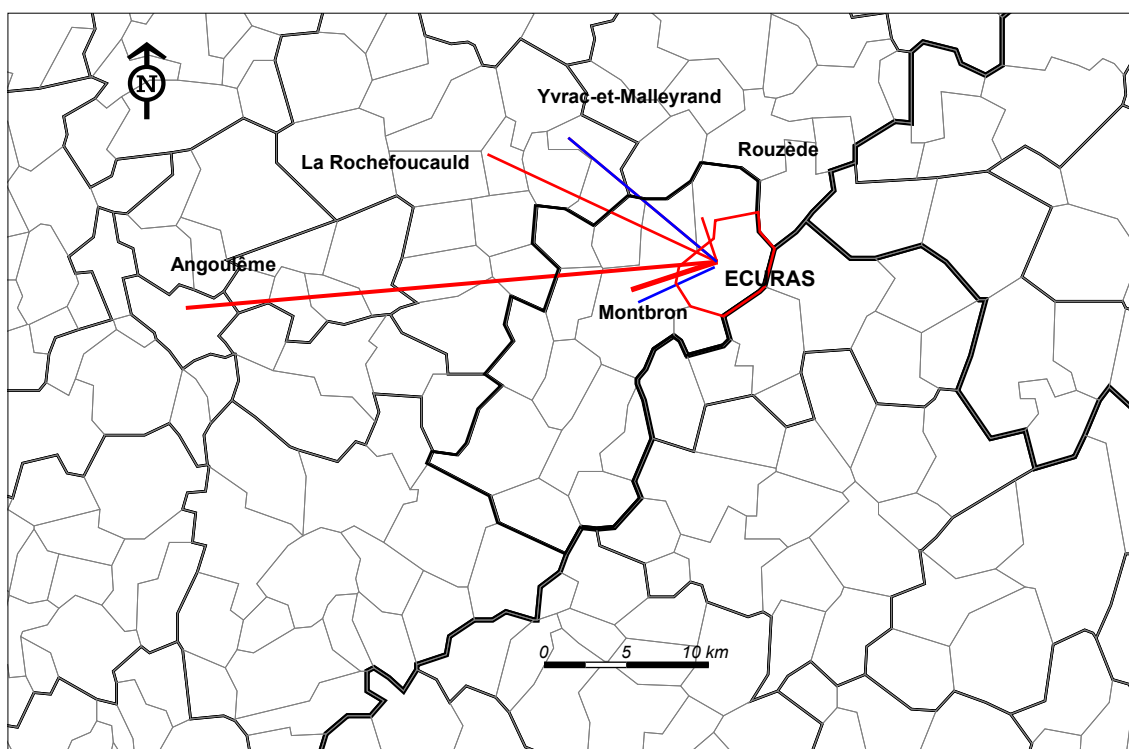
Par rapport aux chiffres du RGP 1999, l'enquête de recensement 2004 fait apparaître une évolution des tranches d'âge qui se démarquent par:

- Une augmentation de la tranche d'âge 0-19 ans
- Une légère baisse des 20/39 ans
- Une augmentation des 40/59 ans
- Une diminution significative de la tranche d'âge au-delà de 60 ans, tant pour les hommes que pour les femmes.

#### **o Une augmentation de la population :**

Depuis 1999, la population a augmenté de 69 habitants, soit une progression de 12,4%, pour atteindre 626 habitants en 2004 ; le taux d'évolution annuel moyen est de 2,4% depuis 1999.

## Ecuras: flux migratoires



Réalisation : GEO.RM, 09/2002  
Données INSEE, RGP 99

### Flux sortants ( nombre de personnes)

<span style="color: red;">—</span>	4 à 8
<span style="color: red;">—</span>	10 à 12
<span style="color: red;">—</span>	74 à 85

### Flux entrants

<span style="color: blue;">—</span>	4
<span style="color: blue;">—</span>	10





**Ecuras**  
(15124 - Commune)

**Chiffres clés**

**Enquête annuelle de recensement 2004**

Page 1 / 2

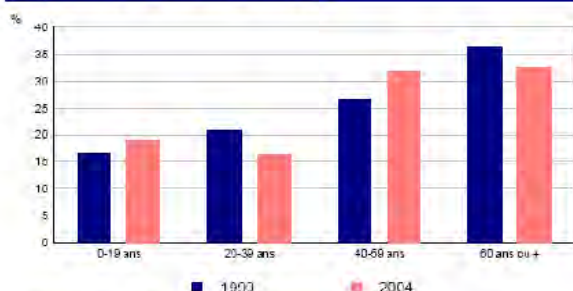
## Population

	2004	1999
Population	526	557
Part des hommes (%)	51,8	51,0
Part des femmes (%)	40,2	49,0

Depuis 1999, la population a augmenté de 69 habitants, soit une progression de 12,4%.

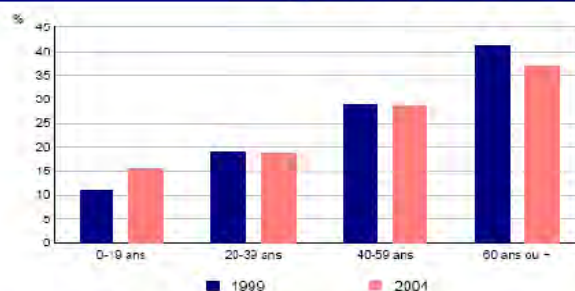
Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

## Répartition des hommes selon l'âge



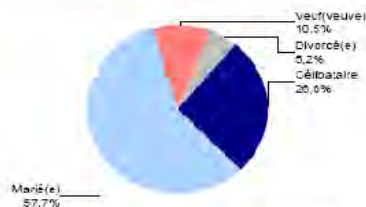
Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

## Répartition des femmes selon l'âge



Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

## Etat matrimonial en 2004 des 15 ans ou plus



Source : insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
Exploitation principale

## Lieu de résidence 5 ans auparavant

	2004
Personnes de 5 ans ou plus habitant 5 ans auparavant :	597
la même région (%)	84,9
la même commune (%)	72,4
le même logement (%)	68,7
une autre région ou à l'étranger (%)	15,1

Source : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
Exploitation principale

## Type d'activité

	2004	1999
Population	526	557
Actifs	243	230
Actifs occupés (%)	33,9	34,3
Chômeurs (%)	5,0	7,0
Inactifs	383	327
Retraites ou pré-retraites (%)	36,9	36,3
Elèves, étudiants, stagiaires non rémunérés (%)	3,5	4,5
Autres inactifs (%)	20,8	18,0

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

## Population active

	2004	1999
Population active (15-64 ans)	239	229
Population active occupée	209	190
Chômeurs	30	39
Taux d'activité (%)	64,9	66,4
Taux de chômage (%)	12,5	17,0

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

RP99 = recensement de la population de 1999

© Insee

juin 2007



**Ecuras**  
(16124 - Commune)

**Chiffres clés**

**Enquête annuelle de recensement 2004**

Page 2 / 2

### Composition des ménages

	2004	1999
Nombre de ménages	275	250
Part des ménages d'une personne (%)	24,7	26,4
Part des ménages dont la personne de référence est active (%)	42,9	42,8
Nombre moyen de personnes par ménage	2,3	2,2

Depuis 1999, la commune compte 25 ménages supplémentaires, soit une augmentation de 10,0%.

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004 - RP99 - Exploitations principales

### Catégories de logements

	2004	1999
Ensemble des logements	616	597
Résidences principales	275	250
Part dans l'ensemble des logements (%)	44,6	41,9
Résidences secondaires et logements occasionnels	250	267
Logements vacants	51	80

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

La commune compte 19 logements de plus qu'en 1999, ce qui représente une augmentation de 3,2%.

### Parc des résidences principales

	2004	1999
Ensemble des résidences principales	275	250
dont :		
- part des maisons (%)	97,5	97,6
- part des appartements (%)	2,5	1,2

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

### Caractéristiques des résidences principales

	2004	1999
Ensemble des résidences principales	275	250
Part des propriétaires (%)	83,3	78,4
Part des locataires (%)	13,5	11,2
Part des résidences principales achevées avant 1945 (%)	66,9	74,4
Part des résidences principales achevées depuis 1999 (%)	4,7	///

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004 - RP99 - Exploitations principales

### Ancienneté d'emménagement

	2004
Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale :	
- depuis moins de 5 ans (%)	26,2
- de 5 à 9 ans (%)	15,6
- 10 ans ou plus (%)	58,2
Ancienneté moyenne d'emménagement (années)	23

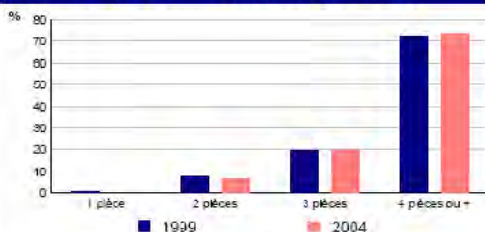
Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
Exploitation principale

### Equipement des ménages

	2004	1999
Nombre de ménages	275	250
Part des ménages occupant un logement équipé d'une installation sanitaire (%)	94,9	90,8
Part des ménages disposant au moins d'une voiture (%)	89,1	88,4

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004 - RP99 - Exploitations principales

### Nombre de pièces des résidences principales



Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

### Nombre moyen de pièces

	2004	1999
Nombre moyen de pièces par résidence principale	4,4	4,4
Nombre moyen de pièces par maison	4,4	4,4
Nombre moyen de pièces par appartement	4,0	3,0

Sources : Insee, Enquête annuelle de recensement 2004  
RP99 - Exploitations principales

RP99 = recensement de la population de 1999

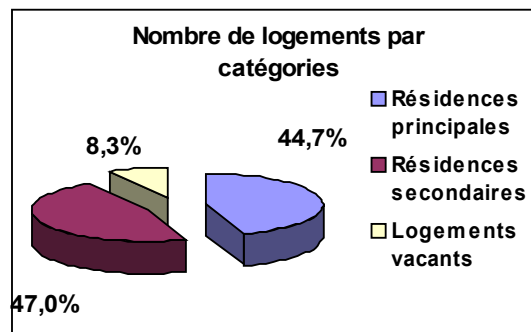
© Insee

Juin 2007

### III. SITUATION DU LOGEMENT :

#### 1. Principales caractéristiques des logements :

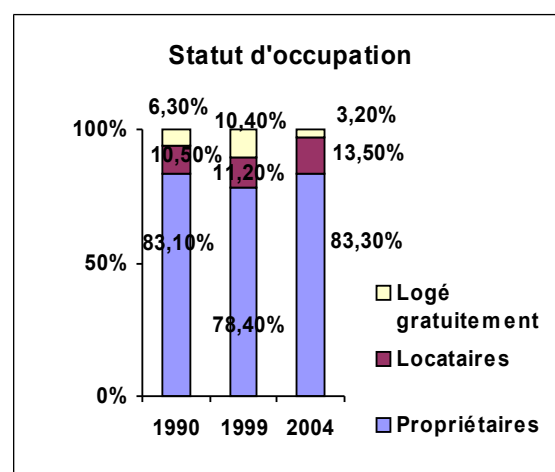
- **Les résidences secondaires dominent le paysage d'Ecuras** (environ 290 habitations). Cela traduit une attractivité de la commune sur le plan touristique, mais également une vie locale moins soutenue sur certaine période de l'année.
- **Le taux des logements vacants a diminué sensiblement entre 1999 et 2004, passant de 80 à 51.**
- **Les maisons individuelles** représentent la grande majorité des logements sur la commune. A noter également la présence de quelques logements collectifs (1.2% en 1999, 2,5% en 2004)



Source INSEE, recensement 2004

- **L'accession à la propriété a augmenté entre 1999 et 2004, pour atteindre le niveau de 1990 (83,3%).**  
**Cette progression a également concerné les logements locatifs: (+ 2,3%)**

**Ces progressions se sont faites au détriment des occupants à titre gratuit (- 7,2 %)**

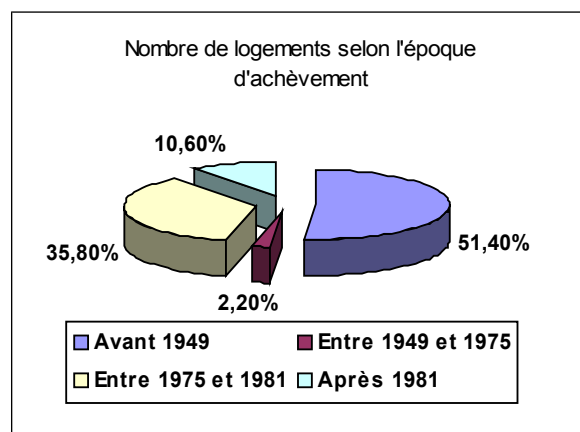


Source INSEE, RGP 99 et enquête de 2004

## 2. Un parc ancien majoritaire :

Plus de la moitié des logements ont été construits avant 1949. Cette dominance donne une cohérence architecturale qui permet entre autre à la commune d'être attractive sur le plan touristique.

Source INSEE, RGP 99



**L'enquête annuelle de recensement de 2004 a fait apparaître une diminution de la part des résidences principales construites avant 1949 par rapport au recensement de 1999 (66,9 % au lieu de 74,4%).**

**La part des résidences principales achevées depuis 1999 est de 4,7%.**

### Points clés sur le logement

- Une forte présence des résidences secondaires reflétant la fonction touristique de la commune.
- Une accession à la propriété dominante et en progression depuis 1999 (+4,9%).
- Une présence dominante du bâti ancien relayé en second lieu par des constructions récentes (moins de 20 ans) qui représentent un tiers du parc bâti.

## IV. LES CONTRAINTES MAJEURES :

Il s'agit de prendre en compte les contraintes qui se traduisent au niveau réglementaire dans la liste des servitudes d'utilité publique, et également par la configuration physique et humaine du territoire d'Ecuras.

### 1. Les servitudes d'utilité publique :

- **La servitude A4** : liée à la conservation des eaux, libre passage des engins le long de certains cours d'eau (ici, La Tardoire)
- **La servitude A5** : liée à la pose des canalisations publiques d'eau potable et d'assainissement
- **La servitude AS1** : liée à l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales (ici le captage de Coulonges sur Charente à St.Savinien)
- **La servitude EL7** : liée à l'alignement des constructions le long de certaines voies routières (ici, la D.112 avec « le Bourg », « la Borderie », « Châtain-Besson »)
- **La servitude I4** : liée à l'établissement des canalisations électriques (ici la ligne H.T 400KV Cubnezais-Plaud)
- **La servitude PT1** : liée aux transmissions radioélectriques, protection des centres de réception (ici, le centre radioélectrique de Montbron)
- **La servitude liée au Plan de Prévention des Risques Majeurs de la Vallée de la Tardoire** (les zones inondables de la vallée de la Tardoire)



## 2. Les autres contraintes :

Ces contraintes, bien qu'elles n'aient pas de portée réglementaire, seront à prendre en compte au cours de l'élaboration de la carte communale. Il est surtout ici question de bon sens en terme de respect du paysage, du principe de développement durable ...

### A. Les contraintes liées à l'environnement :

#### ➤ Qu'elles soient physiques ... :

Le caractère topographique du paysage associé à la capacité des sols à l'assainissement, ainsi qu'à la configuration des réseaux d'assainissement futurs permet d'obtenir une schématisation de cette contrainte. Cette dernière sera à prendre en compte pour établir les éventualités d'urbanisation suivant l'organisation du réseau d'assainissement qui devra être réalisé.

#### ➤ ... Ou écologiques :

Le paysage d'Ecuras révèle un paysage riche lui donnant un intérêt biologique qui se retranscrit par l'instauration de zones telles que :

- deux ZNIEFF<sup>1</sup> de type I, « de la vallée de la Renaudie, n° 473 » et « des gorges du Chambon, n° 77 »
  - une réserve naturelle volontaire de la vallée de la Renaudie,
  - un site NATURA 2000 de la « vallée de la Tardoire ».

L'explicatif sur ces zones naturelles sera développé dans le 2<sup>ème</sup> chapitre, partie 3 : *La préservation des zones naturelles*.

### B. Les contraintes générées par l'activité humaine :

Les activités humaines entraînent des contraintes sous forme de protection. :

- Les exploitations agricoles (30 au total, en particulier celles pratiquant l'élevage) localisées en périphérie immédiate de zones d'habitat sont à prendre en compte pour l'aménagement de la commune. Ces exploitations génèrent un périmètre de protection (un rayon de 100 m autour de chacune au maximum) avec les zones constructibles, ce qui garantit une minimisation des gênes entre activité et habitat (les gênes peuvent être sonores, visuelles...). De plus cela procure une pérennité à l'exploitation agricole (extension, mise en place d'un nouveau type d'élevage, reprise de l'activité) qui ne se retrouve pas entravée par une trop grande proximité des habitations.

#### ➤ L'assainissement :

Les conclusions de l'étude du schéma directeur d'assainissement de la commune mettent en évidence les points suivants :

- La nature des sols est peu favorable à l'assainissement individuel.
- La typologie de l'habitat est défavorable à la mise en place de dispositifs individuels sur certains villages (se reporter à l'énumération ci-dessous sur l'assainissement semi-collectif)
- La densité de l'habitat ne permet pas économiquement la mise en place de dispositifs collectifs ou semi-collectifs sur le reste de la commune.

---

<sup>1</sup> Zone Naturelle Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique

Ecuras possède un assainissement collectif uniquement sur le Bourg, Maupas, Rairie, Puy d'Ecuras, Châtain Besson et plus au nord avec le Village le Chat et Chadorli.

Suivant le document de révision du schéma directeur d'assainissement en date du 11 octobre 2006, un assainissement semi-collectif est préconisé pour : la Borderie, les Limousines, le Maine Pachou, les Pies, Chassagne, les Defaix, les Boins et Perry.

Le reste du territoire restera en assainissement individuel.

### **C. Les sites archéologiques :**

- En application de l'Article R 111.3.2 du Code de l'Urbanisme et du décret du 5 février 1986, les permis de construire, de lotir ou de démolir, les installations et travaux divers prévus par le Code de l'Urbanisme peuvent être refusés ou n'être accordés que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions sont de nature, par leur localisation, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

La mise en œuvre de cette réglementation est du ressort exclusif de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Par arrêté n° 06.16.147 du 08 décembre 2006, M le Préfet de la Région Poitou-Charentes a défini 3 types de zones archéologiques dans lesquelles des mesures de détection, conservation ou sauvegarde pourront être prises pour la sauvegarde de vestiges archéologiques. L'arrêté précité ainsi que la carte de zonage figurent au présent document.



COPIE

Arrêté n° 06.16.147

**ARRETE**

définissant les zones géographiques dans lesquelles des mesures de détection, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique archéologique peuvent être prises sur le territoire de la commune d'Ecuras (Charente)

**LE PREFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES,  
PREFET DE LA VIENNE,  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE**

VU le code du patrimoine, et notamment son livre V ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 421-2-4, R. 421-38-10-1 et R. 442-3-1 ;

VU l'arrêté préfectoral 04.16.062/425 définissant les zones géographiques dans lesquelles des mesures de détection, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique archéologique peuvent être prises sur le territoire de la commune d'Ecuras (Charente) du 6 juillet 2004.

Considérant l'intérêt historique et archéologique de la commune d'Ecuras, notamment des sites du Néolithique (la Tuilerie / les Cassottes) et des occupations médiévales (bourg d'Ecuras autour de l'église et du cimetière médiévaux ; habitats aux Counassous et à Fontaubière) ;

**ARRETE**

**Article 1 :** Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 04.16.062/425 pris le 6 juillet 2004 ;

**Article 2 :** Sur l'étendue de la commune d'Ecuras sont définis trois types de zones géographiques, figurées sur les documents graphiques annexés au présent arrêté :

- dans la zone géographique " A " (bourg d'Ecuras), toutes les demandes de permis de construire (y compris les déclarations de travaux), de démolir, et d'autorisations d'installations et travaux divers, d'autorisation de lotir, de décision de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté devront être transmises au préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles, service régional de l'archéologie, 102 Grand-Rue, 86020 Poitiers Cedex) pour instruction et prescriptions archéologiques éventuelles ;



- dans la zone géographique " B " (Fontaubière), les demandes de permis de construire (y compris les déclarations de travaux), de démolir, et d'autorisations d'installations et travaux divers, d'autorisation de lotir, de décision de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté devront être transmises au préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles, service régional de l'archéologie) pour instruction et prescriptions archéologiques éventuelles lorsque la surface des terrains d'assiette est supérieure à 1000 m<sup>2</sup> ;

- dans la zone géographique " C " (sud de la commune – vallée de la Tardoire ; nord-est de la commune), les demandes de permis de construire (y compris les déclarations de travaux), de démolir, et d'autorisations d'installations et travaux divers, d'autorisation de lotir, de décision de réalisation de Zone d'Aménagement Concerté devront être transmises au préfet de région (Direction régionale des affaires culturelles, service régional de l'archéologie) pour instruction et prescriptions archéologiques éventuelles lorsque la surface des terrains d'assiette est supérieure à 10 000 m<sup>2</sup>.

Le seuil de transmission par défaut de 30 000 m<sup>2</sup> s'applique sur le reste du territoire communal.

**Article 3 :** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Charente. L'arrêté et ses plans de zonage (1 feuillet A3 au 1/25.000) seront adressés par le préfet du département de la Charente au maire d'Ecuras, aux fins d'affichage en mairie pendant un délai d'un mois minimum. L'arrêté et ses plans de zonage seront également consultables à la direction départementale de l'équipement (subdivision de La Rochefoucauld) et au service départemental d'architecture et du patrimoine.

**Article 4 :** Le directeur régional des affaires culturelles et le préfet du département de la Charente sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Poitiers, le

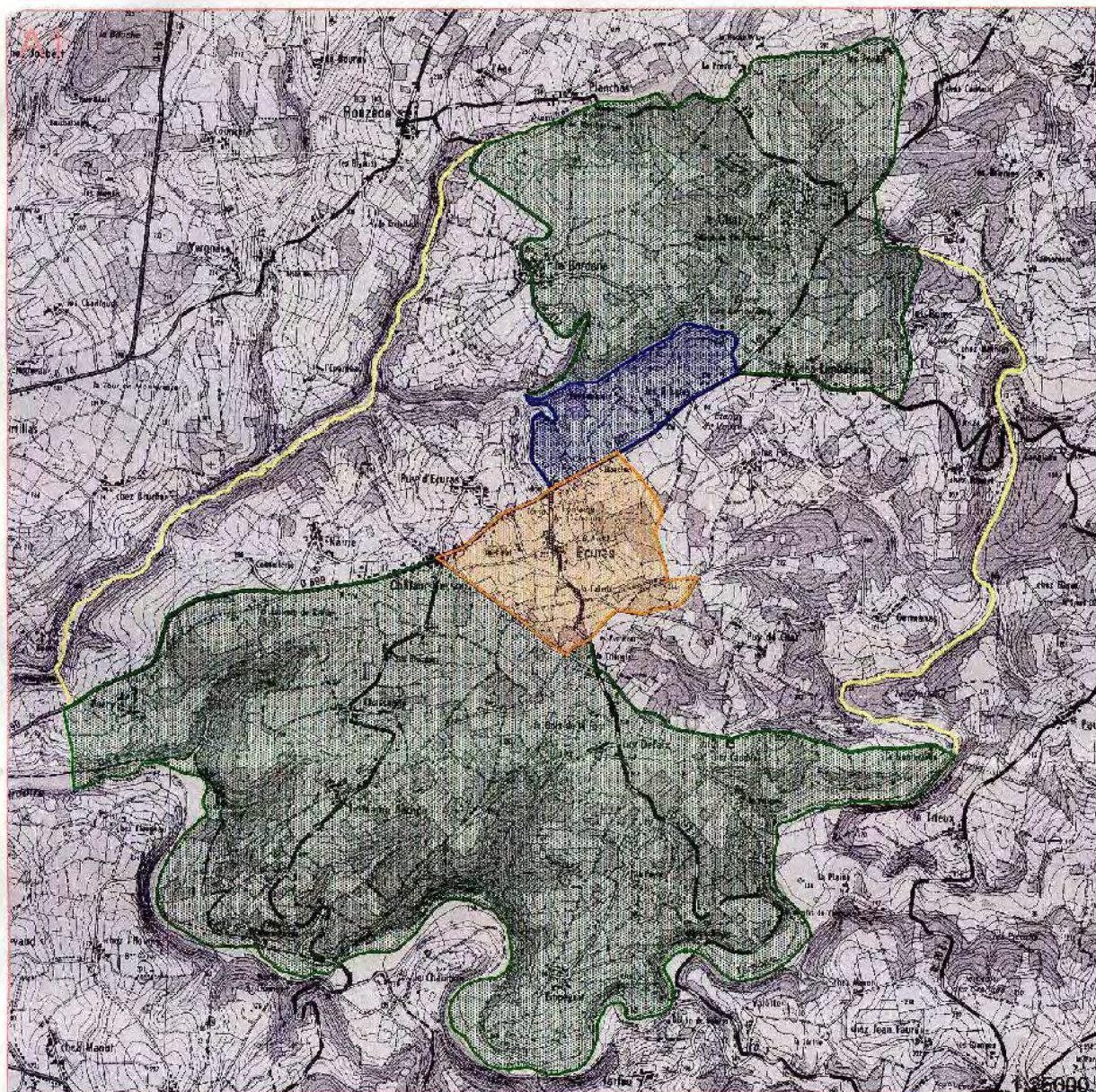
- 8 DEC. 2006

Le Préfet de Région  
et par délégation

Le Directeur Régional des  
Affaires culturelles

Jean-Claude VAN DAM





Préfecture de la région POITOU-CHARENTES

Feuille 1/1

Direction régionale des affaires culturelles  
Service régional de l'archéologie



Document graphique annexé à l'arrêté définissant  
les zones géographiques au regard de l'archéologie  
préventive (livre V du Code du Patrimoine)

Date :

Le Préfet de la région Poitou-Charentes

### ECURAS 16 124 (Charente)



Zone de saisie A [tout dossier]



Carroyage



Seuil B [supérieur à 1000m²]



Limite administrative communale



Seuil C [supérieur à 10000m²]



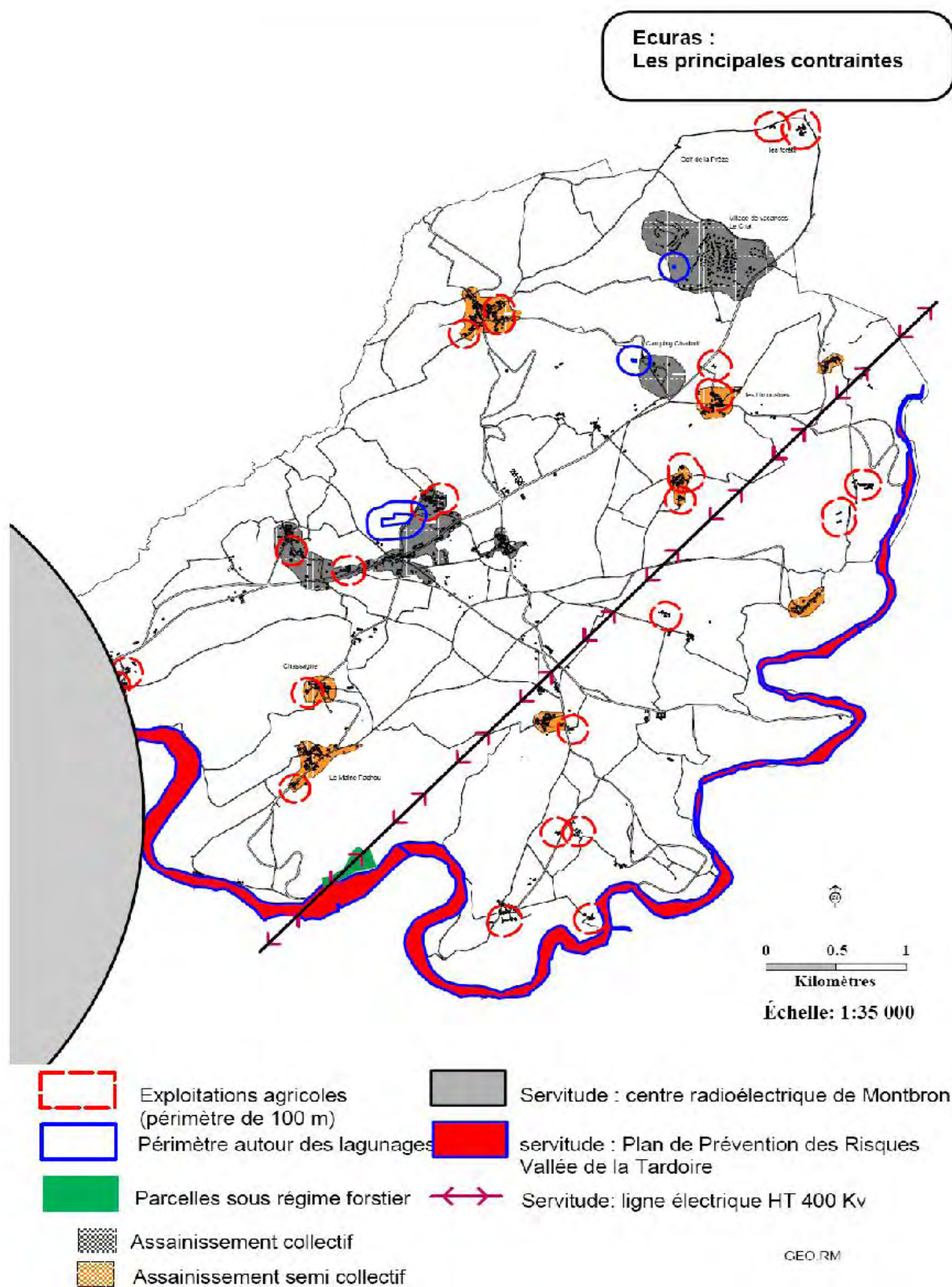
© IGN Paris - Scan 25 © 2001

Seuil communal général : supérieur à 30000 m² (en dehors des zones indiquées ci-dessus)

Réalisé sous ArcView 3.2, BD Ptitarche (données mai 2002)  
DRAC/SRA, dujardin, a2004\_01\_15 zonages / modale/ecuras.spr

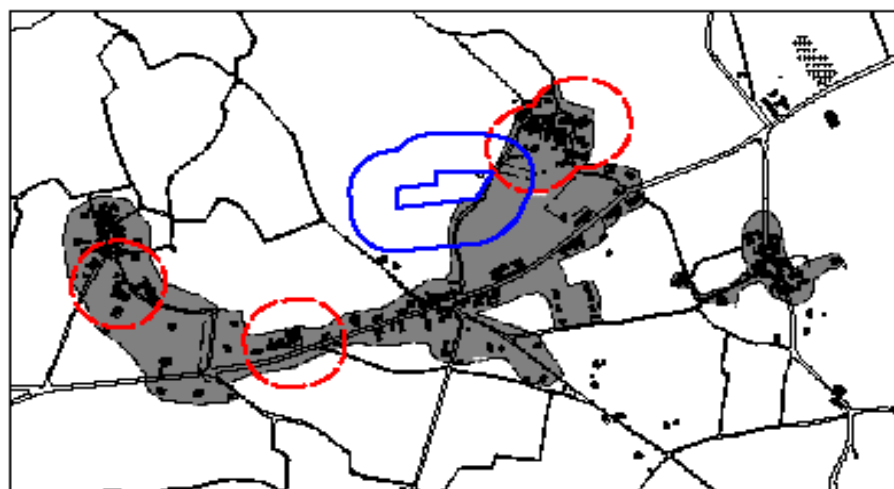
Fonds cartographiques : © IGN Paris - BD\_Carto © 2002 / Scan 25 © 2001  
Tout droit de reproduction soumis à l'accord de l'Institut Géographique National





Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
 Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008

### Ecuras : les principales contraintes (vues sur les principaux villages)

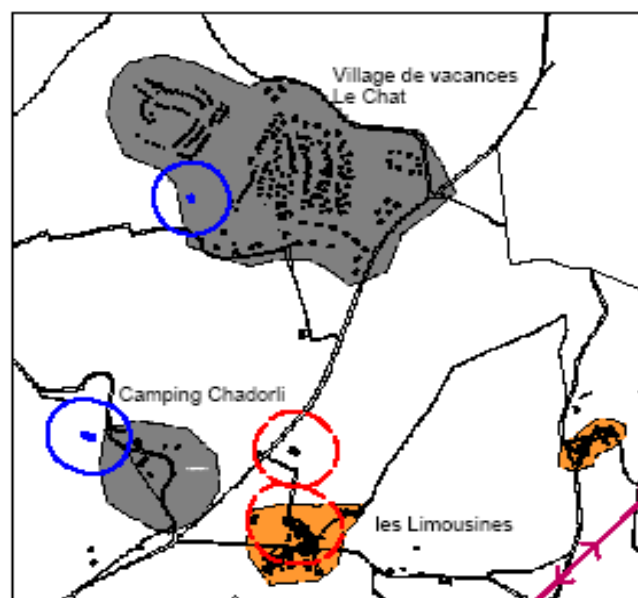


0 100 200  
Mètres  
Échelle: 1:15 000

#### Le Bourg et Châtain Besson

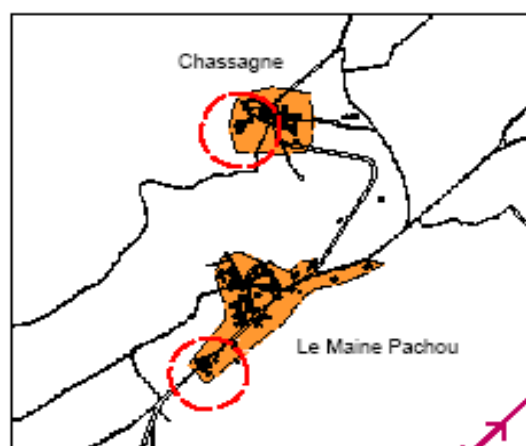
Documents graphiques ne se substituant  
aux plans des servitudes et au schéma  
d'assainissement

#### Autour du village Le Chat



0 250 500  
Mètres  
Échelle: 1:18 000

#### Maine Pachou



Exploitations agricoles  
(périmètre de 100 m)



Périmètre autour des lagunages



Parcelles sous régime forstier



servitude : Plan de Prévention des  
Risques de la Vallée de la Tardoire



Servitude: ligne électrique HT 400 Kv



Assainissement semi collectif



Assainissement collectif

GEO.RM

## V. LA COORDINATION INTERCOMMUNALE :

### 1. La communauté de communes Seuil Charente-Périgord :

#### Description :

15 communes participantes : Charras, Ecuras, Eymouthiers, Feuillade, Grassac, Mainzac, Marthon, Montbron, Orgedeuil, Rouzède, Saint Germain de Montbron, St Sornin, Souffrignac, Vilhonneur et Vouthon. Toutes les communes, excepté Vilhonneur, appartiennent au canton de Montbron.

Date de création : le 31/12/1992

#### Compétences de la communauté :

##### Compétences obligatoires :

- Aménagement de l'espace
- Actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté :  
2 zones d'activités communautaires (1 sur la vallée du Bandiat, et 1 sur la vallée de Tardoire le long de la RD 699), développement et promotion touristique, conseils aux projets communaux

##### Compétences optionnelles :

- Protection et mise en valeur de l'environnement :  
ramassage et traitement des ordures ménagères (compétence depuis le 13/02/2002)  
Sentiers de randonnée : balisage, aménagement, promotion.  
Assainissement : mise en place d'un schéma directeur d'assainissement communautaire (compétence depuis le 13/02/2002).  
Mise en place d'un SPANC.
- Création, aménagement et entretien de la voirie.
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs, d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire :  
Restauration scolaire, garderie scolaire, fonctionnement et investissement des écoles et des transports scolaires rattachés.
- Représentation et participations financières aux charges du Syndicat départemental d'incendie et de secours.
- Enfants et jeunes : éducation à la citoyenneté, actions en direction des enfants et adolescents.

## 2. Syndicat mixte : « Pays Horte et Tardoire »

Description :

Adhèrent au syndicat :

- La communauté de communes du bassin économique Bandiat-Tardoire
- La communauté de communes d'Horte et Lavalette
- La communauté de communes Seuil Charente Périgord
- La communauté de communes de la Vallée de l'Echelle
- Soit une cinquantaine de communes adhérentes ...

Date de création : le 22/10/2002

### Compétences :

- Coordonner et fédérer toutes actions et initiatives menées dans les domaines économiques, social, culturel, touristique, ..., en vue de leur réalisation sur ce territoire
- Accompagner les projets présentés par les collectivités adhérentes, les associations locales, les particuliers.
- Rechercher les financements nécessaires à leur réalisation
- Participer aux études et à l'élaboration des dossiers de ces opérations
- Assurer leur réalisation ou y concourir (étude PLH, OPAH, ...)



## **Chapitre II**

### **ENVIRONNEMENT ET PATRIMOINE**





## I CONTEXTE PHYSIQUE :

## 1. Note climatique :

Source : « METEO France, tous les climats localité par localité » de Jacques KESSLER et André CHAMBRAUD

**CHARENTE 16**

L'Angoumois, formé surtout de plaines et de bas plateaux, ne bénéficie pas de l'ensoleillement exceptionnel qui caractérise le climat de la côte charentaise, mais les jours de chaleur y sont plus nombreux.

Bien que l'on puisse déceler une légère augmentation de la pluviosité dans sa partie orientale, proche de la Haute-Vienne, le département de la Charente est cependant assez homogène, et ne représente aucun désagrément climatique majeur

## ANGOULÊME

- COTATION SUR 10

Températures nocturnes	6
Températures diurnes	5
Ensoleillement	6
Abondance des pluies	6
Étalement des pluies	5
Fréquence des brouillards	3
Violence du vent	

			JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
<i>Température minimale</i>		Moyenne 7.0	2	2	3	5	8	11	13	13	11	8	4	2
<i>Température maximale</i>		Moyenne 16.9	8	10	13	16	19	23	26	25	23	18	12	9
<i>Record de froid</i>		(de 1951 à 1987)	-17 18	-14 20	-9 28	-4 28	-2 31	2 38	5 39	4 37	1 35	-3 30	-10 24	-11 20
<i>Hauteur de pluie</i>		Total 80 cm	8	7	6	6	7	6	5	6	7	6	8	8
Nombre de jours	avec pluie avec chute de neige	165 jours 5 jours	17 2	14 1	15 1	14 0	15 0	12 0	11 0	12 0	12 0	12 0	15 0	16

## AIGRE

		JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
<i>Température minimale</i>	Moyenne 5.9	7	2	2	4	7	10	12	11	10	6	3	7
<i>Température maximale</i>	Moyenne 17.4	8	10	13	17	20	24	26	25	24	19	12	9

151

**COGNAC (CHÂTEAUBERNARD)**

Centre départemental de la météorologie :  
 Base aérienne SMA 16109 COGNAC-AIR  
 Prévisions : 45.82.21.25  
 Pour l'agriculture : 45.82.65.43

**COTATION SUR 10**

Températures nocturnes	6
Températures diurnes	7
Ensoleillement	6
Abondance des pluies	5
Étalement des pluies	5
Fréquence des brouillards	7
Violence du vent	3

		JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
Température minimale	Moyenne 7.7	2	3	4	6	9	12	4	14	12	9	5	3
Température maximale	Moyenne 17.0	9	10	13	16	20	23	25	25	23	18	12	9
Record de froid	(depuis 1951)	-17	-19	-10	-3	0	3	7	6	2	-2	-8	-11
Record de chaleur		18	22	25	29	33	38	39	38	35	30	24	20
Ensoleillement journalier	Moyenne 5 h 35	2.40	3.40	5.05	6.30	7.05	8.15	8.45	7.50	6.30	5.10	3.10	2.25
Hauteur de pluie	Total 77 cm	8	7	6	5	6	5	5	6	6	7	8	8
Nombre de jours	avec gelée de chaleur	11	8	6	1	0	0	0	0	0	1	5	9
	entièrement gris	0	0	0	0	4	9	16	14	8	1	0	0
	47 jours	10	6	4	2	2	1	0	1	1	3	7	10
	avec pluie	15	14	14	14	14	11	10	12	12	12	15	16
	avec pluie importante	5	5	4	4	4	3	3	4	4	4	5	6
	avec chute de neige	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	5 jours												
	avec brouillard	8	5	4	3	3	3	3	3	6	8	10	8
	avec vent violent	5	5	4	3	1	1	1	1	1	2	4	4
	32 jours												

**CHALAIS**

		JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
Température minimale	Moyenne 6.4	7	2	2	5	8	11	13	13	10	7	3	7
Température maximale	Moyenne 17.8	9	11	13	17	20	25	27	27	24	19	13	9
Hauteur de pluie	Total 82 cm	8	8	7	5	6	6	5	6	7	7	8	9

**BARBEZIEUX**

		JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
Température minimale	Moyenne 6.9	7	2	3	5	9	12	14	13	11	8	4	2
Température maximale	Moyenne 17.3	8	10	13	16	20	24	27	26	24	19	12	9
Hauteur de pluie	Total 89 cm	9	8	7	6	7	6	5	6	8	8	9	10

**LA PÉRUSE**

		JAN	FEV	MARS	AVR	MAI	JUIN	JUIL	AOUT	SEPT	OCT	NOV	DEC
Température minimale	Moyenne 6.4	7	2	2	5	8	11	13	13	11	8	3	7
Température maximale	Moyenne 15.7	8	9	11	15	18	22	25	24	22	17	11	8

## 2. Topographie :

Ecuras détient un relief marqué par :

- Des vallées alluviales : il s'agit de la vallée de la rivière Tardoire au sud (limite communale forte), et des vallées du ruisseau de la Renaudie et du ruisseau provenant de l'étang des Limousines à l'ouest et au nord.
- Perpendiculairement à ces vallées viennent se greffer une série de vallons qui rythment le paysage.
- 3 plateaux qui viennent s'insérer entre ces vallées :
  - Un plateau compris entre le Bourg, les Pies et les Defaix (centre de la commune)
  - Un plateau compris sur les alentours de la Borderie (au nord)
  - Un plateau en limite communale nord (les Forêts)

Ce relief donne, en terme d'altitude, une amplitude importante pour le département. On passe ainsi de 119 m sur les points bas des vallées, à plus de 260 m sur les plateaux.

Conséquences visuelles dans le paysage :

- Un effet de barrière visuelle qui isole les villages entre eux.
- A l'inverse, un effet de corridor qui offre des points focaux lointains en particulier sur Montbron ou encore sur Rouzède.

## 3. Géologie-pédologie :

Le Territoire communal se situe principalement sur des terrains métamorphiques et granitiques constituant la bordure du Massif Central. Il apparaît également des formations sédimentaires de la marge nord-est du bassin aquitain.

On retrouve sur Ecuras des terrains sur granites et gneiss, avec recouvrements argileux résiduels dans la moitié ouest de la commune.

Sur le plan pédologique, les sols rencontrés sont les suivants :

- Sols sur granites : sols globalement sains mais la profondeur insuffisante ainsi que la faible perméabilité ne permet pas un épandage souterrain en terme d'assainissement.
- Sols sur gneiss : sols globalement sains mais faible perméabilité marquée par l'engorgement (faible dispersion)
- Sols sur argiles et argiles à silex : sols sains mais très peu perméables empêchant la dispersion (voir engorgement)
- Sols d'apports alluviaux ou colluviaux : sols situés en zones non inondables ou inondables présentant une aptitude moyenne à mauvaise en terme d'assainissement individuel.

## 4. Hydrographie et qualité des eaux superficielles :

*« Toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation. » (article L1321 du Code de la Santé Publique).*

Ecuras appartient au bassin versant de la rivière la Tardoire (affluent de la Charente) classée en première catégorie piscicole

**La commune d'Ecuras fait partie du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Montemboeuf et est alimentée par le captage de La Séchère.**

**La commune est concernée par l'application des servitudes d'utilité publique du périmètre de protection rapprochée du captage de Coulonges sur Charente situé en Charente-Maritime (arrêté de D.U.P. Du 31/12/1976) et par les prescriptions du périmètre de protection éloignée des sources de la Touvre non institué officiellement.**

Les prescriptions à respecter dans le cadre de la protection de ce captage sont celles du secteur général pour les communes de Charente; elles consistent d'un point de vue général à interdire :

- le transport par voie fluviale de produits dangereux liquides ou solides,
- tout rejet de produits radio-actifs ,...
- les rejets d'eau qui risquent de compromettre la salubrité publique, l'alimentation des hommes et des animaux, la satisfaction des besoins domestiques, les utilisations agricoles ou industrielles, la sauvegarde du milieu piscicole,
- l'épandage de purin dans une bande de 25 m de largeur de part et d'autre de la Charente et de ses affluents,
- le stockage de produits chimiques dangereux, le stockage et l'épandage d'engrais humains ainsi que l'installation d'élevage industriels ou semi-industriels, dans certaines vallées.

De plus, sont soumis à réglementation:

- la mise en place de nouveaux établissements soumis à déclaration et ceux soumis à autorisation au titre de la réglementation des installations classées, sous certaines conditions. Celle-ci ne pourra être autorisée que si les effluents éventuels ne sont pas susceptibles d'aggraver la qualité physico-chimique ou bactériologique de la Charente dans les conditions d'étiage les plus sévères.
- les décharges contrôlées d'ordures ménagères.

En plus de la distribution en eau potable assurée par le S.I.A.E.P, quelques hameaux ont accès (en plus du réseau d'eau potable) à des « fontaines communales » pour un usage privatif tel que l'arrosage des jardins. La commune a fait installer des panneaux au pied de ces fontaines pour indiquer le fait que cette eau est non potable.

Le territoire est également clairsemé de quelques étangs, en particulier sur la partie nord de la commune (étang des Limousines, étang de Planchas). Certains de ces étangs ont un rôle au niveau touristique, ils donnent une valeur ajoutée au site, comme ceux de Chadorli, du village de vacances « Le Chat », du golf de La Prèze ou encore les chambres et tables d'hôtes de l'Etanchon ...

## **5. Protection réglementaire et contrainte à l'urbanisation :**

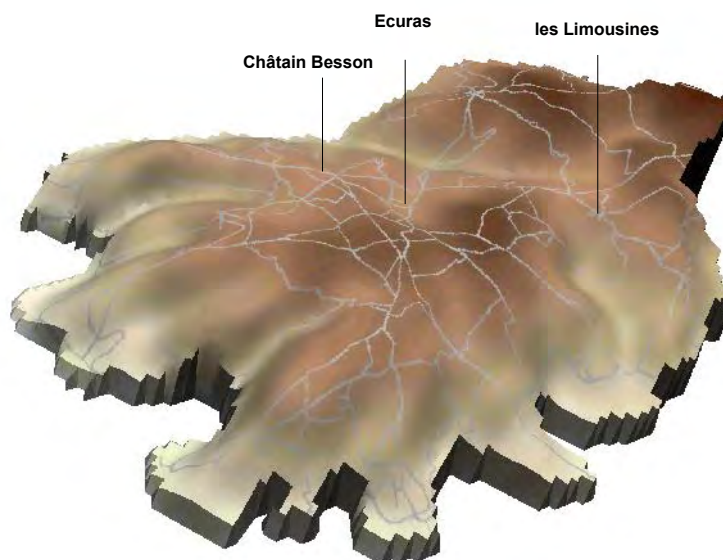
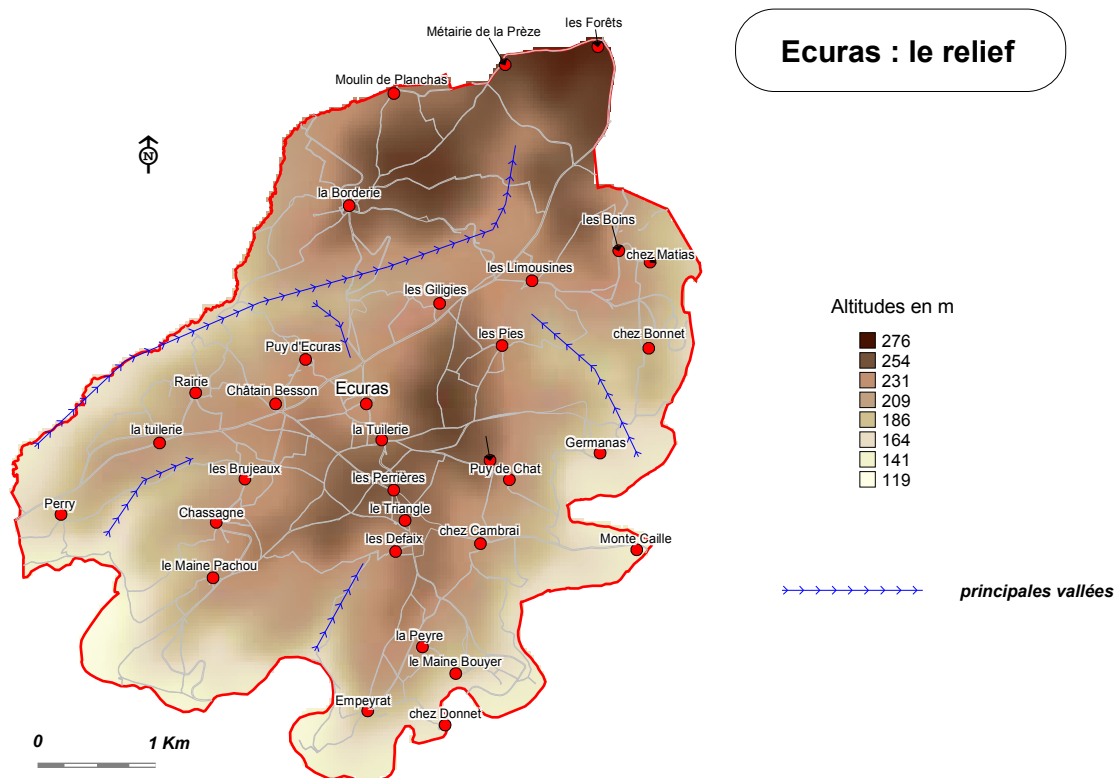
Le territoire d'Ecuras est touché par le Plan de Prévention des Risques Majeurs de la vallée de la Tardoire. Ce plan a été institué par Arrêté Préfectoral du 15 mars 2002, et vaut servitude d'utilité publique. La zone de risque est divisée en deux secteurs :

Là où le risque est fort ce qui se traduit par une zone non constructible (classée en rouge sur le plan),

- là où le risque est plus faible, les constructions sont autorisées sous conditions (zone classée en bleue). La commune a fait l'objet d'une information par un dossier communal synthétique communiqué le 18 décembre 2003.

La commune d'Ecuras est concernée par deux arrêtés de catastrophe naturelle :

Type de catastrophe	Arrêté du	Sur le JO du
Inondation et coulées de boue	11/01/1983	13/01/1983
Inondation, coulées de boue et mouvements de terrain	29/12/1999	30/12/1999



GEO.RM 11/2002



## I. LES MILIEUX NATURELS REPRESENTATIFS DE LA COMMUNE :

Le territoire d'Ecuras conserve des entités naturelles bien marquées sur lesquelles vient s'associer une richesse écologique.

La commune comporte, en terme de milieux naturels, 3 entités :

- le massif boisé,
- le bocage,
- et les zones humides

### 1. Le régime forestier :

Les bois se positionnent de façon homogène sur le territoire. Seuls deux secteurs sont moins boisés : il s'agit, au nord, de la Borderie, et plus au sud, de l'axe formé par les villages de la Rairie, de Châtain-Besson, du Puy d'Ecuras et du bourg.

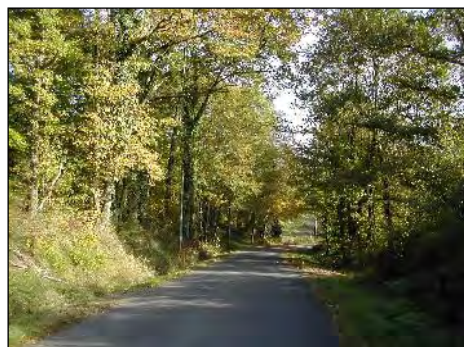
Les grands massifs boisés se situent le long des vallées, c'est-à-dire le plus souvent sur des coteaux plus ou moins escarpés qui ne peuvent servir de prairies.

On retrouve donc ces bois le long de la vallée de la Tardoire, citons principalement les massifs placés entre les villages de Perry et Le Maine Pachou ou encore entre ce dernier et les Defaix.

Il est à noter que les boisements ceinturent littéralement le territoire communal, on les retrouve ainsi :

- de l'est au sud-ouest avec la vallée de la Tardoire,
- du sud-ouest au nord avec le ruisseau de la Renaudie et celui de l'étang de Planchas,

au nord et nord-est entre l'étang des Planchas et le village Les Boins.



### 2. Le bocage :

Le paysage de bocage est l'étape transitoire entre la forêt et le champ ouvert. Le bocage est ainsi la résultante de l'exploitation limitée des massifs boisés.

**Le paysage bocager joue un rôle indéniable en terme de qualité paysagère mais aussi de richesse écologique par :**

- Les haies de haut-jet ou arbustives et les bosquets qui permettent de rompre les perspectives et empêchent les vis-à-vis entre les villages donnant une impression d'isolement à chacun d'entre eux.



- Le maillage des haies sert également de refuge et de source de nourriture pour la faune, il sert également de brise vent et possède un rôle régulateur sur le plan hydraulique.

*Un exemple de paysage bocager rencontré  
sur les alentours du bourg d'Ecuras*



### 3. Les zones humides

Elles sont en relation directe avec le paysage bocager. On trouve deux types d'échelle :

- Celle composée par les différents ruisseaux et étangs, ceux-ci ont une influence limitée sur le paysage.
- Et celle que génère la rivière La Tardoire qui, par ces crues, génère un paysage spécifique (prairies humides et forêts alluviales notamment, confère photos ci-contre)

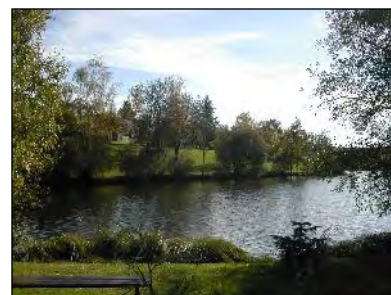


### 4. Un milieu plus anthropique au nord du territoire :

*Il s'agit d'un milieu naturel transformé par la présence d'activités humaines :*

pour Ecuras cela se traduit essentiellement par une fonction touristique du secteur à travers la création d'étangs, voir même vers un réaménagement complet du paysage. On citera les équipements touristiques suivants :

- Le camping « Chadorli »
- Le village de vacances « Le Chat »
- Le golf de la Prèze





### III. LE PAYSAGE :

Le paysage d'Ecuras est en grande partie formé par l'entité hydraulique qu'est la rivière La Tardoire, on a ainsi les caractéristiques suivantes :

- La vallée formée par celle-ci provoque un vis-à-vis entre les coteaux communaux et ceux des communes voisines ( Montbron, Eymoutiers et Bussière Badil)
- Perpendiculairement à la vallée de la Tardoire, vient se mettre en relation une série de vallons, le plus souvent boisés. L'extrémité de ceux-ci (en point haut) offre un très beau point de vue vers la vallée de la Tardoire et le paysage des communes voisines (confère photo ci-après)



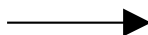
#### 1. Les grandes entités paysagères :

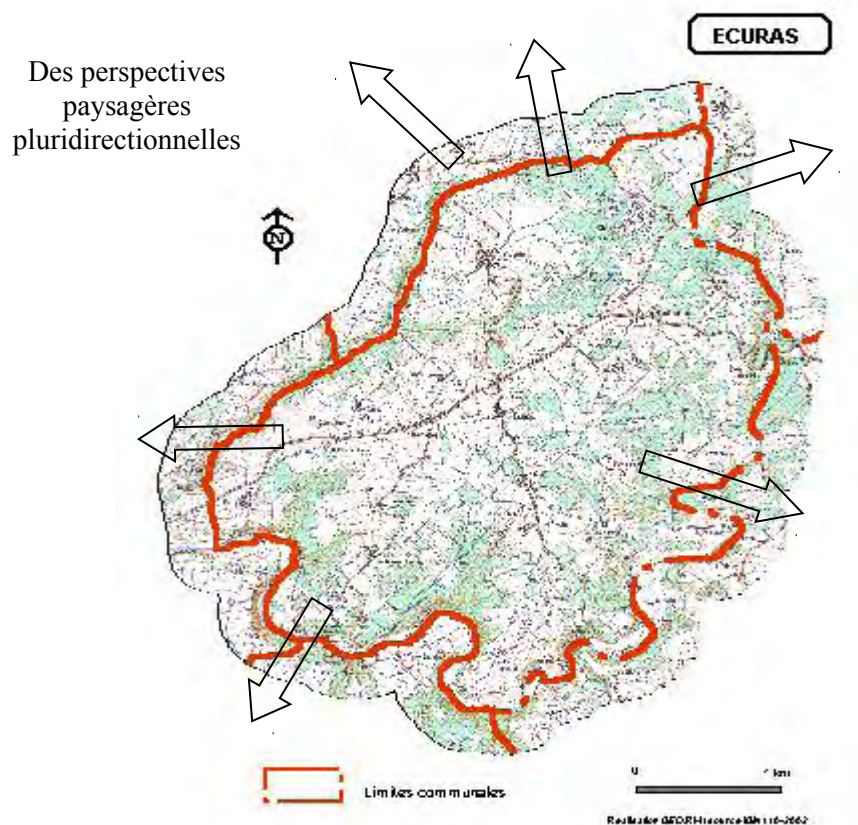
##### A/ Des vallonnements bocagers couvrant tout le territoire :

C'est une des spécificités fortes du paysage. Aucun des différents vallons ne se développe dans la même direction : **schématiquement ceux-ci sont organisés en forme d'étoile, créant des cônes de vues pluridirectionnels vers les communes voisines** (voir schéma ci-après).

Ce vallonnement s'accroît au fur et à mesure que l'on se rapproche des vallées formées par le réseau hydraulique (en particulier sur la périphérie de la commune avec la rivière la Tardoire au sud, et le ruisseau la Renaudie à l'ouest)

Le vis-à-vis avec les villages des communes avoisinantes est très limité. Cela est dû principalement à une forte présence de bois qui s'étendent sur les coteaux des vallées, on citera en exemple le vallon entre les villages de Chassagne et de Maine Pachou





## B/Les vallées alluviales :

- La vallée de la Tardoire qui offre un véritable *mur végétal* face aux communes de Bussière Badil, Montbron et Busserolles.



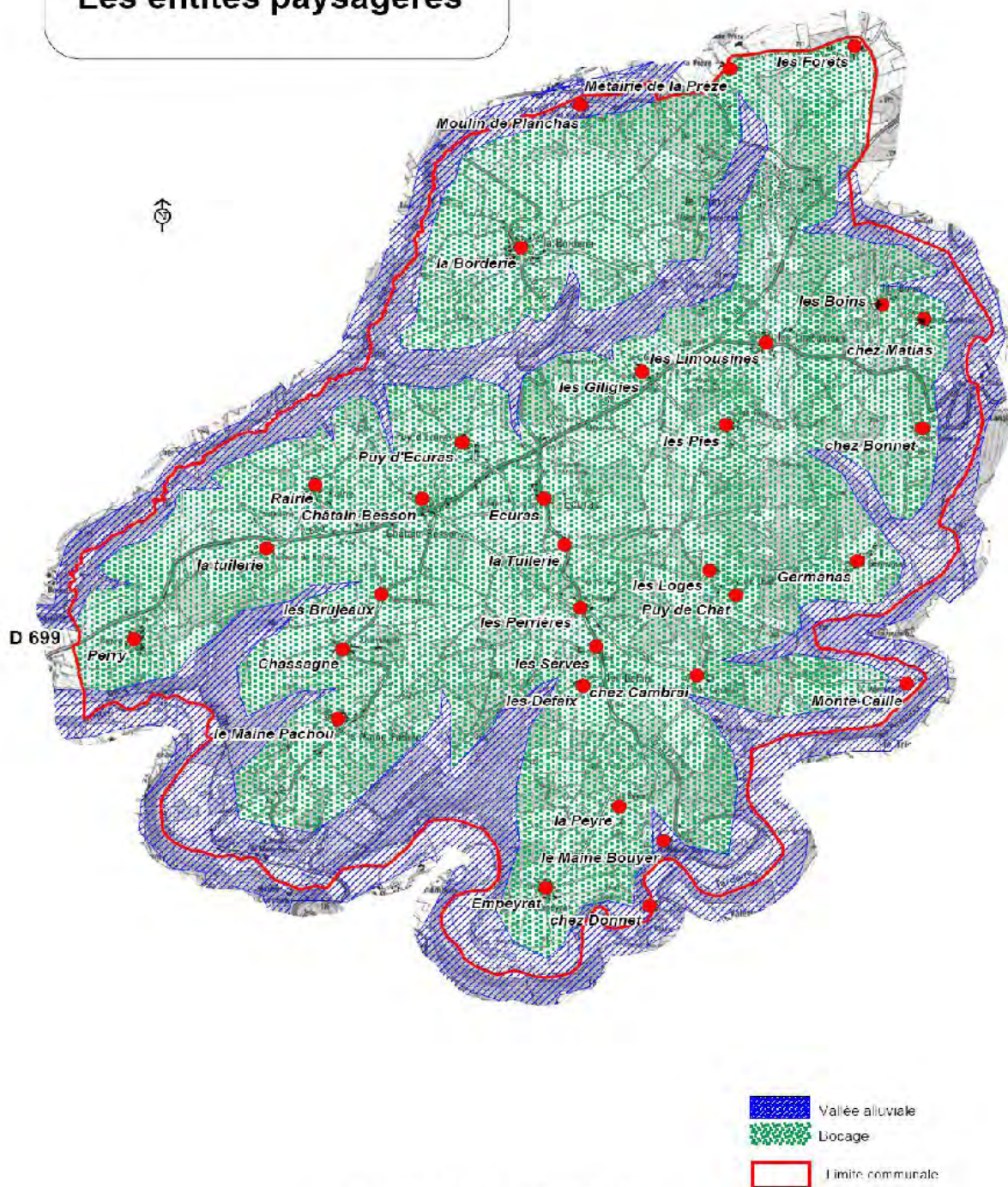
- La vallée de la Renaudie qui, moins enclavée, permet d'avoir des vues lointaines sur les communes de Montbron et de Rouzède.



*Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003*  
*Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008*



## Ecuras : Les entités paysagères



Realisation GEO.RM/ Source IGN/ 11-2002

## 2. Fonctionnement du paysage :

### A/ A l'échelle du territoire communal :

On notera une lecture simplifiée du paysage avec :

- D'un côté un renfermement du territoire par des éléments naturels tels que les bois (surtout s'ils sont placés en sommet de crête)
- De l'autre un dégagement visuel en particulier vers le sud-ouest et l'ouest ou encore quelques points de vue lointains au nord-est (vue sur le département de la Dordogne et également de la Haute-Vienne)

Certaines particularités du paysage peuvent avoir des conséquences sur l'aménagement du territoire, on peut citer les points suivants :

- **Les vallonnements** : ceux-ci créent soit un effet de rupture donc un isolement des espaces urbanisés, ou à l'inverse engendrent une co-visibilité entre les coteaux qui rend délicat toute nouvelle implantation bâtie.
- **Un végétal très présent** : l'omniprésence du végétal ( sous formes de haies, bosquets, bois, arbres isolés, ...) limite fortement l'impact du bâti dans le paysage, ainsi les équipements touristiques de la commune se fondent *naturellement* dans le paysage grâce à un fort taux de boisement des parcelles avoisinantes.

Certains éléments ressortent dans le paysage et sont à la source de deux types de perception :

- **Une perception positive** avec un caractère de la commune très naturel en particulier à l'est du territoire : le plus souvent le visiteur se retrouve *baigné* dans un cadre naturel isolé de toute vie humaine (aux alentours du village de Germanas par exemple)
- **Une perception plus négative** provoquée par des éléments bâtis sans réelle relation avec le paysage : il s'agit, sur la commune, de la ligne haute tension 'Cubnezais-Plaud' qui traverse le territoire du sud-ouest au nord-est (parallèle à la D699)





## B/ A l'échelle du bourg :

*Précision : L'analyse du Bourg portera tout au long de l'étude à la fois sur le Bourg d'Ecuras et sur Châtain Besson. Les raisons d'un tel choix sont déterminées par le fait que toute la vie économique s'est reportée sur Châtain Besson tandis que le Bourg est resté dans sa configuration originelle.*

Le Bourg d'Ecuras est situé pratiquement au centre de la commune, en retrait de la RD 699. Le bourg est traversé par la RD 112 (menant vers Bussière Badil) qui est en relation avec la RD 699 (à 200 m au nord).

### ➤ Les perceptions visuelles sur le Bourg :

**Les vues lointaines sont très limitées**, le bourg est placé dans un vallon (qui rejoint le ruisseau des Limousines au nord) ce qui engendre une rupture visuelle à l'ouest avec Châtain Besson et à l'est avec les Pies ; par contre on obtient une vue lointaine au nord (vers la commune de Rouzède). *Les vues ci-contre sont repérées sur la carte page suivante*

**Les perceptions sur le bourg se font donc à des distances plus courtes** : le long de la RD 699 (carrefour avec la RD 112), également plus au sud en sommet de crête (la Tuilerie) et à l'ouest sur la route communale menant à Châtain Besson.

### ➤ Les perceptions visuelles sur Châtain Besson :

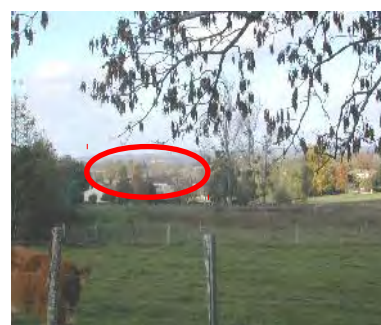
Les vues lointaines se font également vers le nord (commune de Rouzède), de façon plus limitée vers le sud (plateau avec cultures ou élevages).

Les entrées Est et Ouest (par la RD 699 traversante) sont plus limitées de par le relief ou encore par la végétation (haies arbustives, bois).

### ➤ Les ambiances spatiales sur le Bourg :

**Au nord, à l'ouest, au sud** : une série de vues champêtres accompagnent le village. Cela est dû par la forte présence du végétal en particulier par les haies longeant le réseau routier, les arbres isolés ou alignements d'arbres (bocage) ou encore le bois en sommet de crête à l'est du bourg.

**A l'est** : depuis la RD 699, le village apparaît comme baigné dans le végétal (le clocher ressort principalement).



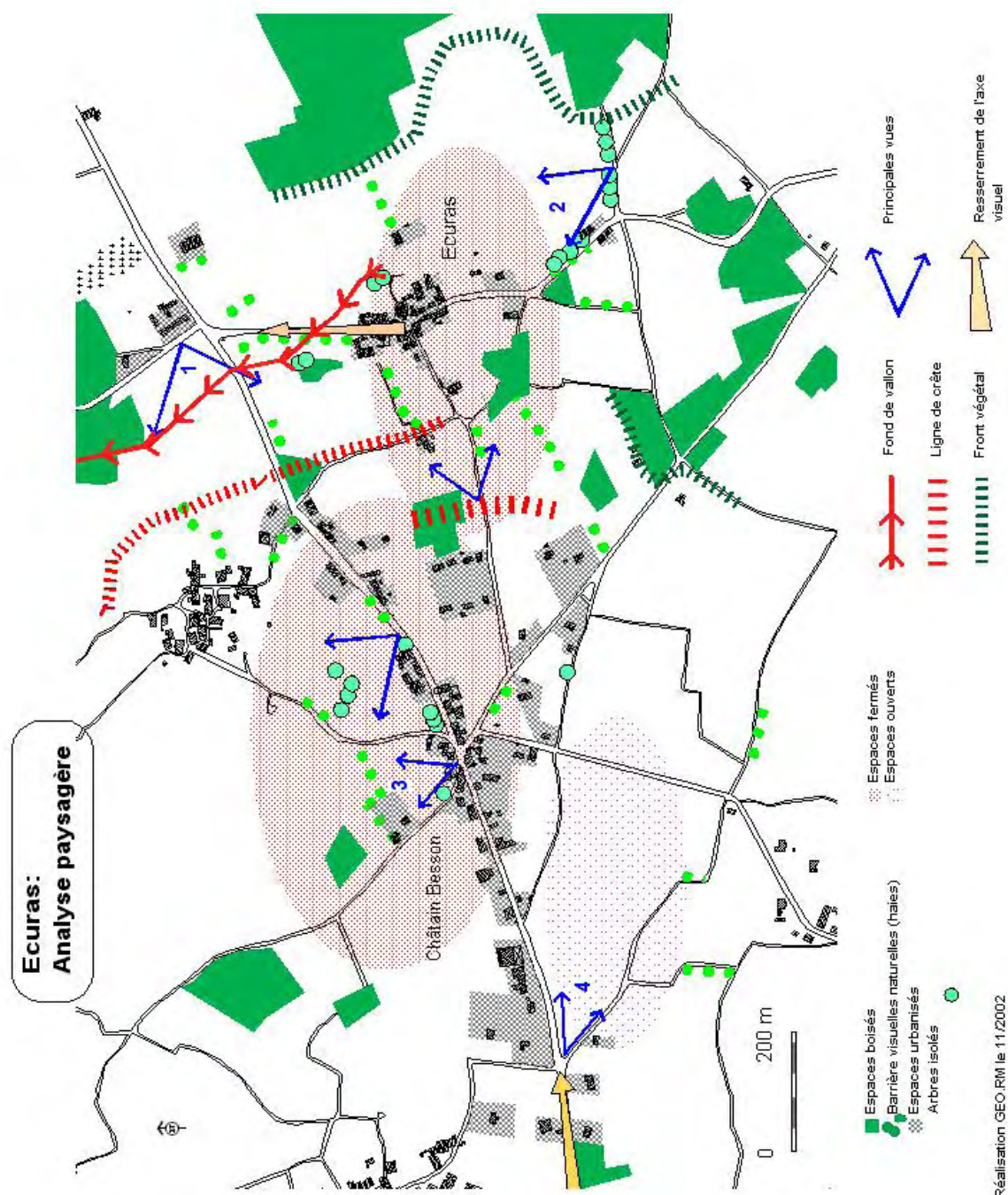
1/ Vue vers le nord, sur le clocher du bourg



2/ Vue sur le bourg, vue sur un bois en arrière plan



3/ Aspect bocager au nord de Châtain-Besson





### 3. La sauvegarde des zones naturelles :

**La commune détient un patrimoine naturel riche et diversifié. Cela est dû principalement à la vallée de la Tardoire** qui engendre un paysage particulier à travers :

- Les bois de chênes et de charmes
- Les prairies humides et berges d'une rivière à courant rapide
- Les forêts alluviales avec leur climat frais et humide
- ...

**Il en résulte une richesse particulière en terme d'espèces végétales et animales** : 4 espèces végétales sont protégées au niveau national ou régional, des espèces nicheuses d'oiseaux sont inscrites à la Directive « Oiseaux » (Pic mar, Martin-pêcheur, ...)

Cette richesse écologique du territoire a été validée par l'instauration de deux ZNIEFF de type I, d'une réserve naturelle volontaire (sur la vallée de la Renaudie) ainsi que d'un site Natura 2000.

Les périmètres de ces deux zones se chevauchent en grande partie car ils reprennent tous les deux le site de la vallée de la Tardoire (en limite sud de la commune). Le site Natura 2000 se distingue par un périmètre qui se prolonge au nord-ouest, le long du ruisseau de la Renaudie.

➤ **La ZNIEFF n° 077 « Vallée de la Tardoire au Chambon »:** (définition page 43)

On y recense des plantes rares caractéristiques de la flore montagnarde (luzule des forêts, fougères rares, impatiente ...). La faune, elle, utilise le site comme terrain de chasse, de nidification ou d'hivernage. On citera comme espèces rares entre autre : le pic mar, le blaireau ou encore le chevreuil.

➤ **La ZNIEFF n° 473 « vallée de la Renaudie »** (définition page 43)

➤ **Le Site NATURA 2000 « Vallée de la Tardoire » :** (définition page 44)

Ce site répond à la Directive européenne « Habitats » (21 mai 1992) qui a pour objet la conservation des habitats naturels à l'échelle européenne. Le site abrite 27 espèces végétales et animales d'intérêt communautaire (avec entre autre le Pic mar, la rainette verte, ...). 6 habitats d'intérêt communautaire sont répertoriés sur la commune, il s'agit :

- Des forêts alluviales résiduelles (habitat prioritaire) : boisements des cours d'eau
- De la végétation des rochers siliceux (développement sur affleurements naturels ou artificiels tels que les anciennes carrières)
- De la végétation pionnière des rochers siliceux : lichens, mousses ...
- De la prairie de fauche riche en fleurs
- De la végétation flottante de renoncules des rivières submontagnardes et planitaires
- Des grottes naturelles : une seule cavité sur le site, en limite ouest de la vallée (en dehors du territoire d'Ecuras).

➤ **La réserve naturelle volontaire de la vallée de la Renaudie,** créée le 4/11/1998 (définition page 48) :

Celle-ci s'étend sur les territoires des communes de Montbron, d'Ecuras et de Rouzède.

Il s'agira par principe de mettre ces zones en secteurs non constructibles à l'exception de la réfection ou de l'adaptation des constructions existantes, des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière, et à la mise en valeur des ressources naturelles (Article R. 124-2 du Code de l'Urbanisme)

**Les Zones Naturelles d 'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique ( ZNIEFF)**

*L'article L411-5 du code de l'environnement (article 23 de la loi 93-24 du 8 janvier 1993 dite loi « Paysage ») prévoit que « l'État peut décider l'élaboration d'inventaires locaux et régionaux du patrimoine faunistique et floristique ».*

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance établi au plan national et n'a pas de portée réglementaire directe. Il est destiné à éclairer des décisions émanant de personnalités juridiques diverses. Toutefois, les intérêts scientifiques qu'il recense constituent un enjeu environnemental qui doit être pris en compte dans le document d'urbanisme. En particulier, le zonage doit s'efforcer d'être compatible avec les ZNIEFF.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type 1 recensent les secteurs de très grande richesse patrimoniale (milieux rares ou très représentatifs, espèces protégées...) et sont souvent de superficie limitée.
- les ZNIEFF de type 2 définissent les ensembles naturels homogènes dont la richesse écologique est remarquable. Elles sont souvent de superficie assez importante et peuvent intégrer des ZNIEFF de type 1.

Il est rappelé que si d'un point de vue juridique il n'est pas formellement interdit d'intervenir dans ces zones, il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin de veiller à ne pas perturber l'écosystème. Il indique, en effet, la présence d'un enjeu important qui requiert donc une attention et des études plus approfondies.

De plus, par la présence d'espèces protégées, en particulier végétales, dans de nombreuses ZNIEFF, les dispositions des articles 3 et 4 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 sur la protection de la nature, codifiés aux articles L411-1 et L411-2 du code de l'environnement, s'appliquent.

C'est pourquoi les ZNIEFF devront être prises en compte dans l'analyse de l'état initial de l'environnement. Le rapport de présentation devra évaluer l'incidence des orientations du plan sur les facteurs écologiques propres à ces milieux (article R123-2 du CU). Si nécessaire, elles pourront être délimitées sur les documents graphiques (article R123-11 h) et faire l'objet d'une codification appropriée dans le règlement.

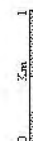
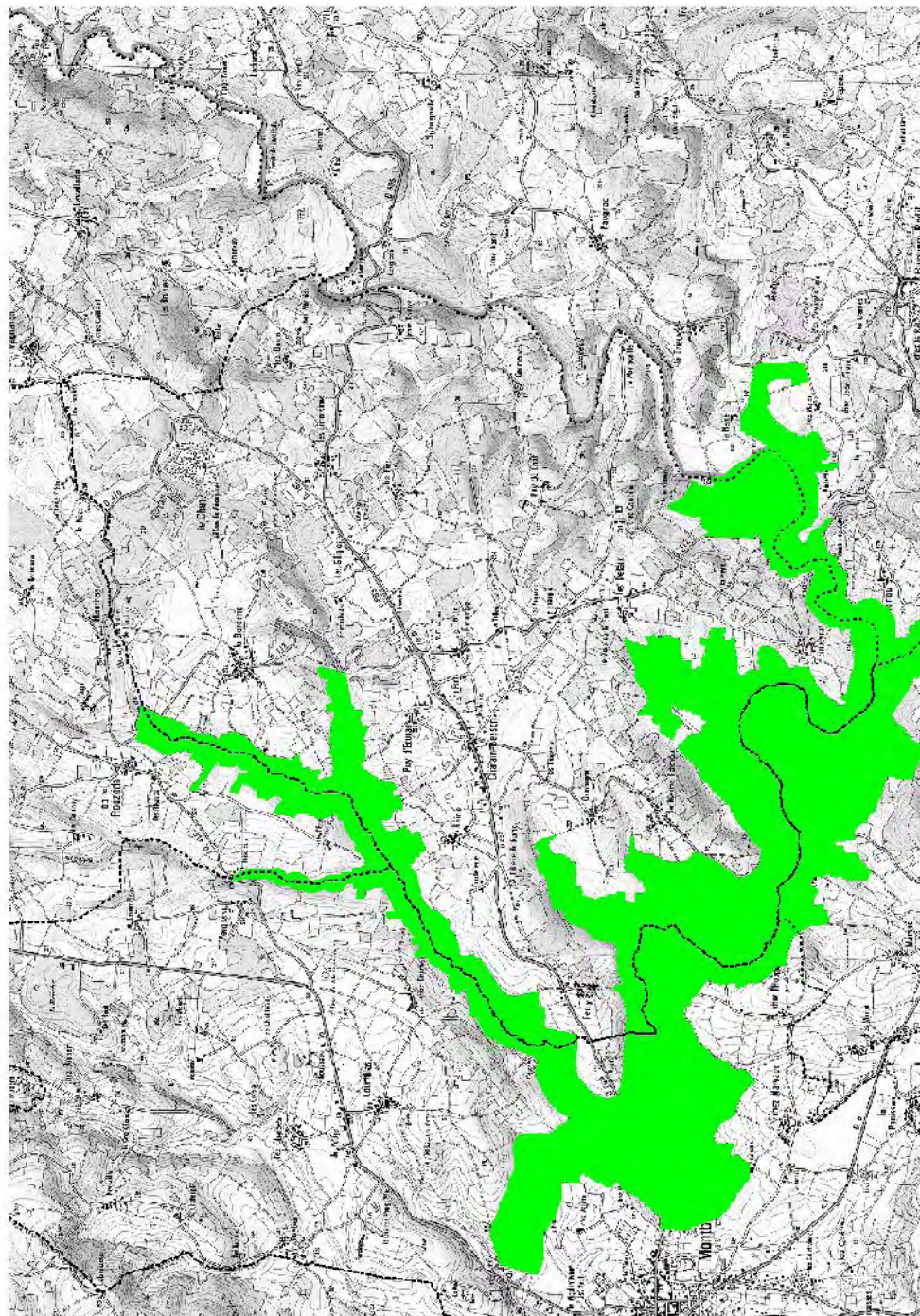
Ainsi, un maître d'ouvrage qui aurait été informé de l'existence d'une ZNIEFF, mais n'en tiendrait pas compte, risque de voir la procédure administrative liée à son projet aboutir défavorablement ou faire l'objet d'un recours.

L'absence de prise en compte d'une ZNIEFF relève d'une erreur manifeste d'appréciation dans l'établissement de l'état initial de l'environnement.

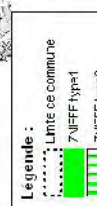
Enfin, cet inventaire ne doit pas non plus être interprété à contrario comme l'indication qu'en dehors des ZNIEFF, il n'existe aucun enjeu de protection de la nature.



Commune d'Ecuras  
Z.N.I.E.F.F.

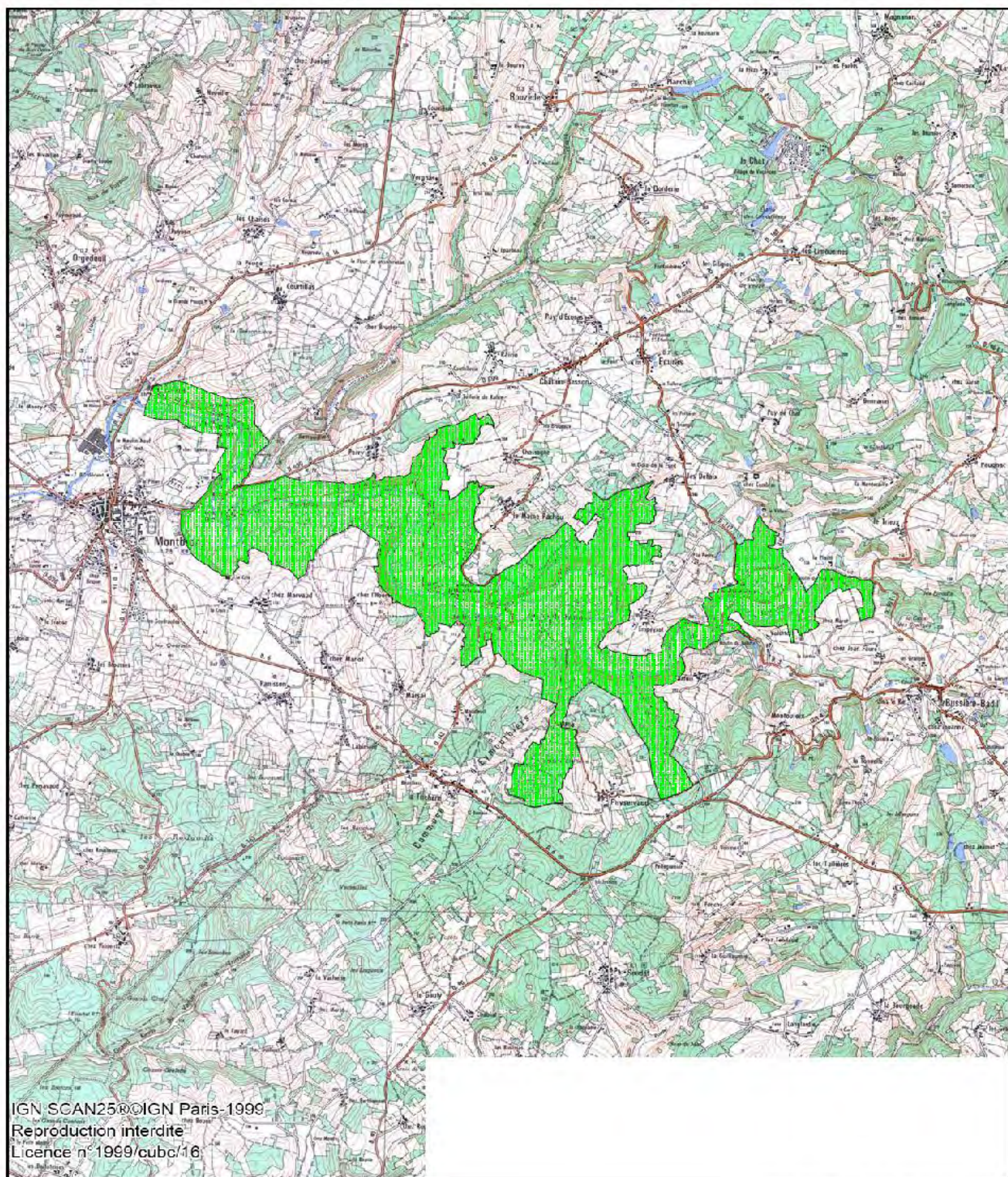


DBE Charante  
30/04/2008



Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008



**Modernisation des ZNIEFF de type I : GORGES DU CHAMBON****Surface (Ha) : 822.32****Numéro régional : 77****Département:16/24****Echelle: 1 cm pour 0.5 km****Situation en Janvier 2007**

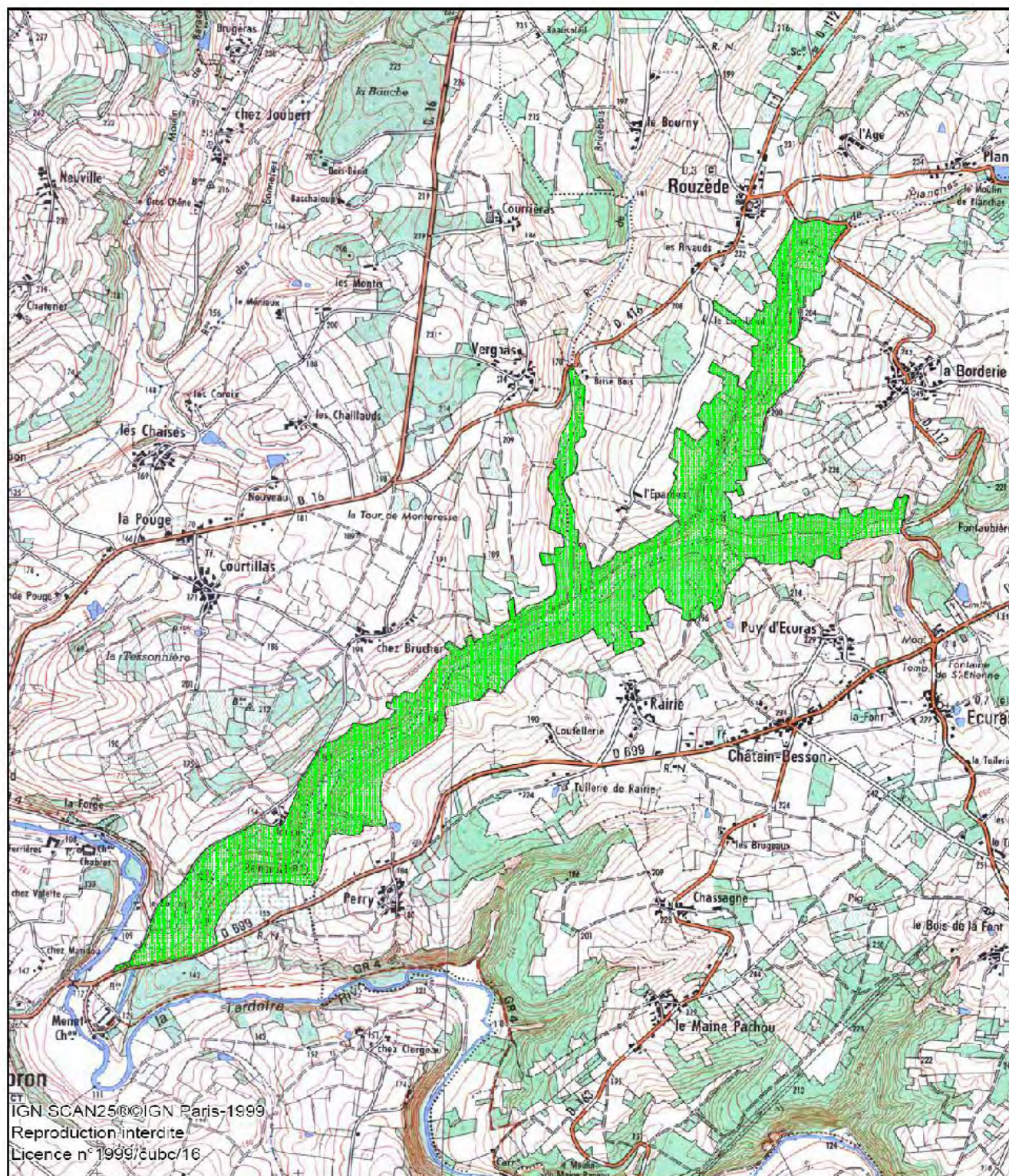
DIREN Poitou-Charentes - 1/ Boulevard Chassigne - BP 80655 - 85038 Poitiers cedex - Tél : 05 49 50 35 50  
e-mail : diren@poitou-charentes.ecologie.gouv.fr

*Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008*



**Modernisation des ZNIEFF de type I : VALLEE DE LA RENAUDIE**

Direction Régionale de l'Environnement  
POITOU-CHARENTES

**Surface (Ha) : 194.55****Numéro régional : 473****Département:16****Echelle: 1 cm pour 0.25 km****Situation en Janvier 2007**

DIREN Poitou-Charentes - 14 Boulevard Chasselaigne - BP 80655 - 86038 Poitiers cedex - Tél : 05 49 50 36 50  
E-mail : diren@poitou-charentes.ecologie.gouv.fr

*Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008*



## Le réseau Natura 2000

Natura 2000 a pour objectif de préserver la diversité biologique en Europe en assurant la protection d'habitats naturels exceptionnels en tant que tels ou en ce qu'ils sont nécessaires à la conservation d'espèces animales ou végétales. Les habitats et espèces concernées sont mentionnées dans les directives européennes «Oiseaux» et «Habitats».

Natura 2000 vise à construire un réseau européen des espaces naturels les plus importants.

Ce réseau rassemble :

Les zones de protections spéciales ou ZPS relevant de la directive « Oiseaux » ;

Les zones spéciales de conservation ou ZSC relevant de la directive « Habitats ».

La mise en place d'un site Natura 2000 se décompose en trois volets :

La désignation du site est établie par un arrêté ministériel après une consultation locale.

Un document d'objectifs (DOCOB) organise, pour chaque site, la gestion courante.

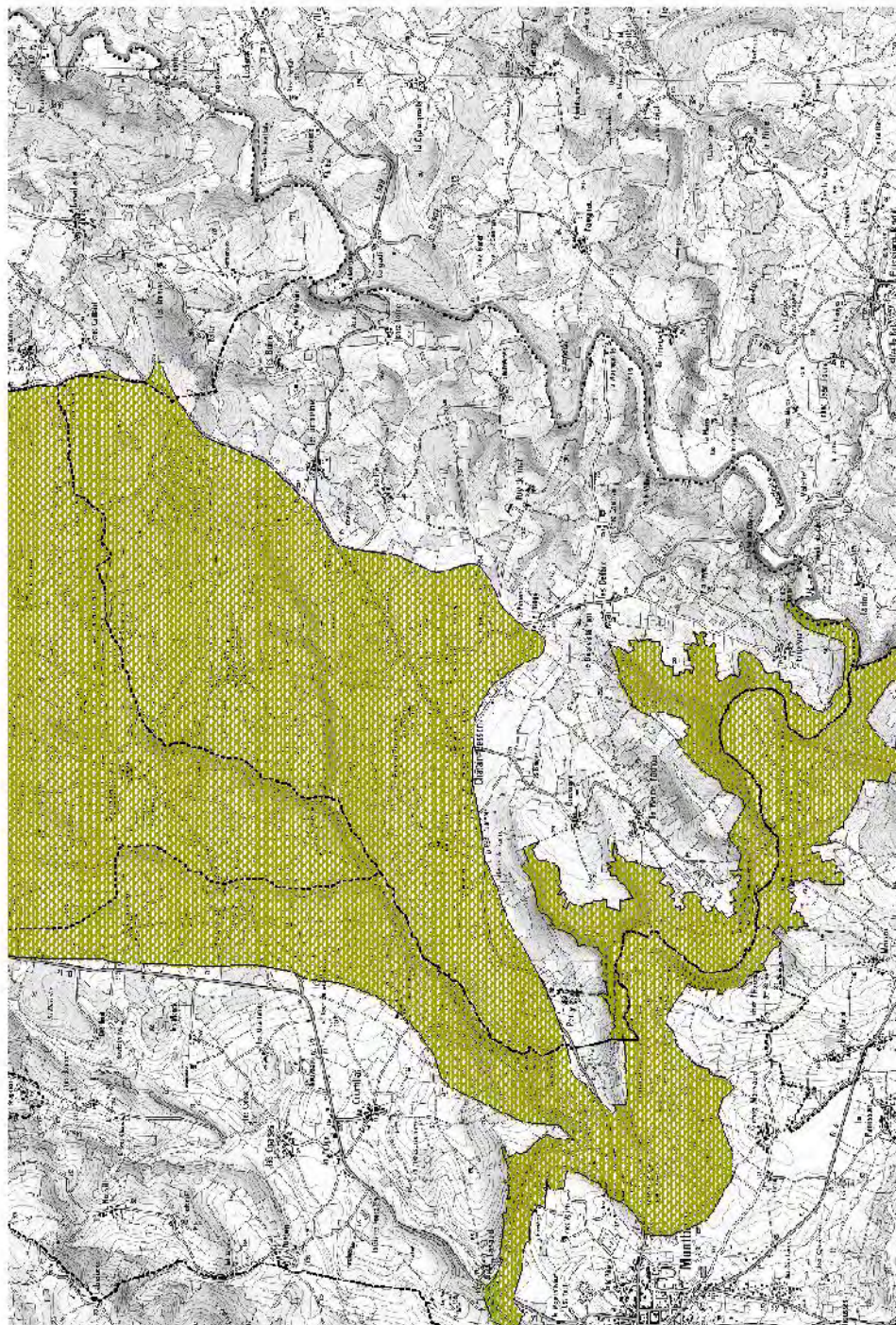
Les projets d'aménagement susceptibles de porter atteinte à un site Natura 2000 doivent faire l'objet d'un volet complémentaire d'analyse préalable et appropriée des incidences.

L'intégration d'un espace naturel à ce réseau fait l'objet d'une désignation précédée d'une phase d'inventaire : l'inventaire des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) conduit à la désignation des ZPS, l'inventaire puis la proposition de sites d'importance communautaire (SIC) conduit à la désignation des ZSC.

En France, la gestion courante du patrimoine naturel justifiant la création de ces sites résulte d'une démarche contractuelle : c'est la démarche du document d'objectifs (DOCOB). La mise en oeuvre des actions de gestion découlant du document d'objectifs, est le fruit d'accords passés entre l'État et les gestionnaires du territoire comme les agriculteurs, les forestiers, les communes... Cette gestion qui porte sur des centaines de milliers d'hectares en France ne consiste pas à ajouter un dispositif d'interdictions. Pour atteindre les objectifs de Natura 2000, il s'agit de concilier, dans chaque site, la conservation des habitats naturels et les activités socio-économiques. Ainsi Natura 2000 contribue au soutien des activités locales et aux projets territoriaux tout en s'inscrivant dans un contexte de développement durable.

Les projets d'aménagements susceptibles d'avoir un effet sur un site Natura 2000, restent instruits selon les procédures classiques. Cependant certaines de ces procédures (incidence loi sur l'eau, étude ou notice d'impact, site classé...) prévoient que les projets doivent contenir un volet d'analyse préalable et appropriée des incidences sur Natura 2000. Cela permet à l'État, avant de statuer, d'évaluer précisément l'impact du projet et de s'assurer que la conservation du site n'est pas menacée.



Commune d'Ecuras  
Zone Natura 2000

**Légende :**  
 - - - - - Limite de commune  
 - - - - - Site Natura 2000

LUE CHARENTE  
 05/05/2006

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443 444 445 446 447 448 449 450 451 452 453 454 455 456 457 458 459 460 461 462 463 464 465 466 467 468 469 470 471 472 473 474 475 476 477 478 479 480 481 482 483 484 485 486 487 488 489 490 491 492 493 494 495 496 497 498 499 500 501 502 503 504 505 506 507 508 509 510 511 512 513 514 515 516 517 518 519 520 521 522 523 524 525 526 527 528 529 530 531 532 533 534 535 536 537 538 539 540 541 542 543 544 545 546 547 548 549 550 551 552 553 554 555 556 557 558 559 560 561 562 563 564 565 566 567 568 569 570 571 572 573 574 575 576 577 578 579 580 581 582 583 584 585 586 587 588 589 590 591 592 593 594 595 596 597 598 599 600 601 602 603 604 605 606 607 608 609 610 611 612 613 614 615 616 617 618 619 620 621 622 623 624 625 626 627 628 629 630 631 632 633 634 635 636 637 638 639 640 641 642 643 644 645 646 647 648 649 650 651 652 653 654 655 656 657 658 659 660 661 662 663 664 665 666 667 668 669 670 671 672 673 674 675 676 677 678 679 680 681 682 683 684 685 686 687 688 689 690 691 692 693 694 695 696 697 698 699 700 701 702 703 704 705 706 707 708 709 710 711 712 713 714 715 716 717 718 719 720 721 722 723 724 725 726 727 728 729 730 731 732 733 734 735 736 737 738 739 740 741 742 743 744 745 746 747 748 749 750 751 752 753 754 755 756 757 758 759 760 761 762 763 764 765 766 767 768 769 770 771 772 773 774 775 776 777 778 779 780 781 782 783 784 785 786 787 788 789 790 791 792 793 794 795 796 797 798 799 800 801 802 803 804 805 806 807 808 809 810 811 812 813 814 815 816 817 818 819 820 821 822 823 824 825 826 827 828 829 830 831 832 833 834 835 836 837 838 839 840 841 842 843 844 845 846 847 848 849 850 851 852 853 854 855 856 857 858 859 860 861 862 863 864 865 866 867 868 869 870 871 872 873 874 875 876 877 878 879 880 881 882 883 884 885 886 887 888 889 890 891 892 893 894 895 896 897 898 899 900 901 902 903 904 905 906 907 908 909 910 911 912 913 914 915 916 917 918 919 920 921 922 923 924 925 926 927 928 929 930 931 932 933 934 935 936 937 938 939 940 941 942 943 944 945 946 947 948 949 950 951 952 953 954 955 956 957 958 959 960 961 962 963 964 965 966 967 968 969 970 971 972 973 974 975 976 977 978 979 980 981 982 983 984 985 986 987 988 989 990 991 992 993 994 995 996 997 998 999 1000 1001 1002 1003 1004 1005 1006 1007 1008 1009 1010 1011 1012 1013 1014 1015 1016 1017 1018 1019 1020 1021 1022 1023 1024 1025 1026 1027 1028 1029 1030 1031 1032 1033 1034 1035 1036 1037 1038 1039 1040 1041 1042 1043 1044 1045 1046 1047 1048 1049 1050 1051 1052 1053 1054 1055 1056 1057 1058 1059 1060 1061 1062 1063 1064 1065 1066 1067 1068 1069 1070 1071 1072 1073 1074 1075 1076 1077 1078 1079 1080 1081 1082 1083 1084 1085 1086 1087 1088 1089 1090 1091 1092 1093 1094 1095 1096 1097 1098 1099 1100 1101 1102 1103 1104 1105 1106 1107 1108 1109 1110 1111 1112 1113 1114 1115 1116 1117 1118 1119 1120 1121 1122 1123 1124 1125 1126 1127 1128 1129 1130 1131 1132 1133 1134 1135 1136 1137 1138 1139 1140 1141 1142 1143 1144 1145 1146 1147 1148 1149 1150 1151 1152 1153 1154 1155 1156 1157 1158 1159 1160 1161 1162 1163 1164 1165 1166 1167 1168 1169 1170 1171 1172 1173 1174 1175 1176 1177 1178 1179 1180 1181 1182 1183 1184 1185 1186 1187 1188 1189 1190 1191 1192 1193 1194 1195 1196 1197 1198 1199 1200 1201 1202 1203 1204 1205 1206 1207 1208 1209 1210 1211 1212 1213 1214 1215 1216 1217 1218 1219 1220 1221 1222 1223 1224 1225 1226 1227 1228 1229 1230 1231 1232 1233 1234 1235 1236 1237 1238 1239 1240 1241 1242 1243 1244 1245 1246 1247 1248 1249 1250 1251 1252 1253 1254 1255 1256 1257 1258 1259 1260 1261 1262 1263 1264 1265 1266 1267 1268 1269 1270 1271 1272 1273 1274 1275 1276 1277 1278 1279 1280 1281 1282 1283 1284 1285 1286 1287 1288 1289 1290 1291 1292 1293 1294 1295 1296 1297 1298 1299 1300 1301 1302 1303 1304 1305 1306 1307 1308 1309 1310 1311 1312 1313 1314 1315 1316 1317 1318 1319 1320 1321 1322 1323 1324 1325 1326 1327 1328 1329 1330 1331 1332 1333 1334 1335 1336 1337 1338 1339 1340 1341 1342 1343 1344 1345 1346 1347 1348 1349 1350 1351 1352 1353 1354 1355 1356 1357 1358 1359 1360 1361 1362 1363 1364 1365 1366 1367 1368 1369 1370 1371 1372 1373 1374 1375 1376 1377 1378 1379 1380 1381 1382 1383 1384 1385 1386 1387 1388 1389 1390 1391 1392 1393 1394 1395 1396 1397 1398 1399 1400 1401 1402 1403 1404 1405 1406 1407 1408 1409 1410 1411 1412 1413 1414 1415 1416 1417 1418 1419 1420 1421 1422 1423 1424 1425 1426 1427 1428 1429 1430 1431 1432 1433 1434 1435 1436 1437 1438 1439 1440 1441 1442 1443 1444 1445 1446 1447 1448 1449 1450 1451 1452 1453 1454 1455 1456 1457 1458 1459 1460 1461 1462 1463 1464 1465 1466 1467 1468 1469 1470 1471 1472 1473 1474 1475 1476 1477 1478 1479 1480 1481 1482 1483 1484 1485 1486 1487 1488 1489 1490 1491 1492 1493 1494 1495 1496 1497 1498 1499 1500 1501 1502 1503 1504 1505 1506 1507 1508 1509 1510 1511 1512 1513 1514 1515 1516 1517 1518 1519 1520 1521 1522 1523 1524 1525 1526 1527 1528 1529 1530 1531 1532 1533 1534 1535 1536 1537 1538 1539 1540 1541 1542 1543 1544 1545 1546 1547 1548 1549 1550 1551 1552 1553 1554 1555 1556 1557 1558 1559 1560 1561 1562 1563 1564 1565 1566 1567 1568 1569 1570 1571 1572 1573 1574 1575 1576 1577 1578 1579 1580 1581 1582 1583 1584 1585 1586 1587 1588 1589 1590 1591 1592 1593 1594 1595 1596 1597 1598 1599 1600 1601 1602 1603 1604 1605 1606 1607 1608 1609 1610 1611 1612 1613 1614 1615 1616 1617 1618 1619 1620 1621 1622 1623 1624 1625 1626 1627 1628 1629 1630 1631 1632 1633 1634 1635 1636 1637 1638 1639 1640 1641 1642 1643 1644 1645 1646 1647 1648 1649 1650 1651 1652 1653 1654 1655 1656 1657 1658 1659 1660 1661 1662 1663 1664 1665 1666 1667 1668 1669 1670 1671 1672 1673 1674 1675 1676 1677 1678 1679 1680 1681 1682 1683 1684 1685 1686 1687 1688 1689 1690 1691 1692 1693 1694 1695 1696 1697 1698 1699 1700 1701 1702 1703 1704 1705 1706 1707 1708 1709 1710 1711 1712 1713 1714 1715 1716 1717 1718 1719 1720 1721 1722 1723 1724 1725 1726 1727 1728 1729 1730 1731 1732 1733 1734 1735 1736 1737 1738 1739 1740 1741 1742 1743 1744 1745 1746 1747 1748 1749 1750 1751 1752 1753 1754 1755 1756 1757 1758 1759 1760 1761 1762 1763 1764 1765 1766 1767 1768 1769 1770 1771 1772 1773 1774 1775 1776 1777 1778 1779 1780 1781 1782 1783 1784 1785 1786 1787 1788 1789 1790 1791 1792 1793 1794 1795 1796 1797 1798 1799 1800 1801 1802 1803 1804 1805 1806 1807 1808 1809 1810 1811 1812 1813 1814 1815 1816 1817 1818 1819 1820 1821 1822 1823 1824 1825 1826 1827 1828 1829 1830 1831 1832 1833 1834 1835 1836 1837 1838 1839 1840 1841 1842 1843 1844 1845 1846 1847 1848 1849 1850 1851 1852 1853 1854 1855 1856 1857 1858 1859 1860 1861 1862 1863 1864 1865 1866 1867 1868 1869 1870 1871 1872 1873 1874 1875 1876 1877 1878 1879 1880 1881 1882 1883 1884 1885 1886 1887 1888 1889 1890 1891 1892 1893 1894 1895 1896 1897 1898 1899 1900 1901 1902 1903 1904 1905 1906 1907 1908 1909 1910 1911 1912 1913 1914 1915 1916 1917 1918 1919 1920 1921 1922 1923 1924 1925 1926 1927 1928 1929 1930 1931 1932 1933 1934 1935 1936 1937 1938 1939 1940 1941 1942 1943 1944 1945 1946 1947 1948 1949 1950 1951 1952 1953 1954 1955 1956 1957 1958 1959 1960 1961 1962 1963 1964 1965 1966 1967 1968 1969 1970 1971 1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 1981 1982 1983 1984 1985 1986 1987 1988 1989 1990 1991 1992 1993 1994 1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027 2028 2029 2030 2031 2032 2033 2034 2035 2036 2037 2038 2039 2040 2041 2042 2043 2044 2045 2046 2047 2048 2049 2050 2051 2052 2053 2054 2055 2056 2057 2058 2059 2060 2061 2062 2063 2064 2065 2066 2067 2068 2069 2070 2071 2072 2073 2074 2075 2076 2077 2078 2079 2080 2081 2082 2083 2084 2085 2086 2087 2088 2089 2090 2091 2092 2093 2094 2095 2096 2097 2098 2099 2100 2101 2102 2103 2104 2105 2106 2107 2108 2109 2110 2111 2112 2113 2114 2115 2116 2117 2118 2119 2120 2121 2122 2123 2124 2125 2126 2127 2128 2129 2130 2131 2132 2133 2134 2135 2136 2137 2138 2139 2140 2141 2142 2143 2144 2145 2146 2147 2148 2149 2150 2151 2152 2153 2154 2155 2156 2157 2158 2159 2160 2161 2162 2163 2164 2165 2166 2167 2168 2169 2170 2171 2172 2173 2174 2175 2176 2177 2178 2179 2180 2181 2182 2183 2184 2185 2186 2187 2188 2189 2190 2191 2192 2193 2194 2195 2196 2197 2198 2199 2200 2201 2202 2203 2204 2205 2206 2207 2208 2209 2210 2211 2212 2213 2214 2215 2216 2217 2218 2219 2220 2221 2222 2223 2224 2225 2226 2227 2228 2229 2230 2231 2232 2233 2234 2235 2236 2237 2238 2239 2240 2241 2242 2243 2244 2245 2246 2247 2248 2249 2250 2251 2252 2253 2254 2255 2256 2257 2258 2259 2260 2261 2262 2263 2264 2265 2266 2267 2268 2269 2270 2271 2272 2273 2274 2275 2276 2277 2278 2279 2280 2281 2282 2283 2284 2285 2286 2287 2288 2289 2290 2291 2292 2293 2294 2295 2296 2297 2298 2299 2300 2301 2302 2303 2304 2305 2306 2307 2308 2309 2310 2311 2312 2313 2314 2315 2316 2317 2318 2319 2320 2321 2322 2323 2324 2325 2326 2327 2328 2329 2330 2331 2332 2333 2334 2335 2336 2337 2338 2339 2340 2341 2342 2343 2344 2345 2346 2347 2348 2349 2350 2351 2352 2353 2354 2355 2356 2357 2358 2359 2360 2361 2362 2363 2364 2365 2366 2367 2368 2369 2370 2371 2372 2373 2374 2375 2376 2377 2378 2379 2380 2381 2382 2383 2384 2385 2386 2387 2388 2389 2390 2391 2392 2393 2394 2395 2396 2397 2398 2399 2400 2401 2402 2403 2404 2405 2406 2407 2408 2409 2410 2411 2412 2413 2414 2415 2416 2417 2418 2419 2420 2421 2422 2423 2424 2425 2426 2427 2428 2429 2430 2431 2432 2433 2434 2435 2436 2437 2438 2439 2440 2441 2442 2443 2444 2445 2446 2447 2448 2449 2450 2451 2452 2453 2454 2455 2456 2457 2458 2459 2460 2461 2462 2463 2464 2465 2466 2467 2468 2469 2470 2471 2472 2473 2474 2475 2476 2477 2478 2479 2480 2481 2482 2483 2484 2485 2486 2487 2488 2489 2490 2491 2492 2493 2494 2495 2496 2497 2498 2499 2500 2501 2502 2503 2504 2505 2506 2507 2508 2509 2510 2511 2512 2513 2514 2515 2516 2517 2518 2519 2520 2521 2522 2523 2524 2525 2526 2527 2528 2529 2530 2531 2532 2533 2534 2535 2536 2537 2538 2539 2540 2541 2542 2543 2544 2545 2546 2547 2548 2549 2550 2551 2552 2553 2554 2555 2556 2557 2558 2559 2560 2561 2562 2563 2564 2565 2566 2567 2568 2569 2570 2571 2572 2573 2574 2575 2576 2577 2578 2579 2580 2581 2582 2583 2584 2585 2586 2587 2588 2589 2590 2591 2592 2593 2594 2595 2596 2597 2598 2599 2600 2601 2602 2603 2604 2605 2606 2607 2608

## RESEAU EUROPEEN NATURA 2000

(Voir définition page 48)

(Directive européenne 92/43/CEE concernant les habitats naturels, la faune et la flore sauvages)

### FICHE D'INFORMATION

(inventaire scientifique)

NOM DU SITE : Vallée de la Tardoire (N°6 – FR5400408). Site désigné par arrêté ministériel du 9 août 2006 (Journal officiel du 25 août 2006)

(cf. carte jointe)

DEPARTEMENT : Charente

COMMUNES CONCERNEES : Ecuras, Eymouthiers, Lindois, Mazerolles, Montbron, Roussines, Rouzède

SUPERFICIE TOTALE INDICATIVE : 780 ha

DOCUMENT D'OBJECTIFS : validé en comité de pilotage local le 27 novembre 2002

SUPERPOSITION AVEC UN SITE DIRECTIVE OISEAUX : non

**DESCRIPTION ET INTERET DU SITE** : Petite vallée des confins de la bordure ouest du Massif Central où une rivière à courant rapide a entaillé localement les schistes et les granites du socle pour former une gorge relativement encaissée. Ce type de relief, inhabituel en contexte planitiaire centre-atlantique, abrite ici une mosaïque particulièrement diversifiée de milieux originaux - escarpements rocheux, ripisylve à Aulne et Frêne, mégaphorbiaie, rivière aux eaux froides et oxygénées, chênaie acidophile à Châtaignier, fourrés arbustifs de corniche, pelouses calcifuges etc - dont certains constituent des habitats menacés en Europe. Le site héberge en outre de nombreuses espèces d'intérêt communautaire appartenant à des groupes taxonomiques variés (mammifères, amphibiens, crustacés, coléoptères, odonates) et a déjà été inventorié comme Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (4 espèces végétales protégées au niveau national ou régional, dont l'une menacée en France, plusieurs espèces nicheuses d'oiseaux inscrits à la Directive Oiseaux etc...)

#### EVALUATION DE LA RICHESSE DU PATRIMOINE NATUREL AU SENS DE LA DIRECTIVE :

NOMBRE D'HABITATS NATURELS D'INTERET COMMUNAUTAIRE : 6 (dont 1 prioritaire)

(53 présents en Poitou-Charentes, dont 11 prioritaires)

NOMBRE D'ESPECES VEGETALES ET ANIMALES D'INTERET COMMUNAUTAIRE : 44

(108 présentes en Poitou-Charentes, dont 4 prioritaires)

#### **Habitats d'intérêt communautaire - Annexe I**

Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation flottante de renoncules (3260)

Prairie maigre de fauche de basse altitude (6510)

Végétation des rochers siliceux (8220)

Pelouses pionnières sur dalles rocheuses (8230)

Grotte naturelle (8310)

#### **Espèces d'intérêt communautaire**

(Annexes II, IV et V de la Directive Habitats et  
Annexe I de la Directive Oiseaux)

#### **Habitats d'intérêt communautaire prioritaires**

Forêts alluviales à Aulne et Frêne \*(91E0)

#### **Espèces végétales protégées**

(F en France,  
PC en Poitou-Charentes)

**Mammifères :**

Minioptère de Schreibers (*Miniopterus schreibersi*)

Grand Murin (*Myotis myotis*)

Grand Rhinolophe (*Rhinolophus ferrumequinum*)

Petit Rhinolophe (*Rhinolophus hipposideros*)

Vespertilion de Daubenton

Vespertilion à moustaches

Pipistrelle commune

Oreillard roux

Sérotine commune

Murin de Natterer

Noctule commune

Pipistrelle de Kuhl

Genette

**Reptiles :**

Lézard vert

Lézard des murailles

Lézard des souches

Couleuvre verte et jaune

**Amphibiens :**

Sonneur à ventre jaune (*Bombina variegata*)

Triton marbré

Rainette verte

Crapaud calamite

Grenouille agile

Alyte accoucheur

**Insectes :**

Agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*)

Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*)

Cordulie à corps fin (*Oxygastra curtisii*)

Cuivré des marais (*Lycaena dispar*)

Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*)

**Poissons :**

Chabot (*Cottus gobio*)

Lamproie de Planer (*Lampetra planeri*)

**Oiseaux pour information:**

Bondrée apivore

Martin-pêcheur/ Pic mar

Alouette lulu

Pie-grièche écorcheur

Busard Saint-Martin

Circaète Jean-le-Blanc

Milan noir/ Milan royal

Faucon hobereau

Faucon pèlerin

Grue cendrée

Engoulevent d'Europe

Pipit rousseline

Pulicaire commune F

Doronic panthère PC

Millepertuis à f. linéaires PC

Doradille de Billot PC

\*Habitats ou espèces dont la protection est prioritaire au sens de l'article R214-15 du code de l'environnement

## RÉSERVE NATURELLE RÉGIONALE

Des propriétés présentant un intérêt pour la faune, la flore, le patrimoine géologique ou paléontologique ou la protection des milieux naturels peuvent être classées réserves naturelles régionales à l'initiative du conseil régional ou à la demande du ou des propriétaires sur la base d'un dossier scientifique.

### Procédure

- La région consulte les collectivités locales intéressées et le conseil scientifique régional du patrimoine naturel.
- Le projet est soumis à enquête publique sauf si tous les propriétaires et titulaires de droits réels ont fait connaître leur accord sur le projet.
- La délibération du conseil régional qui approuve la création de la réserve précise la durée du classement, les limites de la réserve, les activités réglementées ou interdites, les modalités de gestion et de contrôle des prescriptions.
- En cas de désaccord d'un ou plusieurs propriétaires, le classement est pris par décret en Conseil d'État.
- Le classement est renouvelable par tacite reconduction, sauf si un ou plusieurs propriétaires notifient leur retrait.

### Effets du classement

- L'acte de classement peut soumettre à un régime particulier ou interdire : les activités agricoles, pastorales et forestières, l'exécution de travaux, de construction et d'installations diverses, la circulation et le stationnement des personnes, des animaux et des véhicules, le jet ou le dépôt de matériaux, résidus et détritiques de quelque nature que ce soit pouvant porter atteinte au milieu naturel, les actions de nature à porter atteinte à l'intégrité des animaux non domestiques ou des végétaux non cultivés de la réserve ainsi qu'à l'enlèvement hors de la réserve de ces animaux ou végétaux.
- L'acte de classement doit tenir compte de l'intérêt du maintien des activités traditionnelles existantes dans la mesure où elles sont compatibles avec les nécessités de la protection.
- Un comité consultatif est mis en place auprès du président du conseil régional.
- Un conseil scientifique peut être créé par le président du conseil régional.
- La gestion de la réserve est confiée par le président du conseil régional à un établissement public, un groupement d'intérêt public, une association, une fondation, un propriétaire, une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales.
- Un plan de gestion est établi par le gestionnaire. Après avis du comité consultatif, du conseil scientifique de la réserve et du conseil scientifique régional du patrimoine naturel ; le plan est approuvé par délibération du conseil régional.
- Toute modification de l'état ou de l'aspect des lieux nécessite une autorisation préalable du conseil régional qui recueille l'avis des conseils municipaux concernés et du conseil scientifique régional du patrimoine naturel.
- La publicité est interdite dans une réserve naturelle régionale.
- Les nouveaux réseaux électriques ou téléphoniques doivent être enterrés.
- **Les réserves naturelles volontaires sont devenues des réserves naturelles régionales sauf si le (ou les) propriétaire(s) ont demandé le retrait de leur agrément.**

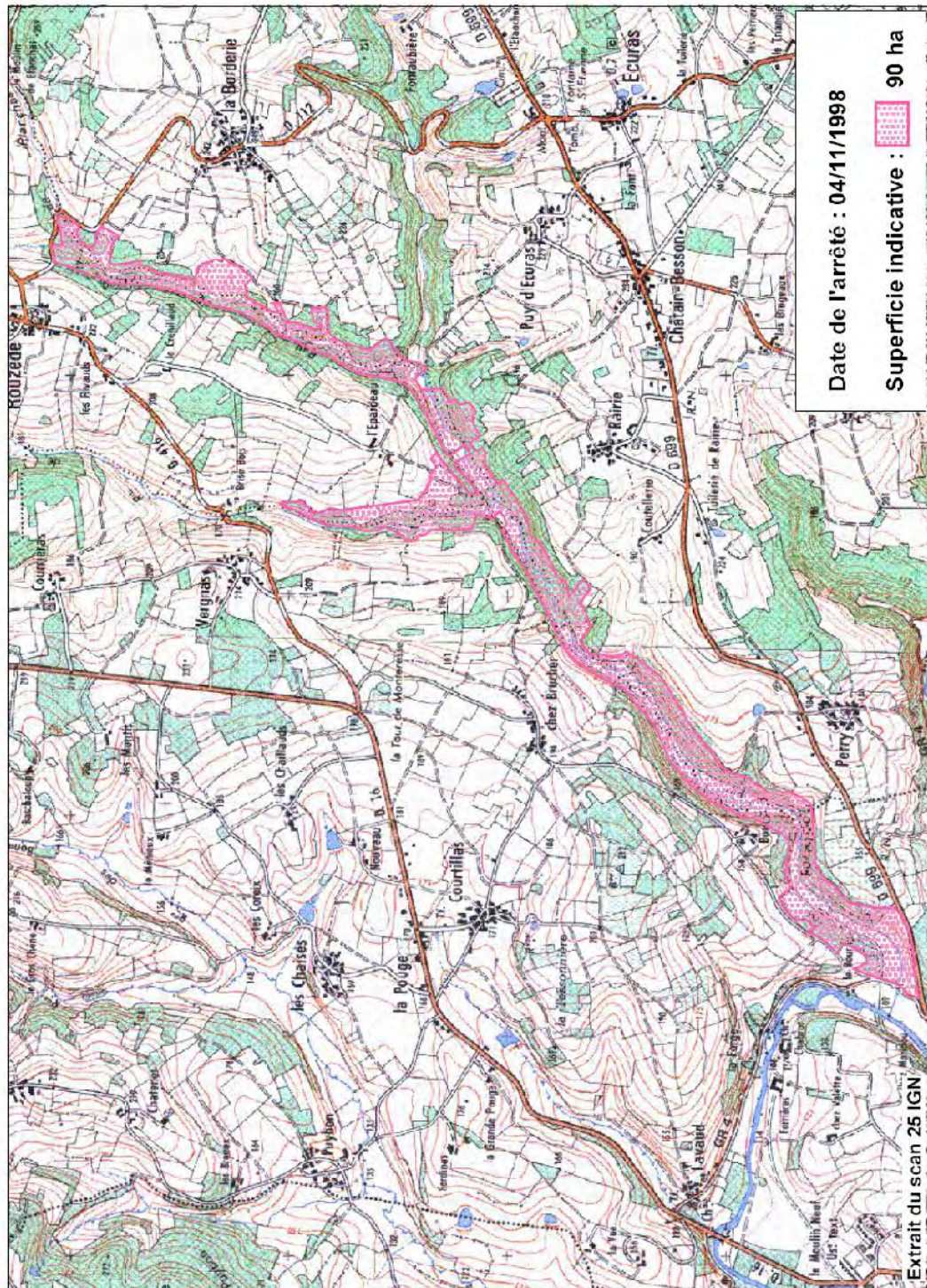
### Textes :

- art. L332-1 à L332-8 du code de l'environnement (issus de la loi relative à la démocratie de proximité du 27/02/2002) ; - art. R332-30 à R332-48 et R332-68 à R332-81 du code de l'environnement ; - circulaire n° 2006-3 du 13 mars 2006 relative à la procédure de création et de gestion des réserves naturelles nationales et des réserves naturelles régionales.



Région : Poitou-Charentes  
Département : Charente

## RESERVE NATURELLE VOLONTAIRE : LA VALLEE DE LA RENAUDIE



DIREN Poitou-Charentes - 14 Boulevard Chasseigne - BP 80955 - 86038 Poitiers cedex - Tél : 05.49.50.36.51  
e-mail : [diren@poitou-charentes.environnement.gouv.fr](mailto:diren@poitou-charentes.environnement.gouv.fr)

le 27/10/2003



#### 4. Patrimoine bâti, culturel et historique :

Si la **commune d'Ecuras** ne détient pas de patrimoine remarquable (exceptée l'église St-Etienne), par contre celle-ci **a su au fil des décennies préserver un patrimoine rural qui fait toute la richesse de la commune**. Ainsi au fil des promenades dans les villages on ne peut être q'admiratif devant ces bâtisses en bon état de conservation.

On retrouve alors toute la vie rurale du début du siècle, avec les corps de ferme, les granges, les maisons accolées, les moulins à eau, ...

Bien qu'il n'y ait pas de bâtiment qui soit inscrit ou classé aux Monuments Historique, **la carte communale (par le zonage des zones constructibles) aura comme tâche de préserver au mieux le bâti ancien et surtout les villages exempts de toutes maisons récentes**.

##### ➤ Les sites archéologiques :

Site pré gallo-romain entre le Maine Pachou et Chambron  
Le logis de Fontaubière (village des Giligies)  
Vestiges d'un château à la Montecaille

##### ➤ Le patrimoine régional et le petit patrimoine bâti :

Comme il a déjà été dit, la commune possède de nombreux édifices reflétant l'architecture régionale à travers surtout les constructions de type habitat mais aussi par l'activité agricole. On retrouve ainsi des villages totalement préservés de constructions contemporaines : on peut citer comme exemple les villages d'Empeyrat ou encore de Germanas...

**Il existe également un type de patrimoine qui entre en relation directe avec le paysage ; il s'agit du petit patrimoine bâti rural qui témoigne de l'activité rurale aux siècles derniers. On peut citer les deux moulins à eau : l'un au sud (le long de la Tardoire) dit moulin du Maine Pachou et l'autre limite communale nord en contact avec l'étang de Planchas (ruisseau de l'étang de Planchas). Il existe également un pigeonnier entre Chassagne et les Defaix.**

##### ➤ Le patrimoine industriel :

Ce type de patrimoine se résume à quelques tuileries (Présence d'un sol argileux), dont la plus importante était celle de la Rairie (cessation d'activité fin des années 70).

Un exemple d'habitat rural (village du Puy de Chat)



Le moulin de Planchas





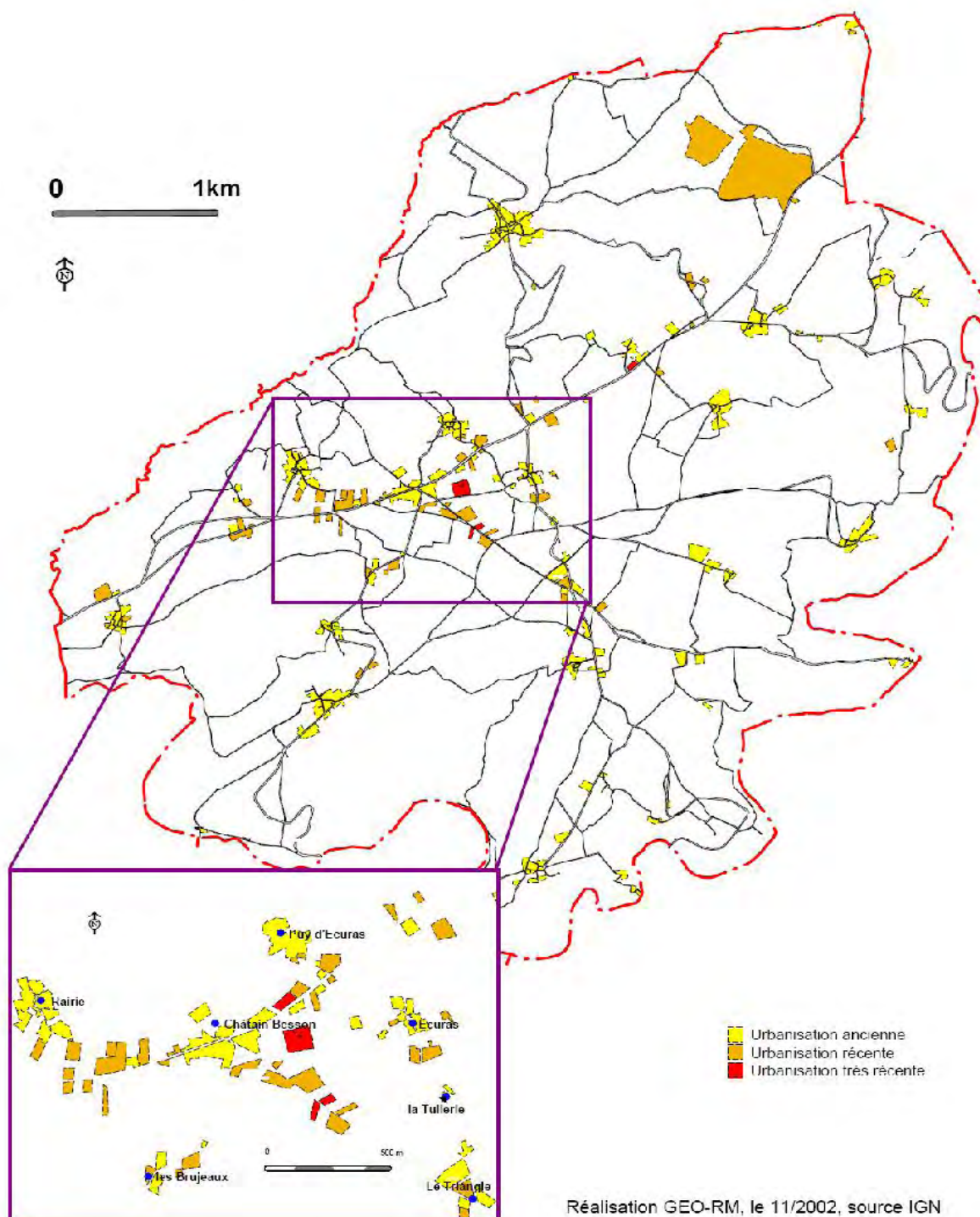


## **Chapitre III**

### **ANALYSE URBAINE**



**Evolution de l'urbanisation  
sur Ecuras  
(étude faite par unité parcellaire)**



## I. EVOLUTION ET ORGANISATION URBAINE

**Jusqu'à la première moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, l'organisation de la commune se faisait à partir de l'activité agricole, en particulier l'élevage. De nombreux corps de ferme ont ainsi été à l'origine du développement des villages d'Ecuras comme sur les Pies, les Limousines, ...**

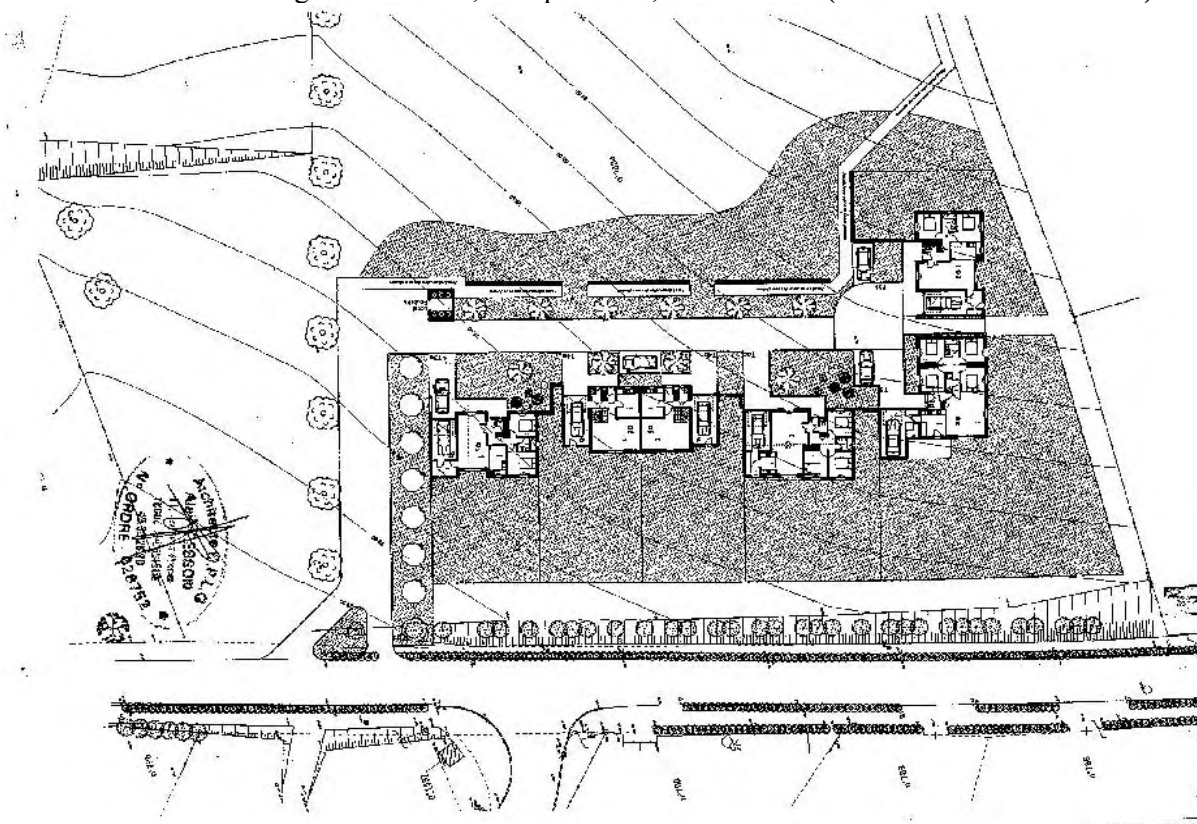
La commune se retrouve donc avec une multitude de villages disséminés sur son territoire (une vingtaine au total). Malgré cette dispersion, une certaine organisation s'est établie par la contrainte de la desserte : de nombreux villages sont en contact direct ou immédiat avec les voies structurantes du territoire communal (RD 699 : Rairie, Châtain Besson, les Giligies, les Limousines ... / RD 112 : Borderies, Ecuras, les Defaix ...)

**Dès les années 70, une certaine petite révolution apparaît sur Ecuras avec l'arrivée de l'activité touristique. Celle-ci crée ex-nihilo les équipements nécessaires à ce type d'activité à travers les bâtiments d'accueil et de loisirs ou encore les logements nécessaires aux touristes (petits pavillons, chalets). C'est non seulement l'extrémité nord de la commune qui évolue en passant de l'activité agricole à l'activité touristique, mais également à moindre mesure le reste du territoire.**

Cette affluence de touristes s'accompagne irrémédiablement par une demande en services (surtout dans le domaine de la restauration). Ces services trouvent place aujourd'hui principalement sur Châtain-Besson (1 restaurant-épicerie-tabac-traiteur, 1 boucherie-charcuterie).

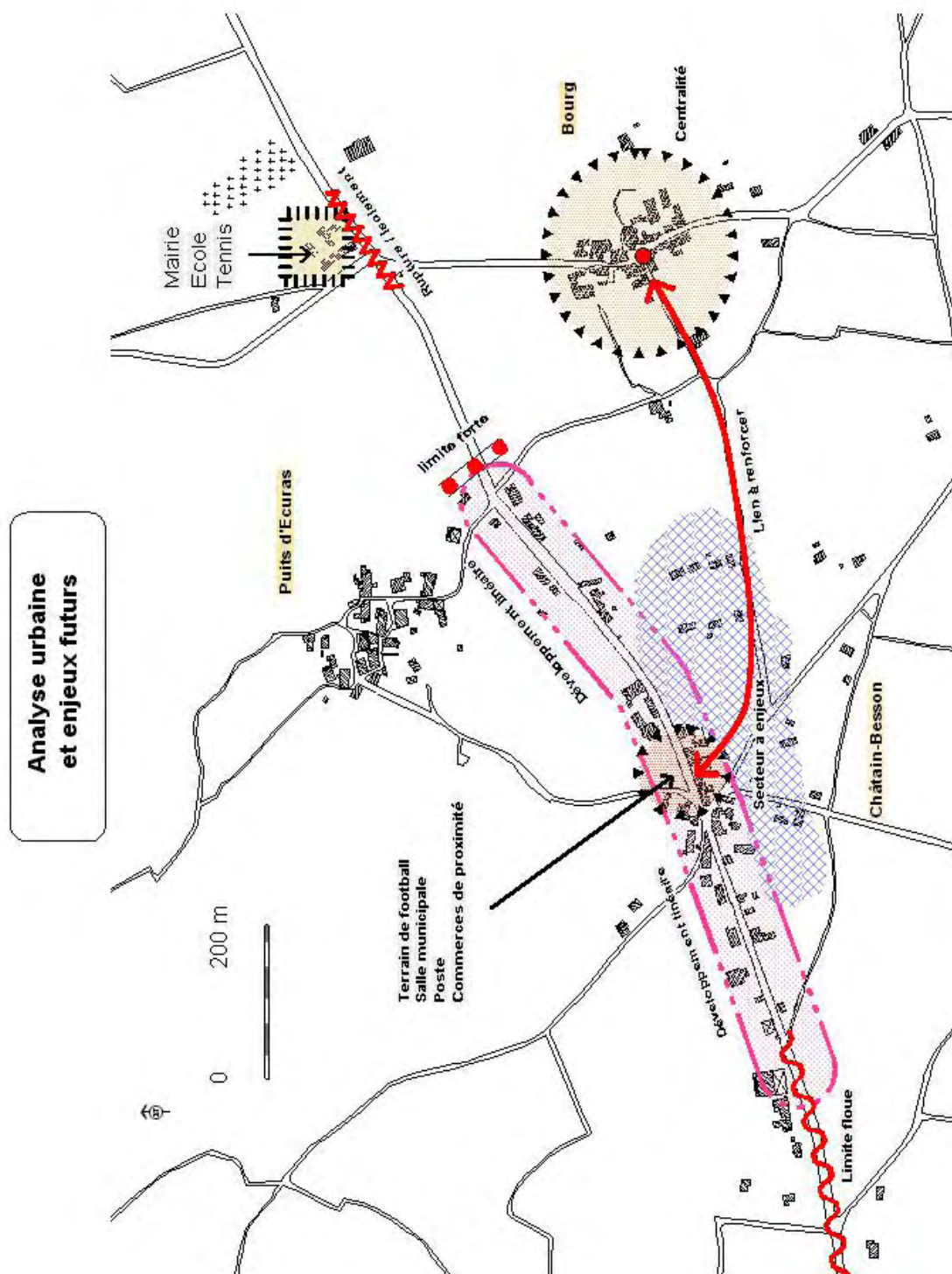
Ce renforcement de l'activité économique offre alors une certaine nouvelle attractivité (qui se combine à un regain d'intérêt des citoyens pour le milieu rural). Celle-ci combinée à la proximité de Montbron a fait évoluer sur le plan urbain le village de Châtain-Besson par l'arrivée :

- De constructions individuelles, le long de la route communale menant au village le Triangle
- Un lotissement (datant de 1983, 7 parcelles toutes construites soit une vingtaine d'habitants)
- de la construction le long de la RD 699, de 6 pavillons, du T3 au T5. (Plan de masse ci-dessous)



**LOTISSEMENT DES MARRONNIERS**

*Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008*



Réalisation GEO.RM - le 11/2002

Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008



## 1. Un non développement sur le bourg :

Aucune évolution urbaine conséquente n'a eu lieu sur le bourg. L'une des raisons qui peut-être invoquée est que le bourg se retrouve en en fond de vallon ce qui induit les contraintes suivantes :

- Une contrainte de pente dans le sens est-ouest en particulier au nord du bourg.
- Une contrainte hydrographique : il existe un talweg (donc terres très humides) qui prend naissance derrière l'église puis descend (en longeant la route) vers la RD 699. Ceci explique pourquoi l'habitat n'a pas évolué vers le nord du village mais au sud.

Le bourg est resté dans une configuration ancienne d'origine avec comme image type l'église au centre et le noyau d'habitat ancien sur le pourtour.

Une des particularités du bourg est que **l'activité administrative et de loisirs fonctionne de façon totalement autonome par rapport au bourg**. Ainsi on retrouve les locaux de la mairie, de l'école (tous les deux dans un seul et même bâtiment), les terrains de tennis et le hangar communal au nord du bourg (à 250 m de distance). Ceux-ci se retrouvent en contact immédiat avec le carrefour des RD 112 et 699.

## 2. Un report de l'urbanisation sur Châtain-Besson :

La configuration du village est totalement différente de celle du bourg. On se retrouve avec un urbanisme linéaire le long de la RD 699 faisant le lien entre le village de Rairie et du Puy d'Ecuras.

Une densification s'effectue toutefois au centre du village où trouve un carrefour entre 5 voies :

- la RD 699,
- le voie communale 116 menant au Puy d'Ecuras
- un chemin rural en direction de la vallée de la Renaudie
- la RD 163 menant à Chassagne
- la voie communale 9 reliant le Triangle au sud

C'est autour de ce carrefour que l'activité économique et de loisirs se concentre majoritairement avec les activités suivantes :

- une boucherie-charcuterie
- un restaurant-traiteur-épicerie-café-tabac
- en face à quelques dizaines de mètres (direction du Puy de Chat), on retrouve la salle municipale, le bureau de Poste et le terrain de football

Les dernières opérations urbaines ont permis de densifier et d'unifier le village, il s'agit :

- Du dernier lotissement qui se situe en arrière plan par rapport à la RD 699 (avec un double accès : sur la RD et sur une voie communale en relation avec le bourg)
- Et en face, de l'autre côté de la D 699, du lotissement des Marronniers.

### 3. Qualités et dysfonctionnements urbains induits :

#### ➤ Qualités urbaines :

##### Le Bourg

- Un bourg ancien préservé de toute architecture contemporaine (unité architecturale)
- Un bâti dense
- Un cadre naturel maintenu : arbres isolés, haies, bois
- Une route communale (à l'ouest) en lien avec Châtain-Besson (le lotissement est à 300 m du bourg)

##### Châtain-Besson

- Un aménagement de la D699 (opération réalisée en 2001) qui sécurise le piéton et améliore le cadre public : des rambardes en bois accompagnées d'une haie empêchent le stationnement sauvage et permettent de distinguer la partie voirie de la partie piétonne.
- La proximité des zones d'habitat récent avec les services de proximité et le terrain de sport donnent une certaine dynamique au village = interrelation
- Une placette comme point fédérateur : offre une relation entre les différentes fonctions urbaines (habitat-loisirs-activités)

#### ➤ Dysfonctionnements urbains :

##### Le Bourg

- Un certain isolement par rapport aux services de proximité et administratif, en particulier avec la mairie et l'école (séparation par la RD 699)
- Une urbanisation plus récente en rupture avec le bourg (assez restreinte toutefois)

##### Châtain-Besson

- Malgré un point fédérateur (la placette), il existe un manque de densification urbaine pour former un véritable noyau urbain.
- Quelques maisons isolées le long de la voie communale 9 (en direction du village le Triangle au sud)

### 4. Les évolutions nécessaires au bourg et à Châtain-Besson :

#### **Vers une préservation et un renforcement des qualités urbaines**

Si d'un côté le Bourg a su préserver une image traditionnelle en relation avec le paysage, il n'en reste que Châtain-Besson, par sa trame urbaine linéaire, a plus de difficulté à obtenir un lien social et urbain.

Le futur zonage de la carte communale, en terme de zones constructibles, aura comme tâche de remédier à ces dysfonctionnements, pour rappel ces derniers sont :

- **Un manque d'interactivité** entre le Bourg, Châtain Besson et le pôle mairie-école (toutefois le réaménagement de la D 699 améliore nettement la relation mairie / Châtain Besson)
- **Un manque d'unité urbaine sur Châtain Besson** : maisons isolées, le lien avec le lotissement est insuffisant

## II. MORPHOLOGIE ET CARACTERISTIQUES ARCHITECTURALES

Le territoire d'Ecuras détient 2 entités distinctes qui se rapportent chacune à une architecture-type, de même qu'à une forme urbaine propre.

- **Le bâti ancien** : il forme le noyau fondateur du bourg d'Ecuras et constitue pour les villages la principale, voir l'unique forme bâtie.
- **Les opérations contemporaines** : elles sont surtout présentes sur les villages de Rairie et de Châtain Besson (le long de la RD 699) et plus au nord avec les unités touristiques.

Les fiches descriptives de ces différents ensembles ne sont pas un recensement exhaustif des constructions édifiées sur la commune. Elles mettent en évidence les grandes typologies urbaines existantes sur la commune en identifiant leurs traits généraux ...

## 1. LE BATI ANCIEN

### Les traits généraux identifiés sur le bourg et les villages

- **Organisation et implantation :**
  - Rues étroites et non rectilignes
  - Concentration du bâti autour de l'église
  - Un parcellaire réduit et très découpé
  - Une forte densité du bâti
  - Implantation à l'alignement de la rue
- **Une architecture garante des traditions :**
  - 2 niveaux + combles
  - façade en pierre apparente ou enduite
  - chaînage d'angle et encadrement des baies en pierre de taille
  - Toiture à 2 pentes
  - Présence de corps de ferme
- **Un espace public valorisant :**
  - Multiplicité des vues sur le paysage environnant (prés, bois, vallons, ...)
  - Qualité de l'aménagement le long de la RD 699 entre la mairie et Châtain Besson





## 2. LES OPERATIONS CONTEMPORAINES

- **Organisation et implantation :**

- Parcelles en lanière de taille moyenne à grande
- Evolution le long des voies routières
- Densité relativement faible
- Front bâti inexistant
- Implantation en retrait du front de rue

- **Aspects architecturaux :**

- Constructions individuelles
- Généralement un seul niveau
- Grandes baies vitrées
- Enduits sur parpaings ou briques creuses
- Existence d'un garage

- **Qualité des espaces publics :**

- Aménagement sommaire voire inexistant, l'enrichissement par le végétal n'existe pas ici cela crée une coupure nette avec le bâti ancien. L'espace public se limite à la route.



Le lotissement sur Châtain - Besson



Une des résidences secondaires sur le lotissement touristique.

## **CHAPITRE IV**

### **ACTIVITES ET DYNAMIQUE LOCALE**



## I. UNE ECONOMIE EN LIEN AVEC LE TOURISME

Le tissu économique d'Ecuras est assez complet pour une petite commune rurale, mais il n'en a pas toujours été ainsi : il y a encore quelques années le déclin commercial se confirmait par la fermeture de commerces (épiceries, station service, épicerie). Mais depuis, une certaine stabilité s'est instaurée, et les futurs programmes touristiques immobiliers ne feront que renforcer cet équilibre économique.

### 1. Activité artisanale et commerciale :

La vie active de la commune se regroupe majoritairement le long de la RD 699 sur Châtain Besson. Les autres activités se répartissent sur les autres villages, et en particulier sur ceux accueillant les activités de loisirs comme Les Limousines ou la Métairie du Chat.

#### Liste des activités économiques :

Commerces	Villages
1 boucherie charcuterie	Châtain Besson
1 café, tabac, restaurant, épicerie, traiteur ...	Châtain Besson
3 restaurants	La Prèze / Chadorli / le Chat
Artisans	Villages
3 menuisiers charpentiers	Le Bourg / Puy d'Ecuras / Coutellerie
2 plombiers	Perry et le Bourg
2 maçons	Les Giligies / Les Limousines
1 mécanicien tôlier peintre	Châtain Besson
Entreprises	Villages
1 entreprise d'exploitation forestière	Châtain Besson
Professions libérales	Villages
1 pédicure bovin	Germanas



Ainsi malgré la proximité de Montbron, **Ecuras réussit à garder une certaine autonomie du point de vue économique**, d'autant que cette activité sur le village permet de le rendre *vivant*.

**L'activité commerciale peut paraître disproportionnée** par rapport à la taille de la commune (626 habitants en 2004) ; **Mais il n'en est rien, car l'activité de loisirs (développée en Partie 3) participe grandement à la vie économique générale d'Ecuras** (seul l'artisanat garde une certaine autonomie par rapport au tourisme).

## 2. Activité agricole :

Le secteur agricole est représenté à travers la vingtaine d'exploitations présentes sur le territoire communal. Ces dernières pratiquent en majorité l'élevage de la vache limousine, ce qui ressort à travers le paysage d'Ecuras, à savoir : un paysage de bocage constitué de nombreuses prairies et haies champêtres.

Ces exploitations sont le plus souvent intégrées au sein des villages ou encore situées à proximité de ceux-ci. L'extension des zones urbaines devra tenir compte de leur activité et ne pas nuire à l'extension ou au changement de celle-ci.

- Révision de la carte communale : La révision de la carte communale n'a que peu d'effet sur l'activité agricole. En effet, seuls des hameaux comportant des constructions non liées à une activité agricole ont fait l'objet de révision. Ainsi, aucune parcelle cultivée n'a fait l'objet d'un classement en zone constructible, à l'exception de quelques dents creuses, de faibles superficie, situées au sein de hameaux constitués. Aucune extension des hameaux, rendant l'accès ou l'utilisation de parcelles agricoles n'a été envisagée.

## Exploitations agricoles

[illegible]

## II. LES EQUIPEMENTS ET LE MAINTIEN DE LA VIE LOCALE :

Si l'activité économique d'un village est d'une importance prépondérante, il n'empêche que la dynamique locale à travers la vie sociale et culturelle de la commune joue également un grand rôle. Cette dynamique est représentée à travers les services et les équipements publics ainsi que par les associations.

### 1. Supports de la vie locale :

#### A/ Services de proximité :

##### ➤ Administration :

- la mairie (située le long de la RD 699, au nord du bourg d'Ecuras)
- la Poste (située au cœur de Châtain Besson)

##### ➤ Enseignement :

- Une école primaire publique : un regroupement pédagogique avec la commune de Rouzède est en place, ce qui porte les effectifs à 19 élèves. Celle-ci prend place dans le même bâtiment que la mairie (elle reste donc assez isolée des lieux d'habitation comme le bourg ou Châtain Besson). Une cantine et une garderie sont également assurées.

##### ➤ Lieux de cultes et de sépulture :

- Eglise Saint-Etienne établie au centre du bourg ancien.
- Le cimetière, placé à l'est de la mairie, toujours le long de la RD 699.

##### ➤ Cultures et loisirs :

- Une salle municipale (à proximité immédiate du bureau de Poste)
- Derrière celle-ci, un terrain de football
- Une aire de jeux (en face de la mairie, le long de la route communale menant au bourg)
- Deux courts de tennis, situés entre la mairie et le cimetière
- Une aire de service pour camping-car

#### B/ Réseau associatif :

Listes des Associations	Descriptions des activités
Amicale Laïque	Théâtre, loto, gymnastique
Comité des fêtes	Repas, voyages, ...
Club de l'amitié (3ème âge)	Repas, voyages, ...
Football A.S ECURAS	Equipe de foot
Société de chasse	Repas, ...
La Gaule Montbronnaise	Pêche, ...
Mémoire d'Ecuras	journal et histoire de la commune

### Un aperçu des équipements publics d'Ecuras ...



*Les terrains de tennis*



*L'aire de jeux*



*Le terrain de football*



*La salle municipale et la poste en arrière plan*



*La mairie et l'école*



### III. TOURISME

#### 1. Une dynamique touristique :

##### A/ Etat des lieux sur les environs d'Ecuras :

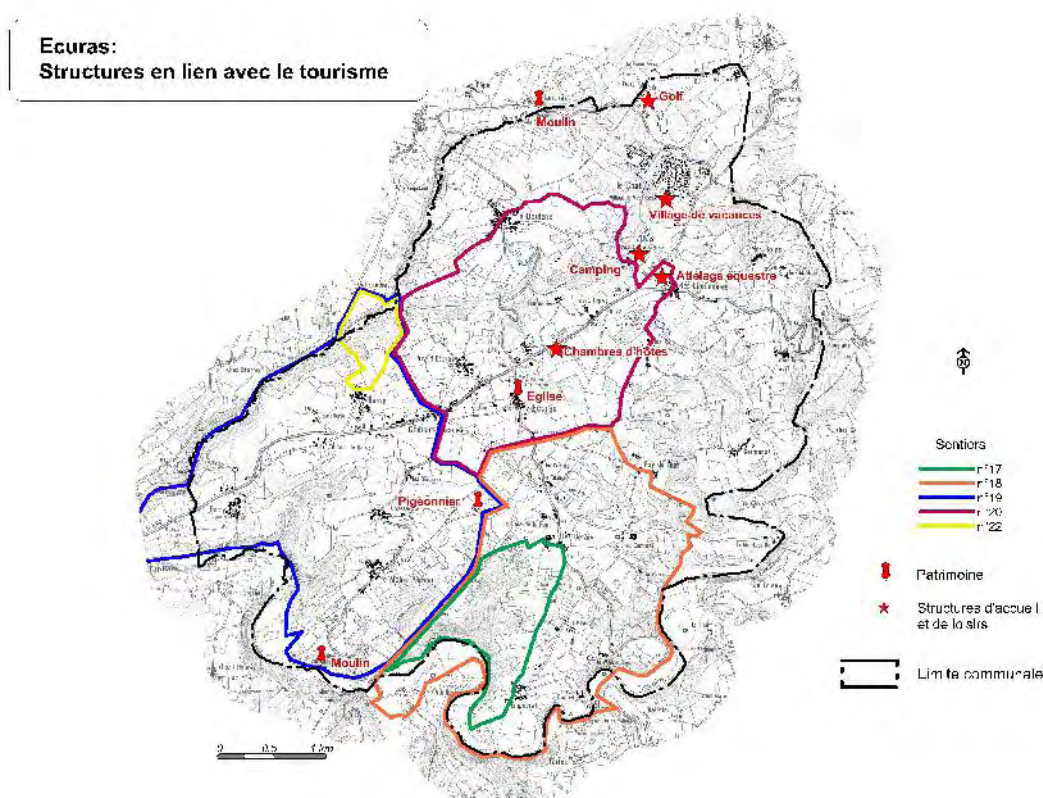
Si l'on se focalise sur la communauté de communes Seuil Charente Périgord il est évident que le territoire où se trouve Ecuras possède une dynamique tournée vers le tourisme.

On peut citer les équipements suivants (liste non exhaustive) :

- **Hôtels / Restaurants** : Charras (1), Ecuras (3), Eymouthiers (1), Feuillade (1), Marthon (2), Montbron (4), Rouzède (1), Saint-Sornin (1), Roussines (1).
- **Campings** : Eymouthiers (1), Montbron (1)
- **Activités de plein air** : Sur le Canton = randonnée (réseau dense de chemins pédestres, équestre et VTT), pêche (parcours de 1<sup>ère</sup> catégorie sur La Tardoire, en amont de Rancogne jusqu'aux limites de la Dordogne + les ruisseaux de la Renaudie, de la Touille ...)  
Ecuras (golf, tennis) Eymouthiers (centre départemental de plein air du Chambon : accueil de groupes scolaires ou associations), Feuillade (tennis), Montbron (canoë kayak, piscine, tennis), Saint-Sornin (ferme équestre)
- **Une vingtaine de gîtes et chambres d'hôtes**

##### B/ Ecuras : commune touristique

Il s'agit de la particularité principale d'Ecuras, qui grâce à un environnement naturel préservé (pour rappel le territoire est en partie couvert par un site NATURA 2000 et deux ZNIEFF de type 1 qui mettent en évidence une richesse écologique des milieux naturels), a permis à des projets touristiques de venir s'installer sur le territoire.



Les structures touristiques sont concentrées au nord de la commune, dans un périmètre compris entre Les Limousines et la Métairie de la Prèze. Les sites sont énumérés dans le tableau suivant :

**Liste des sites touristiques :**

Activités de loisirs	Villages
1 terrain de golf	la Prèze
1 village de vacances	Métairie du Chat
3 gîtes ruraux	Maine Pachou (1) Le Triangle (1) et Chassagne (1)
Chambres et tables d'hôtes	Proximité du bourg à l'Etanchon

➤ Les chambres et tables d'hôtes de « l'Étanchon » :

Située le long de la RD 699, au nord du bourg (à environ 500 m), il s'agit d'une ancienne bâtisse rénoverée ayant gardé son caractère architectural typique. Celle-ci comporte 5 chambres d'hôtes.

Sur le plan des activités de loisirs, il existe à proximité immédiate un étang privatif permettant la pratique de la pêche ou encore du canoë.

➤ Le village de vacances « Le Chat » (classé 3\*) :

**Le site** (globalement entouré de bois) **s'étend sur 33 ha**, au nord du camping Chadorli (à moins d'1 Km). Les **270 pavillons** de types F3 et F4 prennent position autour d'un étang. Les équipements sont les suivants : piscine, tennis, pêche, minigolf, restaurant, ...

Depuis sa date de création (il y a 25 ans), cet équipement touristique attire traditionnellement des Néerlandais (mais aussi une quarantaine de Français, quelques Belges et un Anglais). Ceux-ci apprécient le cadre naturel de la commune mais également la proximité immédiate du golf de la Prèze au nord du village.

Intérêt pour la commune d'un tel équipement touristique :

- L'ensemble du site est reconnu comme lotissement privé : ainsi tous les travaux d'entretien courants en particulier la voirie, l'éclairage public, l'assainissement sont à la charge des propriétaires individuels et non à la charge d'Ecuras.
- Apporte des retombées financières : taxes foncières, d'habitations et de séjour.
- Fait travailler l'artisanat et les commerces locaux.

➤ Le golf de la Prèze :

Situé en limite nord du territoire communal sur **une superficie de 30 Ha** (en contact avec la commune de Rouzède). Le golf est affilié à la Fédération Française de Golf (il est classé internationalement) et la direction est néerlandaise.

Le parcours de 18 trous se développe dans un cadre vallonné (plans d'eau et bois). De plus le golf dispose des équipements suivants : un *driving range (30 postes dont certains sont couverts)*, un *green d'entraînement*, et un *club house avec bar-restaurant*.

Un des atouts du golf est qu'il est praticable toute l'année, amenant ainsi un flux de golfeurs (et donc leurs familles) sur la commune même en arrière saison.

## **2. Des projets de confortation de l'offre en hébergement :**

### **A/ Le site du golf de la Prèze**

projet en cours de réalisation :

Sur la commune de Rouzède : en lien direct avec cette extension du parcours doit venir se greffer **un programme immobilier en 3 tranches** :

à terme ce sont **87 résidences** (de deux types différents) avec chacune un parcellaire de plus de 1200 m<sup>2</sup> en moyenne. Le projet est en contact direct avec la commune d'Ecuras puisque seule une route communale sert de limite.

- **La 1<sup>ère</sup> tranche** lancée début novembre 2002 est terminée, il s'agit d'un lot comprenant 27 maisons (la quasi-totalité des résidences est déjà vendue).
- **La 2<sup>ème</sup> tranche est en cours**

Il s'agit, sur la commune d'Ecuras, en complément du projet précédent, d' **une extension du bâtiment «accueil réception / bar restaurant» par un projet d'hôtellerie comprenant :**

- **3 pavillons avec 26 studios au total**
- 1 piscine + pataugeoire
- 1 putting green
- Tennis
- /...

Les 3 pavillons longeront la route communale (n°304), formant ainsi un arc de cercle. **Le programme hôtelier viendra se placer sur des terrains actuellement aménagés pour le parcours de golf** (terres engazonnées + arbres d'ornement). Le projet limite ainsi son impact sur l'environnement :

- aucun déboisement ou atteinte à un milieu naturel (reconnu à travers les ZNIEFF ou le site NATURA 2000) ne sera établi,
- sur le plan paysager, le projet limite son impact par des barrières visuelles naturelles :
  - au sud et à l'ouest, par un ensemble de bois (autour de l'étang des Limousines)
  - au nord, un alignement d'arbres de haut jet auquel vient s'ajouter un talus le long de la route (côté Rouzède) créent également une *barrière verte* avec la commune voisine,
  - à l'est, un ensemble de bois et un relief plus élevé empêchent les vues sur la commune de Roussines

Intérêt pour la commune d'un tel équipement touristique :

- **Le golf est vecteur d'une image sportive forte pour la commune** (reconnaissance nationale et surtout internationale avec l'extension à 18 trous)
- **Il est devenu au fil des années le point focal du développement touristique communal :** ainsi une partie de la vie économique tourne autour de cet équipement comme l'activité commerciale (restaurants, ...), les hébergements touristiques (situés à proximité).
- Répond à une demande de la clientèle, si cette demande n'est pas prise en compte il y a un risque de voir la fréquentation du golf baisser.
- Apporte des retombées financières : taxes foncières, d'habitation, de séjours.
- Fait travailler directement ou indirectement l'artisanat et les commerces locaux.
- Crée des emplois



**B/ Projet « Le Chadorli » :**

Des promoteurs hollandais manifestent l'intention de programmer un futur lotissement sur l'emplacement de l'ancien camping Chadorli. Ce projet est à mettre en parallèle avec l'agrandissement du parcours du golf de la Prêze : ce dernier va renforcer la demande immobilière sur la commune.

Il s'agit d'un lotissement d'une superficie de 4 Ha qui va accueillir 36 résidences à usage touristique d'architecture de type traditionnel (en plein pied ou avec 1 étage). Ce programme prendra place sur les terrains de l'actuel camping et sur une prairie existante (le long de la RD 163).

**Description du site :**

- **Topographie** : le terrain partant de la route départementale 163 suit une déclivité régulière jusqu'à l'étang (situé au nord-est), on passe ainsi de 51 m à 40 m en arrivant sur les berges de l'étang. Cette pente descendant vers l'étang permettra au projet de ne pas être dominant dans le paysage vu depuis la route n°163.

- **Ensemble paysager** :

Le site en lui-même se compose d'une prairie (le long de la route départementale), plus en contre bas, du secteur du camping et enfin de l'étang.

Puis une zone boisée permet de jouer un rôle tampon entre le site du projet et le paysage environnant c'est-à-dire du sud-ouest à l'est (pas de vis-à-vis dans ces directions); seul le secteur qui fait face à la route départementale est ouvert sur le village les Limousines.



*Vue sur l'étang et le front végétal boisé.*

## **Chapitre V**

### **LES RÉSEAUX**



## I. Un maillage routier bien établi :

4 voies départementales desservent le territoire :

- **La départementale n° 699** reliant Montbron à St-Mathieu (Haute-Vienne) : il s'agit de la voie majeure de la commune qui dessert de nombreux villages (Châtain-Besson, Ecuras, les Giligies, les Limousines, ...)
- **La départementale n° 163** reliant Eymouthiers (au sud-ouest) à Sauvagnac (au nord-est) : les principaux villages desservis sont Chassagne et le Maine Pachou au sud de la commune. Celle-ci a un rôle important car c'est elle qui donne accès aux équipements touristiques du nord de la commune (camping, village de vacances et golf)
- **La départementale n° 112** reliant Rouzède (au nord) à Bussière-Badil (au sud/Dordogne) : les villages desservis sont la Borderie, Ecuras, les Defaix, le Maine-Bouyer.
- **La départementale n° 416** faisant la jonction, au nord, entre la départementale n° 699 et le village de Rouzède.

Une série de voies communales prennent ensuite le relais à partir des voies départementales. Celles-ci garantissent une bonne liaison entre des villages reculés et les axes majeurs de la commune (on en dénombre une vingtaine).

Puis le maillage se complète par un réseau de chemins ruraux qui sont dédiés à la fonction agricole principalement.

## II. Assainissement :

Une étude préalable à l'élaboration du Schéma Directeur d'Assainissement (conduite par le SIAEP de Montemboeuf) datant de juillet 1996 a mis en évidence les points suivants :

- Un dispositif d'assainissement collectif existant satisfaisant (datant du premier schéma directeur de 1991):
  - o Pour le Bourg, Rairie, Puits d'Ecuras, Châtain Besson : ceux-ci collectés collectivement par un réseau séparatif (épuration par un lagunage) offrent satisfaction. 250 E.H raccordés pour un dimensionnement à 400 E.H.
  - o Le village « le Chat » : collecte par un réseau séparatif, avec une station d'épuration pour 1200 E.H
  - o Restaurant « Chadorli » : effluents collectés dans une lagune en bordure de ruisseau (250 E.H)
- o Golf de la Prèze : assainissement sur un mode individuel

➤ Solutions proposées par le document de révision du schéma directeur d'assainissement de 2006 :

Du fait de l'éloignement des villages par rapport aux têtes de réseaux, et suivant un document de révision du schéma directeur d'assainissement en date du 11 octobre 2006, un assainissement semi-collectif est préconisé pour 8 villages où la collecte et le traitement seront spécifiques à chaque village.

Les villages à traiter sont les suivants :

- o La Borderie
- o Les Limousines
- o Le Maine pachou
- o Les Pies
- o Chassagne
- o Les Defaix
- o Les Boins
- o Perry

Le reste des habitations sera donc à envisager en assainissement individuel.

### **III. Perspectives :**

Dans un avenir proche, le principal projet pour la commune sera de mettre en application les choix retenus par le schéma directeur d'assainissement : c'est-à-dire de mettre en assainissement semi-collectif les 7 villages restant concernés par le projet, car l'assainissement du village des Limousines a été réalisé en 2007.



**Chapitre VI**

**DES CHOIX RETENUS**  
**POUR LES SECTEURS CONSTRUCTIBLES**



## I. LES ORIENTATIONS DE LA CARTE COMMUNALE

Au vu des spécificités de la commune, de part son contexte démographique et économique, Ecuras est amené à prendre des orientations qui répondent principalement à deux enjeux :

- Un enjeu démographique : permettre de maintenir une population suffisamment jeune afin d'enrayer la baisse de la population (- 11.3 % de 1990 à 1999). L'estimation en terme de terrains pouvant accueillir des nouvelles constructions est de 7.5 Ha : soit une moyenne de 2 habitations par an sur 10 ans avec un taux de rétention des terrains de 2,5. Cette estimation correspond à l'accueil d'une cinquantaine d'habitants.
- Un enjeu économique : permettre la construction de programmes immobiliers touristiques ainsi que la création d'une petite zone artisanale, ceux-ci maintiendront un dynamisme certain sur la commune face aux autres communes touristiques des environs.

Le Conseil Municipal, après avoir débattu sur le projet de la carte communale, s'est orienté vers les choix suivants :

### ➡ **Une préservation du Bourg d'Ecuras :**

Au vu de la forte personnalité du bourg en terme architectural, la commune souhaite ne pas conforter celui-ci par l'arrivée de nouvelles habitations (la confrontation entre les deux types d'architecture nuirait sans conteste au bourg ancien).

### ➡ **Conforter le pôle mairie / école :**

L'objet de ce zonage est de permettre la réalisation de projet de construction en lien avec la mairie, l'école ou tout autre équipement municipal.

### ➡ **Préserver l'identité des villages :**

Au vu du caractère préservé des villages présents sur la commune (garantissant une image touristique viable pour celle-ci), et des faibles possibilités d'urbaniser les dents creuses à l'intérieur de la trame urbaine (difficulté d'insérer un pavillon récent avec le bâti ancien), les élus ont décidé de maintenir l'ensemble des villages (excepté Châtain-Besson) en secteur n'autorisant pas les constructions nouvelles.

Ce choix permet également d'avoir un développement de la commune en équilibre avec le monde agricole car de nombreuses exploitations agricoles sont présentes dans ou à proximité des villages (on minimise ainsi les nuisances par un principe de précaution qui consiste à respecter un périmètre de protection d'un rayon de 100 m autour des exploitations agricoles).

## ➤ Une urbanisation centrée uniquement sur Châtain-Besson :

Celle-ci permet de conforter ce village qui est devenu, au fil des années, le *centre de vie* de la commune. Ce choix offre la possibilité à Ecuras de conserver l'authenticité du reste de ses villages (organisation urbaine, architecture) et ainsi de maintenir un paysage en phase avec le rôle touristique de la commune.

Ce choix permet de rentabiliser les récents aménagements de la traversée de Châtain-Besson : ceux-ci comprennent l'aménagement de 2 carrefours (37 000 €) et l'aménagement de la traversée du village (2 tranches réalisées = 300 000 €, la 3<sup>ème</sup> tranche est prévue courant de l'année 2003). Ces travaux sont à même de supporter l'arrivée d'une nouvelle population.

Les principes retenus en terme d'urbanisation sont :

- **Un comblement des *dents creuses*<sup>1</sup> de part et d'autre de la route départementale 699 traversant le village.** Cet objectif de renforcer l'urbanisation sur ce secteur va affirmer la séquence urbaine de Châtain-besson.  
Ce renforcement du linéaire urbain engendrera un ralentissement des véhicules en phase avec le récent aménagement de la traversée de Châtain-besson qui sécurise déjà ce dernier avec par exemple un isolement des trottoirs par rapport à la route (aménagement paysager + glissières en bois s'intégrant avec le paysage bocager environnant du village)



*Vue sur l'aménagement de la traversée de Châtain Besson avec entre autre la mise en place de glissières en bois et de plantations pour délimiter la partie voirie des cheminements piétons.*

- **Un comblement des parcelles situées entre le lotissement et la voie communale n°9** (en direction du triangle).  
Le but est de densifier le noyau urbain du village et de tisser un lien entre le lotissement et les commerces et équipements publics (situés à la croisée de la RD 699 et de la route communale n°9).
- **Le comblement des dents creuses situées de part et d'autre de la route communale n°9** (sud du village).  
Il s'agit du secteur qui a reçu les habitations les plus récentes de la commune. Ces habitations sont assez isolées du village ; ainsi, toujours pour renforcer l'entrée et la séquence urbaine du sud de Châtain Besson, il est projeté l'urbanisation des dents creuses existantes afin de rattacher ces quelques habitations au village centre.

<sup>1</sup> Parcelle « vide » située entre deux parcelles déjà urbanisées.

### Une préservation du paysage :

Les secteurs qui optent pour l'urbanisation du village permettent de préserver des secteurs plus sensibles sur le plan paysager.

### Il a été retenu comme principe :

- **De ne pas étendre l'urbanisation à l'est du lotissement**, c'est-à-dire en direction du Bourg d'Ecuras. Ce dernier possède une architecture vernaculaire et un paysage bocager préservés qui est digne d'intérêt pour le patrimoine d'une commune touristique comme Ecuras. Le zonage retenu empêche les vis-à-vis entre le Bourg à l'architecture préservée et des pavillons contemporains.
- **De ne pas étendre l'urbanisation au nord du village** c'est-à-dire vers le vallonnement bocager et la vallée de la Renaudie (cette dernière faisant partie du site Natura 2000). Ce paysage bocager est digne d'intérêt également sur le plan touristique puisque trois sentiers de randonnée parcourent le secteur (entre la vallée de la Renaudie, Châtain Besson et Rairie)

### ➡ **Création d'un site destiné à l'accueil d'entreprises artisanales :**

Le site se situe à proximité immédiate d'une ancienne entreprise désaffectée d'injection plastique (le long de la D 699, en face de la mairie). Il s'agit pour la commune de conforter le site existant par un site d'une emprise limitée (superficie d'environ 1 Ha) qui se placera entre l'aire de repos et l'entreprise existante. Il n'y aura pas de nouvel accès direct sur la route départementale n°699.

### ➡ **Mise en place d'un site permettant de recevoir (à court terme) un programme immobilier hôtelier en phase avec l'extension du parcours du golf de la Prêze :**

Rappel du programme (confère chapitre IV, pages 67 et 68): 3 pavillons accueillant 26 studios au total + équipements de loisirs tels que tennis et piscine.

Les 3 pavillons longeront la route communale n°304 et se situeront sur des terrains actuellement aménagés pour le golf (aucune atteinte à un milieu naturel existant).

Ce programme hôtelier va permettre au golf d'être en adéquation avec l'extension de son parcours à 18 trous. En effet, sa renommée sur le plan international va s'accroître et la conséquence directe sera un renforcement de la demande en logements hôteliers.

Pour rappel : sur la commune voisine de Rouzède est en voie de réalisation un programme immobilier (87 résidences à terme) en lien avec l'extension du golf.



*Vue sur le terrain de golf : ici, en limite avec la commune de Rouzède (alignement d'arbres le long de la route communale 304)*

### ➡ **Un confortement mesuré des résidences sur le village Le Chat :**

Présent depuis 25 ans sur la commune, le village de vacances détient environ 270 pavillons (de type 3 ou 4). La superficie des parcelles urbanisées recouvre actuellement environ les deux tiers du site de 33 ha.



Le zonage proposé par la carte communale permet de ne pas compromettre la construction de nouveaux pavillons (toujours à mettre en relation avec le rôle touristique de la commune et la réalisation de l'extension du golf).

Le zonage tient compte également de l'environnement du site en considérant deux données :

- la station de lagunage et son périmètre de protection (aucune nouvelle construction à l'intérieur du périmètre).
- Les parcelles boisées qui délimitent le plus souvent le pourtour du site et participent à l'intégration paysagère de celui-ci. Celles-ci sont maintenues en grande partie : il s'agit par exemple du boisement en limite nord du village.



*Le village du Chat et son étang.*

## ➡ Mise en place d'un programme immobilier à « Chadorli » :

Il s'agit d'un lotissement devant accueillir des résidences individuelles de loisirs sur des lots de 1000 à 1200 m<sup>2</sup> (soit environ 4 Ha). Le programme se situera entre le plan d'eau et la RD n°163, c'est-à-dire sur l'emplacement de l'ancien camping ainsi que sur des prairies.

Ce programme répond également à la future demande en logements face à l'extension du golf de la Prêze.

Le programme respecte les servitudes en particulier le périmètre de protection du lagunage ainsi que celui de l'exploitation agricole située non loin de la RD 163.



*Vue sur le site du projet depuis la route départementale 163.*



**Croquis d'ambiance** : vue depuis la RD 163 sur le lotissement « Chadorli », au premier plan se trouve un espace tampon végétal constitué d'arbres de haut jet et de haies champêtres.

Auteur : Didier PENAUD, Architecte DPLG, Angoulême.

Le projet sera desservi par une voirie interne privée : celle-ci comportera un passage piéton ainsi que des fossés de collecte engazonnés.

L'insertion paysagère se fera (côté route départementale 163) par des arbres feuillus ainsi que des haies buissonnantes. A ceci viendra s'ajouter une clôture de pourtour en bois en harmonie avec le paysage.

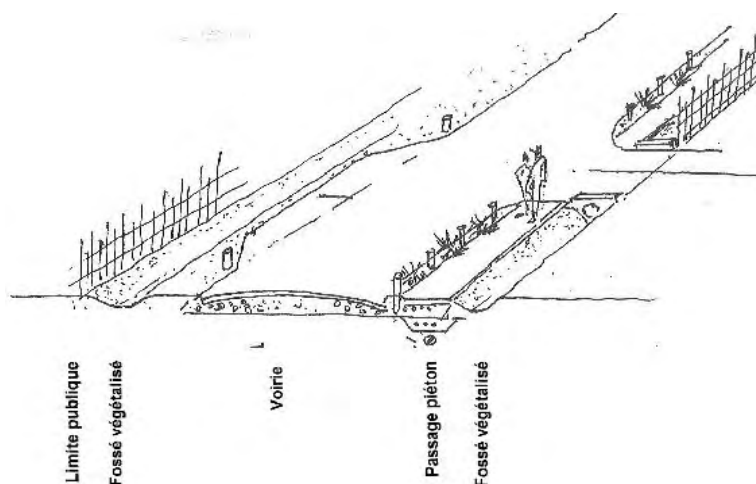
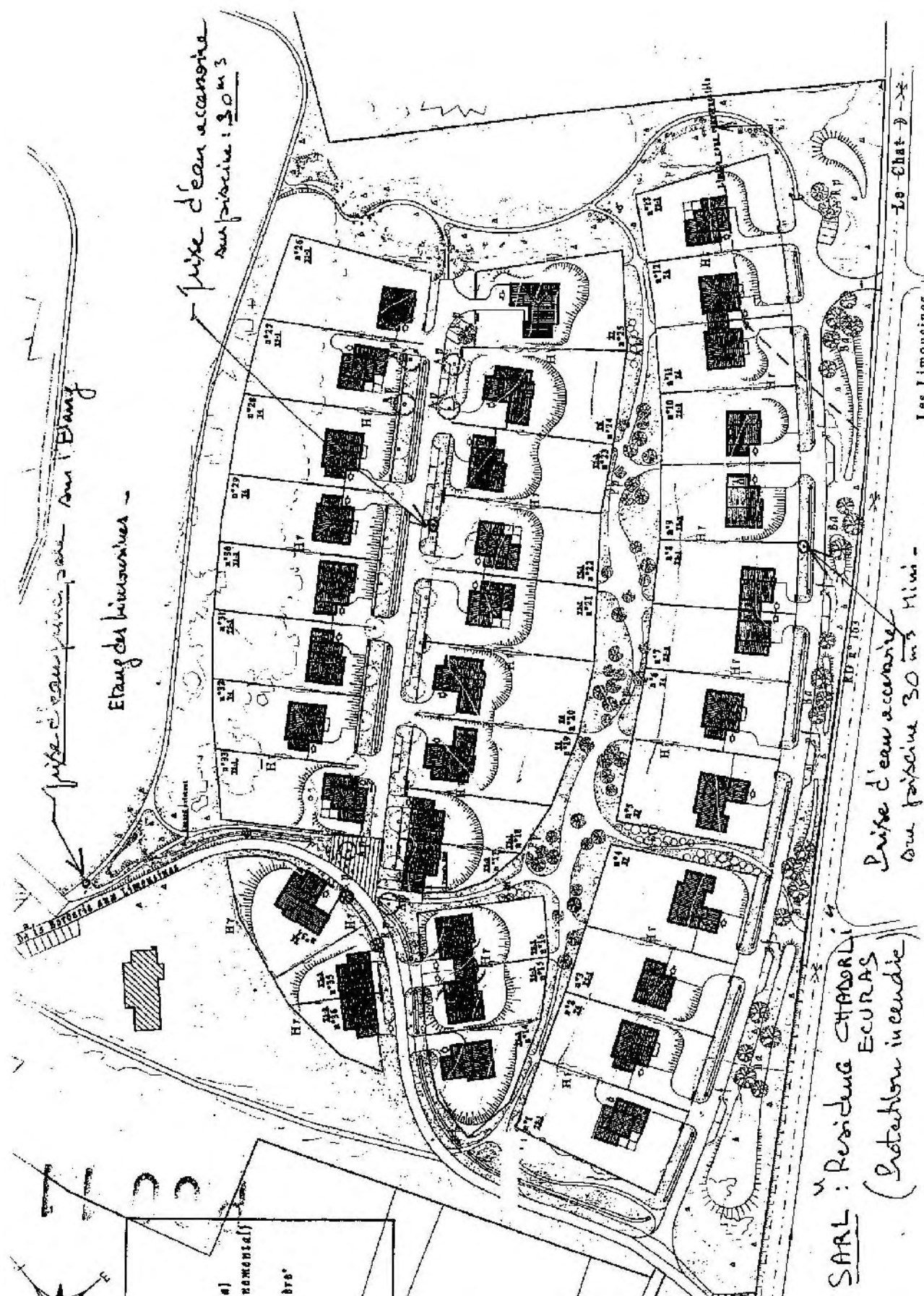


Schéma de principe de la voirie interne du projet.

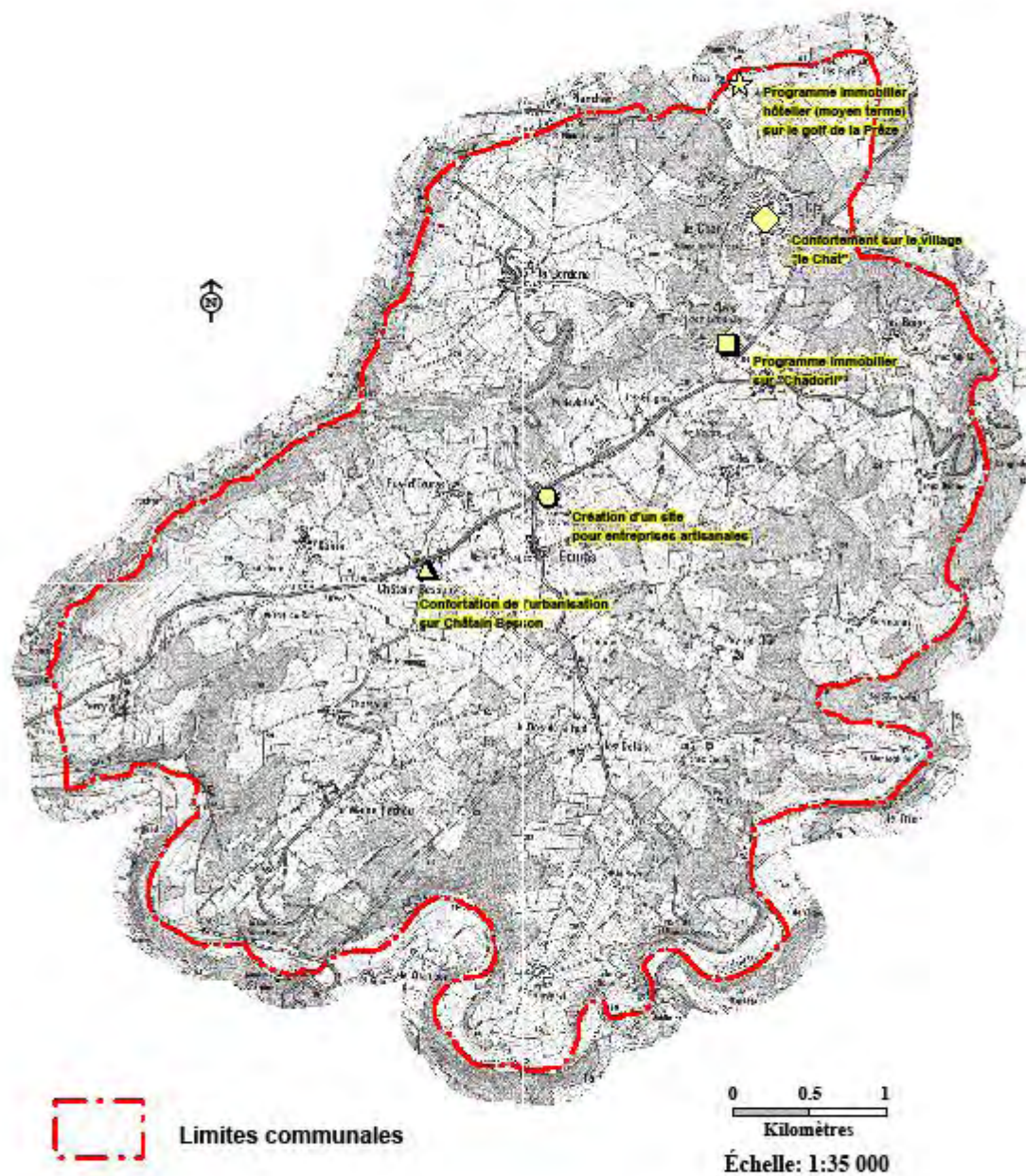
Auteur : Didier PENAUD, Architecte DPLG, Angoulême



Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
 Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008



## Ecuras : Localisation des projets



## II. L'organisation urbaine de Châtain-Besson et ses justifications :

### ➡ Choix des secteurs destinés à l'urbanisation :

Les choix retenus se sont basés à la fois sur les nécessités de terrains et sur les différentes contraintes existantes (paysagères, techniques (réseaux), urbaines, ...).

Les contraintes sont les suivantes :

- Une topographie au nord trop accentuée.
- Un paysage bocager préservé ainsi que des vues lointaines sur les communes environnantes.
- Une station de lagunage qui génère un périmètre de protection de 100m excluant les habitations.

Au vu des contraintes, les secteurs pouvant recevoir un développement urbain se situent principalement sur la partie sud du village et le long de la RD 699. Ce choix permet de minimiser les impacts sur l'environnement et permettra de redonner une qualité urbaine au village.

Le projet préservera également les vues sur le Bourg d'Ecuras qui, comme on l'a vu précédemment, possède un environnement très peu touché par l'urbanisation récente.

### ➡ Une cohérence de projet par rapport à l'assainissement :

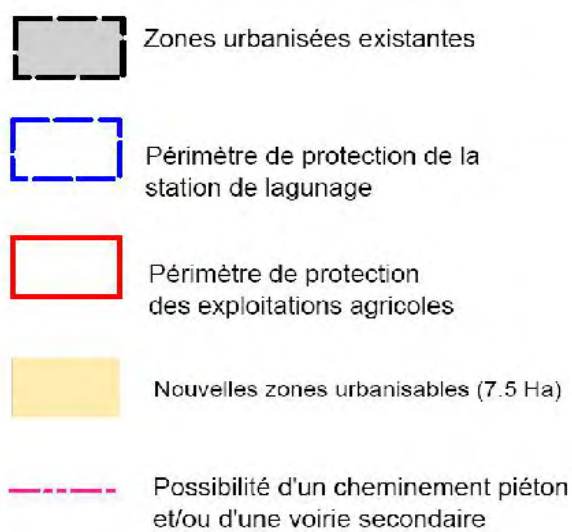
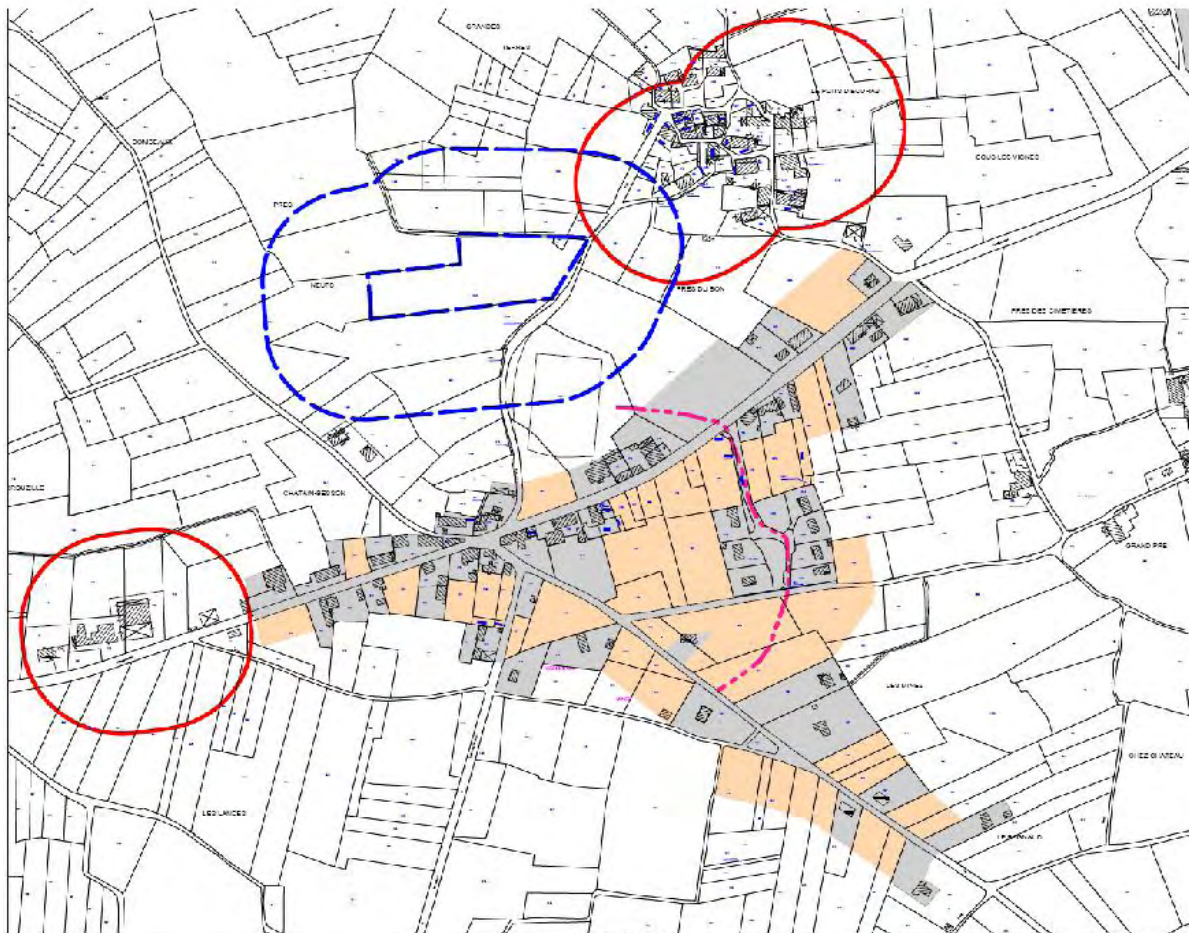
Les secteurs destinés à recevoir des constructions sont tous couverts par les réseaux en particulier celui de l'assainissement collectif.

### ➡ Une réponse aux enjeux urbains :

- Renforcer la séquence urbaine de Châtain-Besson par l'urbanisation des dents creuses le long de la RD 699.
- Densifier le village autour de son centre de vie que forment les entités suivantes : salles des fêtes, Poste, placette, terrain de football et le multiservices/café/restaurant.
- Cette densification doit créer un lien (urbain et social) entre les secteurs actuellement isolés du village et la trame urbaine originelle. Il s'agit du lotissement du village, ainsi que des quelques habitations (plus au sud) le long de la voie communale n°9 menant au village du Triangle.
- Utiliser la résidence des Marronniers, non loin du terrain de football, le long de la RD 699, comme base à l'extension urbaine.
- Les extensions urbaines peuvent être l'occasion de créer des liens, par des voiries piétonnières ou secondaires, entre les différents secteurs du village : sur ce principe, il serait souhaitable de mettre en place un cheminement allant du terrain de football au lotissement du village (voire au-delà).



## Zonage sur Châtain Besson



Échelle: 1:7 500

Car  
Rév

### ➡ Une réponse aux besoins :

Le nombre d'habitations nouvelles est de l'ordre de 1 à 2 par an. Il est à noter qu'une partie de la demande provient de la part de ressortissants étrangers (Anglais et Néerlandais principalement). D'où l'intérêt pour la commune de conforter son rôle touristique (projets immobiliers du golf de la Prêze et de Chadorli) afin de maintenir ces ressortissants sur la commune.

L'estimation en terme de terrains disponibles est de l'ordre de 7 Ha pour accueillir la population sur les dix ans à venir.

A noter que la relance démographique et la mixité sur la commune se confirment avec la réalisation de la résidence des Marronniers, composée de 6 pavillons locatifs HLM sur Châtain Besson.

### ➡ Une préservation du paysage :

Les choix établis permettent de limiter les impacts visuels entre Châtain-Besson et le Bourg. Ce dernier a en effet su garder un caractère architectural authentique qu'il est primordial de préserver en tant que commune touristique.

Les impacts sont également limités par le principe de ne pas étendre l'urbanisation de Châtain-Besson vers le nord, c'est-à-dire en direction de la vallée de la Renaudie (avec la présence d'une réserve volontaire et du site Natura 2000).

## **Chapitre VII**

### **INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT**

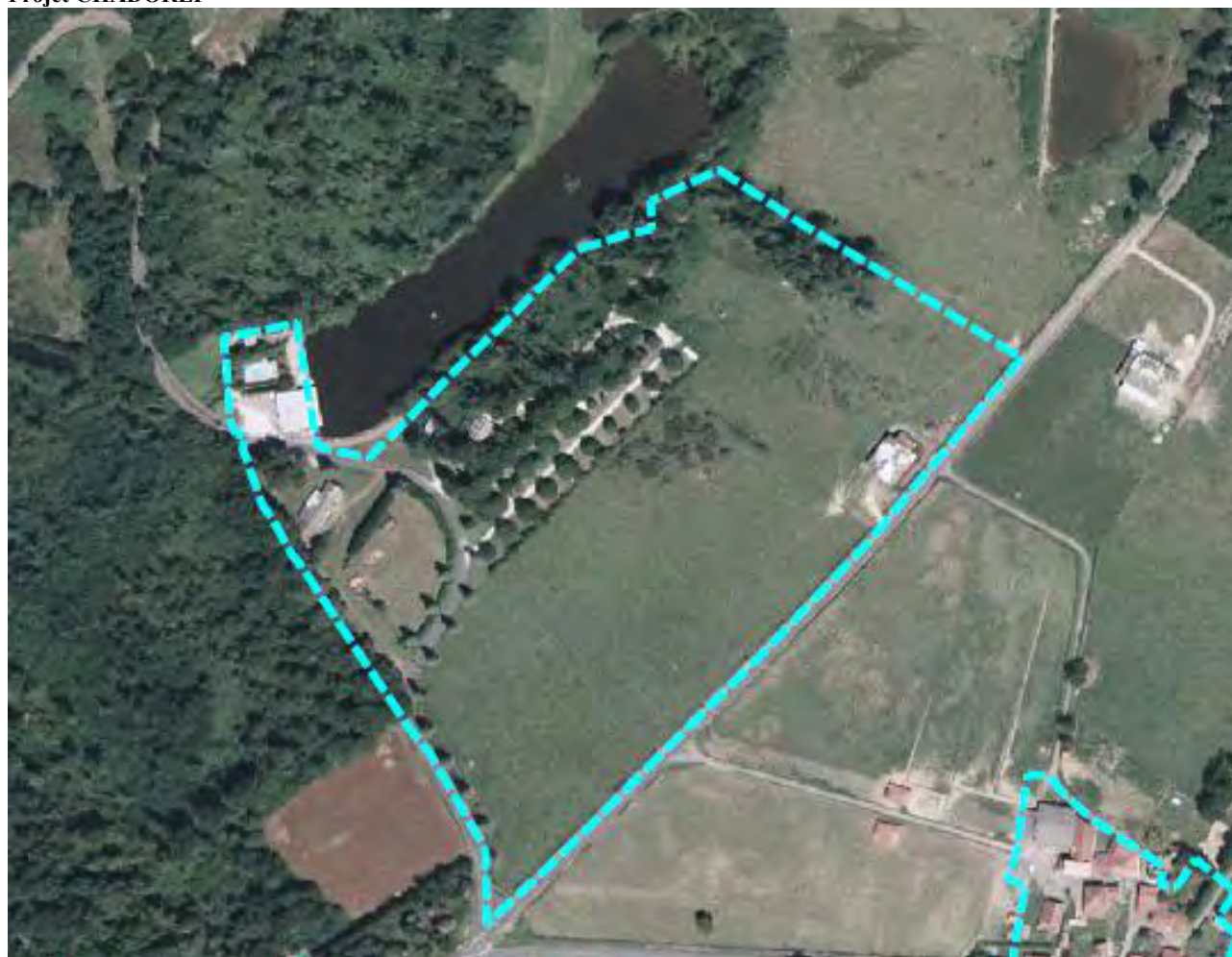


Incidences	Nature et origine	Mesures compensatoires
<b>Sur le paysage</b>	Des impacts paysagers limités	<p><u>Sur Châtain-Besson</u> : les sites d'extensions ne se retrouvent pas en ligne de crête. Il n'y a donc pas de prédominance visuelle dans le paysage.</p> <p>Il n'y a pas d'urbanisation dans la vallée (au nord de Châtain Besson) et il est maintenu le fait de ne pas avoir de vis-à-vis avec le bourg ancien d'Ecuras.</p> <p><u>Les programmes immobiliers</u> au nord de la commune sont insérés dans un <i>écrin boisé</i> qui empêche les vues lointaines et donc tout lien visuel avec des sites remarquables telle la partie de la vallée de la Renaudie classée en site Natura 2000.</p> <p><u>Révision de la carte communale</u> : celle-ci a été envisagée dans un souci de préservation de l'identité paysagère en autorisant le développement des hameaux constitués. Ainsi, aucune urbanisation nouvelle n'est possible en dehors de quelques dents creuses, insérées dans le tissu urbain actuel. Le paysage agricole et naturel caractérisé par de nombreux boisements et un tissu bocager, pour partie sauvegardé, est préservé. Les coupures entre les hameaux ont également été respectées.</p> <p><u>Projet « Chadorli »</u> : Le projet est situé sur une grande prairie entourée au Nord-Ouest et au Sud-Ouest de boisements denses ( voir photo ci-dessous). Il est longé, au Sud, par la RD 163. Depuis celle-ci, en venant du Sud-Ouest, le site est perceptible au tout dernier instant. Venant du Nord-Est, quelques feuillus protègent la vue sur une partie du site. Enfin, le projet comporte la mise en place d'un espace tampon végétal (feuillus et haies buissonnantes), en limite avec la RD, afin de restreindre l'impact sur le paysage. Tous les boisements existants sur le site ou à ses proches abords seront conservés à l'exception de quelques arbres d'alignements. Les chênes situés sur la partie médiane seront conservés dans leur ensemble. Ils seront complétés par des plantations de type haie champêtre et par des arbres de haut jet.</p> <p><u>La petite zone d'activité artisanale</u> : les vues depuis le site de l'étang de l'Etanchon seront très restreintes : la zone sera en partie dissimulée par l'entreprise existante et de plus située en contrebas.</p>
<b>Sur l'hydrologie</b>	<p>Imperméabilisation des sols liée aux zones urbanisées</p> <p>Augmentation des eaux usées rejetées</p>	<p>Les écoulements sont recueillis et traités par un réseau d'assainissement collectif existant (de type lagunage)</p> <p><u>Projet « Chadorli »</u> : le site est bordé, au Nord, par la rivière « la Renaudie » dont la vallée est répertoriée « site Natura 2000 ». Cependant, sur le site, un étang a été aménagé sur le ruisseau et constitue déjà une zone attractive de promenades et de navigation. Malgré le développement du site, aucun effet sur la qualité de l'eau n'est à envisager. Par ailleurs, une étude d'assainissement a été réalisée spécifiquement pour la prise en compte du projet dont la réalisation est en cours. Concernant les eaux pluviales, des fossés</p>



		engazonnés ont été prévus dans le projet afin de recueillir les eaux pluviales provenant des surfaces revêtues de la voirie, les eaux de couvertures devant être infiltrées sur les parcelles privatives.
<b>Sur l'activité agricole</b>	Emprise des extensions sur le domaine agricole	<p>Les choix retenus minimisent les incidences sur l'activité agricole en privilégiant l'urbanisation des dents creuses.</p> <p>Prise en compte des sièges d'exploitation répertoriés afin de minimiser les nuisances entre l'exploitation et les riverains (permet également à l'exploitation d'évoluer : agrandissement ...)</p> <p><u>Révision de la carte communale</u> : La révision de la carte communale n'a que peu d'effet sur l'activité agricole. En effet, seuls des hameaux comportant des constructions non liées à une activité agricole ont fait l'objet de révision. Ainsi, aucune parcelle cultivée n'a fait l'objet d'un classement en zone constructible, à l'exception de quelques dents creuses, de faibles superficie, situées au sein de hameaux constitués. Aucune extension des hameaux, rendant l'accès ou l'utilisation de parcelles agricoles n'a été envisagée.</p>
<b>Sur le Patrimoine bâti</b>	Mise en relation entre bâti ancien et futur	Les extensions urbaines touchent en majeure partie Châtain-Besson, cela préserve ainsi les autres villages communaux qui ont maintenu une trame urbaine ancienne.

#### Projet CHADORLI



*Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008*

<b>Sur le milieu Naturel</b>	L'urbanisation d'espaces porte, de façon très limitée, atteinte aux milieux naturels sur laquelle elle prend appui.	<p><u>Sur Châtain-Besson</u> : les extensions concernent les espaces les moins sensibles. (principalement l'intérieur de la trame urbaine existante)</p> <p><u>La révision de la carte communale</u> n'a que peu d'effet sur le milieu naturel. En effet, l'objectif de cette révision était d'inscrire les espaces déjà urbanisées afin, notamment, de permettre le développement d'annexes de type piscine ou garage, mais aussi de pouvoir construire dans quelques dents creuses. De ce fait, la révision pourra avoir un effet sur la flore et la faune caractéristique des jardins mais non sur la flore et la faune endémique.</p> <p><u>Projet « Chadorli »</u> : le site est concerné par une protection Natura 2000, en l'occurrence « Vallée de la Tardoire » (N°6 – FR5400408), site désigné par arrêté ministériel du 9 août 2006. Cependant, il n'est caractérisé par aucune des composantes caractéristiques de ce classement Natura 2000, tels escarpements rocheux, ripisylve à aulne et frêne, mégaphorbiaie, rivière aux eaux froides et oxygénées, chênaie acidophile à châtaignier, fourrés arbustifs de corniche et pelouses calcifuges. Situé en limite du site Natura 2000, il est essentiellement composé d'une prairie, et de pelouses, bois et bords d'étang très artificialisés..</p> <p><u>Sur le golf de la Prêze</u> : le programme immobilier est interne au site existant du golf (espace engazonné) et ne touche donc aucun site naturel.</p>
<b>Sur les déplacements</b>	Les extensions urbaines provoquent une augmentation de la population et donc des déplacements urbains	<p>Sur Châtain-Besson : les extensions urbaines sont au plus proche du noyau urbain afin de faciliter les déplacements piétons vers par exemple les commerces de proximité.</p> <p>Il existe également un aménagement piéton récent qui traverse le village : le renforcement de l'urbanisation va alors renforcer l'utilisation de ce cheminement piéton.</p>

### TABLEAU COMPARATIF DES ZONES

	<i>carte communale approuvée le 12-09-2003</i>	<i>Révision</i>
Zone U	54,10 hectares	117,6 Ha
Dont Superficie constructible	13,8 Ha ( dont Chadorli et golf = 6Ha)	19,70
Zone Ua	2Ha	2,8Ha



## **ANNEXES**

### **Les servitudes d'utilité publique**





CODE	NOM OFFICIEL DE LA SERVITUDE	DESIGNATION DU GENERATEUR	REFERENCE DU TEXTE LEGISLATIF QUI PERMET DE L'INSTITUER	ACTE QUI L'INSTITUE SUR LE TERRITOIRE CONCERNE	DESIGNATION DU SERVICE RESPONSABLE
A4	POLICE DES EAUX Servitudes concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau	La Tardoire	Code de l'Environnement articles L 211-7, L 215-4 et 5 Code Rural article L 151-37-1	Arrêté préfectoral du 27/12/1984	D.D.A.F. Cité Administrative 16017 ANGOULEME CEDEX
AS1	CONSERVATION DES EAUX Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales	Captage de Coulonges sur Charente à St.Savinien (17) périmètre de protection rapprochée	Code de la Santé Publique articles L 1321-2 L 1322-3 à 13 R 1321-13	Arrêtés Préfectoraux du 10/08/1971 31/12/1976	D.D.A.S.S. Immeuble Le Manager Cour de l'Hippodrome 8, rue du père J. Wresinsky BP 1408 16017 ANGOULEME
EL7	CIRCULATION ROUTIERE Servitudes d'alignement	RD 112 « Le Bourg »  RD 112 « La Borderie »  RD 112 « Châtain-Besson »	Code de la Voirie Routière articles L 112-1 à L 112-7	Arrêté Préfectoral du 26/05/1913  Arrêté Préfectoral du 11/05/1892  Arrêté Préfectoral du 24/10/1951	Agence Départementale de l'aménagement de Aigre Chabonais Jamac La Rochefoucauld Montmoreau Saint Cybard  MAIRIE
I4	ELECTRICITE Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	Ligne H.T. 400 Kv Cubnezais-Plaud	loi du 15/06/1906 consolidée au 20/12/2003	Décret du 14/10/1991 consolidé au 11/05/2003	RTE - Groupe d'Exploitation Transport Gascogne 12, rue Aristide Bergès 33270 FLOIRAC
PM1	PREVENTION DES RISQUES NATURELS D'INONDATION	Vallée de La Tardoire	Code de l'Environnement articles L 562-1 et L 562-6	Arrêté Préfectoral du 25/03/2002	D.D.E. Service de l'Environnement et de la Prévention 43, rue du Docteur Charles Duroselle 16016 ANGOULEME
PT1	TELECOMMUNICATIONS Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques	Centre radioélectrique de Montbron	Code des Postes et Communications Electroniques articles L.57 à L.62 et R.27 à R.39	décret du 19/11/1992	FRANCE TELECOM U.R.R. Limousin Poitou-Charentes 36, Bd Pont Achard B.P. 769 86030 POITIERS Cedex



**A4****POLICE DES EAUX**

(Cours d'eau non domaniaux)

**I - GÉNÉRALITÉS**

Servitudes applicables ou pouvant être rendues applicables aux terrains riverains des cours d'eau non domaniaux ou compris dans l'emprise du lit de ces cours d'eau.

Servitudes de passage et de flottage à bûches perdues.

Servitude de curage, d'élargissement et de redressement des cours d'eau (applicables également aux cours d'eau mixtes - alinéa 2 de l'article 37 de la loi du 16 décembre 1964 visée ci-après).

Servitudes concernant les constructions, clôtures et plantations.

Loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux (art. 30 à 32 inclus), titre III (des rivières flottables à bûches perdues).

Code rural, livre 1<sup>er</sup>, titre III, chapitre 1<sup>er</sup> et III, notamment les articles 100 et 101.

Loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 sur le régime et la répartition des eaux et la lutte contre la pollution.

Décret n°59-96 du 7 janvier 1959 complété par le décret n°69-419 du 25 avril 1960.

Code de l'urbanisme, articles L.421-1, L.422-1, L.422-2, R.421-38-16 et R.422-8.

Circulaire S/AR/12 du 12 février 1974 concernant la communication aux DDE des servitudes relevant du ministre de l'agriculture.

Circulaire du 27 janvier 1976 relative aux cours d'eau mixtes (J.O du 26 février 1976). Circulaire n°78-95 du ministère des transports du 6 juillet 1978 relative aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et concernant les cours d'eau (report dans les POS).

Ministère de l'agriculture - direction de l'aménagement - service de l'hydraulique.

**II - PROCÉDURE D'INSTITUTION****A - PROCÉDURE**

Application des servitudes prévues par le code rural et les textes particuliers, aux riverains des cours d'eau non domaniaux dont la définition a été donnée par la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964.

Application aux riverains des cours d'eau mixtes, des dispositions relatives au curage, à l'élargissement et au redressement des cours d'eau (art. 37, alinéa 2, de la loi du 16 décembre 1964 ; circulaire du 27 janvier 1976 relative aux cours d'eau mixtes).

Procédure particulière en ce qui concerne la servitude de passage des engins mécaniques ; arrêté préfectoral déterminant après enquête la liste des cours d'eau ou sections de cours d'eau dont les riverains sont tenus de supporter la dite servitude (article 3 et 9 du décret du 25 avril 1960).

**B - INDEMNISATION**

Indemnisation prévue pour la servitude de flottage à bûches perdues si celle-ci a été établie par décret, déterminée à l'amiable et par le tribunal d'instance en cas de contestation (art.32 de la loi du 8 avril 1898).

Indemnité prévue en cas d'élargissement ou de modification du lit du cours d'eau, déterminée à l'amiable ou par le tribunal d'instance en cas de contestation (art. 101 du code rural).

Indemnité prévue pour la servitude de passage des engins mécaniques, déterminée à l'amiable ou par le tribunal d'instance en cas de contestation, si pour ce faire il y a obligation de supprimer des clôtures, arbres et arbustes existant avant l'établissement de la servitude (art.1<sup>er</sup> et 3 du décret du 7 janvier 1959).

## **C - PUBLICITÉ**

Publicité inhérente à l'enquête préalable à l'institution de la servitude de passage d'engins mécaniques.

Publicité par voie d'affichage en mairie.

Insertion dans un journal publié dans le département, de l'arrêté préfectoral prescrivant l'enquête.

## **III - EFFETS DE LA SERVITUDE**

### **A - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1° Prérrogatives exercées directement par la puissance publique.**

Possibilité pour l'administration de procéder à la suppression des nouvelles constructions, clôtures ou plantations édifiées contrairement aux règles instituées dans la zone de servitude de passage des engins de curage.

#### **2° Obligations de faire imposées au propriétaire**

Obligation pour les propriétaires de terrains situés dans la zone de passage des engins de curage, de procéder sur mise en demeure du préfet à la suppression des clôtures, arbres et arbustes existant antérieurement à l'institution de la servitude. En cas d'inexécution possibilité pour l'organisme ou la collectivité chargé de l'entretien du cours d'eau, d'y procéder d'office, aux frais des propriétaires (art.3 du décret du 7 janvier 1959).

Obligation pour lesdits propriétaires, d'adresser une demande d'autorisation à la préfecture, avant d'entreprendre tous travaux de construction nouvelle, toute élévation de clôture, toute plantation. Le silence de l'administration pendant 3 mois vaut accord tacite.

L'accord peut comporter des conditions particulières de réalisation (art. 10 du décret du 25 avril 1960).

### **B - LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

#### **1° Obligations passives**

Obligation pour les propriétaires riverains des cours d'eau de laisser passer sur leurs terrains, pendant la durée des travaux de curage, d'élargissement, de régularisation ou de redressement des dits cours d'eau, les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance ainsi que les entrepreneurs et ouvriers - ce droit doit s'exercer autant que possible en longeant la rive du cours d'eau (art.121 du code rural). Cette obligation s'applique également aux riverains des cours d'eau mixtes (§ IV-B. 1<sup>er</sup> de la circulaire du 27 janvier 1976 relative aux cours d'eau mixtes).

Obligation pour lesdits riverains de recevoir sur leurs terrains des dépôts provenant du curage (servitude consacrée par la jurisprudence).

Obligation pour lesdits riverains de réserver le libre passage pour les engins de curage et de faucardement, soit dans le lit des cours d'eau, soit sur leurs berges dans la limite qui peut être reportée à 4 mètres d'un obstacle situé près de la berge et qui s'oppose au passage des engins (décrets des 7 janvier 1959 et 25 avril 1960).

Obligation pour les riverains des cours d'eau où la pratique du transport de bois par flottage à bûches a été maintenue de supporter sur leurs terrains une servitude de marchepied dont l'assiette varie avec les textes qui l'ont établie (décret et règlements anciens).

## 2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour les propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux dont les terrains sont frappés de la servitude de passage des engins mécaniques, de procéder à des constructions et plantations, sous condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale et de respecter les prescriptions de ladite autorisation (art. 10 du décret du 25 avril 1960).

Si les travaux ou constructions envisagés nécessitent l'obtention d'un permis de construire, celui-ci tient lieu de l'autorisation visée ci-dessus. Dans ce cas, le permis de construire est délivré après consultation du service chargé de la police des cours d'eau et avec l'accord du préfet. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de l'instruction (art. R.421.38.16 du code de l'urbanisme).

Si les travaux sont exemptés de permis de construire, mais assujetti au régime de déclaration en application de l'article L.422.2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R.421.38.16 dudit code. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir donné un avis favorable (art. R.422.8 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour les propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux de procéder, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation préfectorale, à l'édification de barrages ou d'ouvrages destinés à l'établissement d'une prise d'eau, d'un moulin ou d'une usine (article 97 à 102 et 106 à 107 du code rural et article 644 du code civil et la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique). La demande de permis de construire doit être accompagnée de la justification du dépôt de la demande d'autorisation (article R.121.3.3. du code de l'urbanisme).

Ce droit peut être supprimé ou modifié sans indemnité de la part de l'État exerçant ses pouvoirs de police dans les conditions prévues par l'article 109 du code rural, aux riverains des cours d'eau mixtes dont le droit de l'eau n'a pas été transféré à l'État (circulaire du 27 janvier 1976 relative aux cours d'eau mixtes - § IV-B.2°).





# AS1

## CONSERVATION DES EAUX

### I - GÉNÉRALITÉS

Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Protection des eaux destinées à la consommation humaine (art. L.1321-2 et L. 1321-2-1 du code de la santé publique.

Circulaire du 10 décembre 1968 (affaires sociales), Journal Officiel du 22 décembre 1968.

Protection des eaux minérales (art. L. 1322-3 à L. 1322-10 du code de la santé publique)

Ministère de la santé et des solidarités (direction générale de la santé)

### II - PROCÉDURE D'INSTITUTION

#### A - PROCÉDURE

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Détermination des périmètres de protection du ou des points de prélèvement, par l'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eaux destinées à l'alimentation des collectivités humaines.

Détermination des périmètres de protection autour des points de prélèvements existants, ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à l'écoulement libre et des réservoirs enterrés, par actes déclaratifs d'utilité publique.

Les périmètres de protection comportent :

- le périmètre de protection immédiate
- le périmètre de protection rapprochée
- le cas échéant, le périmètre de protection éloigné<sup>1</sup>.

Ces périmètres sont déterminés au vu du rapport géologique établi par un hydrologue agréé en matière d'hygiène publique, en considération de la nature des terrains et de leur perméabilité, le cas échéant après consultation de la commission technique captages inter-services et avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques et le cas échéant du Haut Conseil de santé publique.

Protection des eaux minérales

Détermination d'un périmètre de protection autour des sources d'eaux minérales déclarées d'intérêt public, par décret en Conseil d'Etat. Ce périmètre peut être modifié dans la mesure où des circonstances nouvelles en font connaître la nécessité

#### B - INDEMNISATION

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Les indemnités qui peuvent être dues à la suite de mesures prises pour la protection des eaux destinées à la consommation humaine sont fixées à l'amiable ou selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (art. L.1321-3 du code de la santé publique).

Protection des eaux minérales

En cas de dommages résultant de la suspension, de l'interruption ou de la destruction de travaux à l'intérieur ou en dehors du périmètre de protection, ou de l'exécution de travaux par le propriétaire de la source, l'indemnité due par celui-ci est réglée à l'amiable ou suivant les formes prescrites par le chapitre III du titre Ier du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (art. L. 1322-10 à L. 1322-12 du code de la santé publique)

---

<sup>1</sup> Chacun de ces périmètres peut être constitué de plusieurs surfaces disjointes en fonction du contexte hydrogéologique.

## C - PUBLICITÉ

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Publicité de la déclaration d'utilité publique des travaux prélèvement d'eau.

Protection des eaux minérales

Publicité du décret en conseil d'Etat d'institution du périmètre de protection.

## III - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Acquisition en pleine propriété sauf dérogation des terrains situés dans le périmètre de protection immédiate des points de prélèvement d'eau, des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés (art. L. 1321-1 du code de la santé publique)<sup>2</sup>, et clôture du périmètre de protection immédiate sauf dérogation.

Possibilité pour la collectivité publique qui a acquis des terrains à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée, lors de l'instauration ou du renouvellement de baux ruraux, de prescrire au preneur, des modes d'utilisation du sol, afin de préserver la qualité de la ressource en eau.

Dans les périmètres de protection rapprochée, les communes ou établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-12 du code de l'urbanisme.

Protection des eaux minérales

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'ordonner la suspension provisoire des travaux souterrains, de sondages ou d'autres activités, dépôts ou installations entrepris en dehors du périmètre, qui, jugés de nature à altérer ou diminuer la source, nécessiteraient l'extension du périmètre (art. L.1322-6 du code de la santé publique).

Extension des dispositions mentionnées ci-dessus aux sources minérales déclarées d'intérêt public, auxquelles aucun périmètre n'a été assigné (art. L.1322-7 du code de la santé publique).

Possibilité pour le préfet, sur demande du propriétaire d'une source d'eau minérale déclarée d'intérêt public, d'interdire des travaux, activités, dépôts ou installations régulièrement entrepris, si leur résultat constaté est de diminuer ou d'altérer la source. Le propriétaire du terrain est préalablement entendu mais l'arrêté préfectoral est exécutoire par provision sauf recours au juge administratif (art. L.1322-5 du code de la santé publique).

Possibilité à l'intérieur du périmètre de protection, pour le propriétaire d'une source déclarée d'utilité publique, de procéder sur le terrain d'autrui, à l'exclusion des maisons d'habitations et ces cours attenantes, à tous les travaux nécessaires pour la conservation, la conduite et la distribution de cette source, lorsque les travaux ont été autorisés par arrêté préfectoral (art. L. L. 1322-8 du code de la santé publique),

L'occupation des terrains ne peut avoir lieu, qu'après qu'un arrêté préfectoral en a fixé la durée, le propriétaire du terrain ayant été préalablement entendu (art. L. 1322-10 du code de la santé publique).

#### 2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Protection des eaux destinées à la consommation humaine

Obligation pour le propriétaire d'un terrain situé dans un périmètre de protection rapprochée ou éloignée, des points de prélèvement d'eau, d'ouvrages d'adduction à écoulement libre ou des réservoirs enterrés, de satisfaire dans les délais donnés aux prescriptions fixées dans l'acte déclaratif d'utilité publique, en ce qui concerne les activités, dépôts et installations existants à la date de publication dudit acte (art. L.1321-1 du code de la santé publique).

---

<sup>2</sup> Dans le cas de terrains dépendant du domaine de l'Etat, il est passé une convention de gestion (art. L.51-1 du code du domaine public de l'Etat).

## **B. LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### **1° Obligations passives**

#### **Protection des eaux destinées à la consommation humaine.**

Article R. 1321-13

À l'intérieur du périmètre de protection immédiate, interdiction de tous travaux, installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols en dehors de ceux explicitement autorisés par l'acte déclaratif d'utilité publique

À l'intérieur du périmètre de protection rapprochée, interdiction ou réglementation par l'acte d'utilité publique des travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols et tous faits susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine.

À l'intérieur du périmètre de protection éloignée, réglementation possible par l'acte déclaratif d'utilité publique de tous faits, travaux, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols mentionnés ci-dessus.

#### **Protection des eaux minérales**

Interdiction à l'intérieur du périmètre de protection de procéder à aucun travail souterrain ni sondage sans autorisation préfectorale (art. L.1322-4 du code de la santé publique).

### **2° Droits résiduels du propriétaire**

#### **Protection des eaux minérales**

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection de procéder à des fouilles, tranchées pour extraction de matériaux ou tout autre objet, fondations de maisons, caves ou autres travaux à ciel ouvert, sous condition, si le décret l'impose à titre exceptionnel, d'en faire déclaration au préfet un mois à l'avance (art. L.1322-4 du code de la santé publique) et d'arrêter les travaux sur décision préfectorale si leur résultat constaté est d'altérer ou de diminuer la source (art. L.1322-5 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés hors périmètre de protection, de reprendre les travaux interrompus sur décision préfectorale, s'il n'a pas été statué dans le délai de six mois sur l'extension du périmètre (art. L. 1322-6 du code de la santé publique).

Droit pour le propriétaire de terrains situés dans le périmètre de protection et sur lequel le propriétaire de la source a effectué des travaux, d'exiger de ce dernier l'acquisition dudit terrain s'il n'est plus propre à l'usage auquel il était employé ou s'il a été privé de la jouissance de ce terrain au-delà d'une année (art. L. 1322-10 du code de la santé publique).





# **EL7**

## **ALIGNEMENT**

### **I - GENERALITES**

#### **Servitudes d'alignement.**

Code de la voirie routière : articles L. 112-1 à L. 112-7, R. 112-1 et R. 141-1.

Circulaire n° 79-99 du 16 octobre 1979 (B.O.M.E.T. 79/47) relative à l'occupation du domaine public routier national (réglementation), modifiée et complétée par la circulaire du 19 juin 1980.

Code de l'urbanisme, article R. 123-32-1.

Circulaire n° 78-14 du 17 janvier 1978 relative aux emplacements réservés par les plans d'occupation des sols (chapitre 1<sup>er</sup>, Généralités, § 1.2.1  $\leq 4^e$ ).

Circulaire n° 80-7 du 8 janvier 1980 du ministre de l'intérieur.

Ministère de l'intérieur (direction générale des collectivités locales).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction des routes).

### **II - PROCEDURE D'INSTITUTION**

Les plans d'alignement fixent la limite de séparation des voies publiques et des propriétés privées, portent attribution immédiate, dès leur publication, du sol des propriétés non bâties à la voie publique et frappent de servitude de reculement et d'interdiction de travaux confortatifs les propriétés bâties ou closes de murs (immeubles en saillie).

#### **A - PROCEDURE**

##### **1° Routes nationales**

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes nationales.

Approbation après enquête publique préalable par arrêté motivé du préfet lorsque les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête sont favorables, dans le cas contraire par décret en Conseil d'Etat (art. L. 123-6 du code de la voirie routière).

L'enquête préalable est effectuée dans les formes prévues aux articles R. 11-19 à R. 11-27 du code de l'expropriation. Le projet soumis à enquête comporte un extrait cadastral et un document d'arpentage.

Pour le plan d'alignement à l'intérieur des agglomérations, l'avis du conseil municipal doit être demandé à peine de nullité (art. L123-7 du code de la voirie routière et art. L 121.28 [1°] du code des communes).

##### **2° Routes départementales**

L'établissement d'un plan d'alignement n'est pas obligatoire pour les routes départementales.

Approbation par délibération du conseil général après enquête publique préalable effectuée dans les formes aux articles R. 11-1 et suivants du code de l'expropriation ;

L'avis du conseil municipal est requis pour les Voies de traverses (art. 1. 131-6 du code de la voirie routière et art. L. 121-28  $\leq 1^e$  du code des communes).

##### **3° Voies communales**

Les communes ne sont plus tenues d'établir des plans d'alignement (loi du 22 juin 1989 publiant le code de la voirie routière).

*Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008*

Adoption du plan d'alignement par délibération du conseil municipal après enquête préalable effectuée dans les formes fixées par les articles R. 141-4 et suivants du code de la voirie routière.

La délibération doit être motivée lorsqu'elle passe outre aux observations présentées ou aux conclusions défavorables du commissaire enquêteur.

Le dossier soumis à enquête comprend : un projet comportant l'indication des limites existantes de la voie communale, les limites des parcelles riveraines, les bâtiments existants, le tracé et la définition des alignements projetés ; s'il y a lieu, une liste des propriétaires des parcelles comprises en tout ou en partie, à l'intérieur des alignements projetés.

L'enquête publique est obligatoire. Ainsi la largeur d'une voie ne peut être fixée par une simple délibération du conseil municipal (Conseil d'Etat, 24 janvier 1973, demoiselle Favre et dame Boineau : rec., p. 63 4 mars 1977, veuve Péron).

Si le plan d'alignement (voies nationales, départementales ou communales) a pour effet de frapper d'une servitude de reculement un immeuble qui est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou compris dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit, ou encore protégé soit au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, soit au titre d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain, il ne peut être adopté qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de 15 jours (art. 3 du décret n°77-738 du 7 juillet 1977 relatif au permis de démolir).

La procédure de l'alignement est inapplicable pour l'ouverture des voies nouvelles<sup>3</sup>. Il en est de même si l'alignement a pour conséquence de porter une atteinte grave à la propriété riveraine (Conseil d'Etat, 24 juillet 1987, commune de Sannat : rec. T., p. 1030), ou encore de rendre impossible ou malaisée l'utilisation de l'immeuble en raison notamment de son bouleversement intérieure (Conseil d'Etat, 9 décembre 1987, commune d'Aumerval : D.A. 1988, n°83).

#### **4° Alignement et plan d'occupation des sols**

Le plan d'alignement et le plan d'occupation des sols sont deux documents totalement différents, dans leur nature comme dans leurs effets :

- le POS ne peut en aucun cas modifier, par ses dispositions, le plan d'alignement qui ne peut être modifié que par la procédure qui lui est propre ;
- les alignements fixés par le P.O.S. n'ont aucun des effets du plan d'alignement, notamment en ce qui concerne l'attribution du domaine public du sol des propriétés concernées (voir le paragraphe « effets de la servitude »).

En revanche, dès lors qu'il existe un P.O.S opposable aux tiers, les dispositions du plan d'alignement, comme pour toute servitude, ne sont elles-mêmes opposables aux tiers que si elles ont été reportées au P.O.S. dans l'annexe « Servitudes ». Dans le cas contraire, le plan d'alignement est inopposable (et non pas caduc), et peut être modifié par la commune selon la procédure qui lui est propre.

C'est le sens de l'article R. 123-32-1 du code de l'urbanisme, aux termes duquel « nonobstant les dispositions réglementaires relatives à l'alignement, les alignements nouveaux des voies et places résultant d'un plan d'occupation des sols rendu public ou approuvé, se substituent aux alignements résultant des plans généraux d'alignement applicables sur le même territoire ».

Les alignements nouveaux résultant des plans d'occupation des sols peuvent être :

- soit ceux existant dans le plan d'alignement mais qui ne sont pas reportés tels quels au P.O.S. parce qu'on souhaite leur donner une plus grande portée, ce qu'interdit le champ d'application limité du plan d'alignement ;
- soit ceux qui résultent uniquement des P.O.S. sans avoir préalablement été portés au plan d'alignement, comme les tracés des voies nouvelles, dont les caractéristiques et la localisation sont déterminées avec une précision suffisante ; ils sont alors inscrits en emplacements réservés. Il en est de même pour les élargissements des voies existantes (art. L.123-1 du code de l'urbanisme).

## **B - INDEMNISATION**

L'établissement de ces servitudes ouvre aux propriétaires, à la date de la publication du plan approuvé, un droit à indemnité fixée à l'amiable, et représentative de la valeur du sol non bâti.

A défaut d'accord amiable, cette indemnité est fixée comme en matière d'expropriation (art. L. 112-2 du code de la voirie routière).

Le sol des parcelles qui cessent d'être bâties, pour quelque cause que ce soit, est attribué immédiatement à la voie avec indemnité réglée à l'amiable ou à défaut, comme en matière d'expropriation.

<sup>3</sup> *L'alignement important de la voie est assimilé à l'ouverture d'une voie nouvelle (Conseil d'Etat, 15 février 1956, Montarnal : rec. T., p. 780).*

## C - PUBLICITE

Publication dans les formes habituelles des actes administratifs.

Dépôt du plan d'alignement dans les mairies intéressées où il est tenu à la disposition du public.

Publication en mairie de l'avis de dépôt du plan.

Le défaut de publication enlève tout effet au plan général d'alignement <sup>4</sup>.

## III - EFFETS DE LA SERVITUDE

### A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

#### 1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique.

Possibilité pour l'autorité chargée de la construction de la voie, lorsqu'une construction nouvelle est édifiée en bordure du domaine public routier, de visiter à tout moment le chantier, de procéder aux vérifications qu'elle juge utiles, et de se faire communiquer les documents techniques se rapportant à la réalisation des bâtiments pour assurer que l'alignement a été respecté. Ce droit de visite et de communication peut être exercé durant deux ans après achèvement des travaux (art. L. 112-7 du code de la voirie routière et L. 460-1 du code de l'urbanisme).

Possibilité pour l'administration, dans le cas de travaux confortatifs non autorisés, de poursuivre l'infraction en vue d'obtenir du tribunal administratif, suivant les circonstances de l'affaire, l'arrêt immédiat des travaux ou l'enlèvement des ouvrages réalisés.

#### 2° Obligations de faire imposées aux propriétaires

Néant.

### B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

#### 1° Obligations passives

La décision de l'autorité compétente approuvant le plan d'alignement est attributive de propriété uniquement en ce qui concerne les terrains privés non bâtis, ni clos de murs. S'agissant des terrains bâtis ou clos par des murs, les propriétaires sont soumis à des obligations de ne pas faire

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur la partie frappée d'alignement, à l'édification de toute construction nouvelle, qu'il s'agisse de bâtiments neufs remplaçant des constructions existantes, de bâtiments complémentaires ou d'une surélévation (servitude non aedificandi).

Interdiction pour le propriétaire d'un terrain bâti de procéder, sur le bâtiment frappé d'alignement, à des travaux confortatifs tels que renforcement des murs, établissement de dispositifs de soutien, substitution d'aménagement neufs à des dispositifs vétustes, application d'enduits destinés à maintenir les murs en parfait état, etc. (servitude non confortandi).

#### 2° Droits résiduels du propriétaire

Possibilité pour le propriétaire riverain d'une voie publique dont la propriété est frappée d'alignement, de procéder à des travaux d'entretien courant, mais obligation avant d'effectuer tous travaux de demander l'autorisation à l'administration. Cette autorisation valable un an pour tous les travaux énumérés, est délivrée sous forme d'arrêté préfectoral pour les routes nationales et départementales, et d'arrêté du maire pour les voies communales.

Le silence de l'administration ne saurait valoir accord tacite.

---

<sup>4</sup> Les plans définitivement adoptés après accomplissement des formalités, n'ont un caractère obligatoire qu'après publication, dans les formes habituelles de publication des actes administratifs (Conseil d'Etat, 2 juin 1976, époux Charpentier, req. n°97950). Une modification individuelle n'est pas nécessaire (Conseil d'Etat, 3 avril 1903, Bontemps : rec., p. 295).



**I4****ELECTRICITE****I - GÉNÉRALITÉS**

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres.

Loi du 15 juin 1906, article 12, modifiée par les lois du 19 juillet 1922, du 13 juillet 1925 (art. 298) et du 4 juillet 1935, les décrets des 27 décembre 1925, 17 juin et 12 novembre 1938 et le décret n° 67-885 du 6 octobre 1967.

Article 35 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz.

Ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 (art. 60) relative à l'expropriation portant modification de l'article 35 de la loi du 8 avril 1946.

Décret n° 67-886 du 6 octobre 1967 sur les conventions amiables portant reconnaissance des servitudes de l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 et confiant au juge de l'expropriation la détermination des indemnités dues pour imposition des servitudes.

Décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret n° 70-492 du 11 juin 1970 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 35 modifié de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 qui ne nécessitent que l'établissement de servitudes ainsi que les conditions d'établissement desdites servitudes.

Circulaire n° 70-13 du 24 juin 1970 (mise en application des dispositions du décret du 11 juin 1970) complétée par la circulaire n° LR-J/A-033879 du 13 novembre 1985 (nouvelles dispositions découlant de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 sur la démocratisation des enquêtes publiques et du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour application).

Ministère de l'industrie et de l'aménagement du territoire (direction générale de l'industrie et des matières premières, direction du gaz, de l'électricité et du charbon).

**II - PROCÉDURE D'INSTITUTION****A - PROCÉDURE**

Les servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres bénéficient :

- aux travaux déclarés d'utilité publique (art. 35 de la loi du 8 avril 1946) ;
- aux lignes placées sous le régime de la concession ou de la régie réalisée avec le concours financier de l'État, des départements, des communes ou syndicats de communes (art. 298 de la loi du 13 juillet 1925) et non déclarées d'utilité publique.

La déclaration d'utilité publique des ouvrages d'électricité en vue de l'exercice des servitudes est obtenue conformément aux dispositions des chapitres I<sup>er</sup> et II du décret du 11 juin 1970 modifié par le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985.

La déclaration d'utilité publique est prononcée :

- soit par arrêté préfectoral ou arrêté conjoint des préfets des départements intéressés et en cas de désaccord par arrêté du ministre chargé de l'électricité, en ce qui concerne les ouvrages de distribution publique d'électricité et de gaz et des ouvrages du réseau d'alimentation générale en énergie électrique ou de distribution aux services publics d'électricité de tension inférieure à 225 kV (art. 4 alinéa 2, du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985) ;
- soit par arrêté du ministre chargé de l'électricité ou arrêté conjoint du ministre chargé de l'électricité et du ministre chargé de l'urbanisme s'il est fait application des articles L. 123-8 et R. 123-35-3 du code de l'urbanisme, en ce qui concerne les mêmes ouvrages visés ci-dessus, mais d'une tension supérieure ou égale à 225 KV (art. 7 du décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985).

La procédure d'établissement des servitudes est définie par le décret du 11 juin 1970 en son titre II (le décret n° 85-1109 du 15 octobre 1985 modifiant le décret du 11 juin 1979 n'a pas modifié la procédure d'institution desdites servitudes). La circulaire du 24 juin 1970 reste applicable.



A défaut d'accord amiable, le distributeur adresse au préfet par l'intermédiaire de l'ingénieur en chef du contrôle, une requête pour l'application des servitudes, accompagnée d'un plan et d'un état parcellaire indiquant les propriétés qui doivent être atteintes par les servitudes. Le préfet prescrit alors une enquête publique dont le dossier est transmis aux maires des communes intéressées et notifié au demandeur. Les maires concernés donnent avis de l'ouverture d'enquête et notifient aux propriétaires concernés les travaux projetés.

Le demandeur, après avoir eu connaissance des observations présentées au cours de l'enquête, arrête définitivement son projet, lequel est transmis avec l'ensemble du dossier au préfet, qui institue par arrêté les servitudes que le demandeur est autorisé à exercer après l'accomplissement des formalités de publicité mentionnées à l'article 18 du décret du 11 juin 1979 et visées ci-dessous en C.

Par ailleurs, une convention peut être passée entre le concessionnaire et le propriétaire ayant pour objet la reconnaissance desdites servitudes. Cette convention remplace les formalités mentionnées ci-dessus et produit les mêmes effets que l'arrêté préfectoral (art. 1<sup>er</sup> du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967) <sup>5</sup>.

## **B - INDEMNISATION**

Les indemnisations dues à raison des servitudes sont prévues par la loi du 15 juin 1906 en son article 12. Elles sont dues en réparation du préjudice résultant directement de l'exercice des servitudes <sup>6</sup>.

Elles sont dues par le maître d'ouvrage. La détermination du montant de l'indemnité, à défaut d'accord amiable, est fixée par le juge de l'expropriation (art. 20 du décret du 11 juin 1970). Les dommages survenus à l'occasion des travaux doivent être réparés comme dommages de travaux publics <sup>7</sup>.

Dans le domaine agricole, l'indemnisation des exploitants agricoles et des propriétaires est calculée en fonction des conventions passées, en date du 21 octobre 1987, entre Électricité de France et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (A.P.C.A.) et rendues applicables par les commissions régionales instituées à cet effet. Pour les dommages instantanés liés aux travaux, l'indemnisation est calculée en fonction d'un accord passé le 21 octobre 1981 entre l'A.P.C.A., E.D.F. et le syndicat des entrepreneurs de réseaux, de centrales et d'équipement industriels électriques (S.E.R.C.E.).

## **C - PUBLICITÉ**

Affichage en mairie de chacune des communes intéressées, de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification au demandeur de l'arrêté instituant les servitudes.

Notification dudit arrêté, par les maires intéressés ou par le demandeur, à chaque propriétaire et exploitant pourvu d'un titre régulier d'occupation et concerné par les servitudes.

## **III - EFFETS DE LA SERVITUDE**

### **A - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique**

Droit pour le bénéficiaire d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, sur les toits et terrasses des bâtiments, à condition qu'on puisse y accéder par l'extérieur, dans les conditions de sécurité prescrites par les règlements administratifs (servitude d'ancrage).

Droit pour le bénéficiaire, de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés, sous les mêmes conditions que ci-dessus, peu importe que les propriétés soient ou non closes ou bâties (servitude de surplomb).

Droit pour le bénéficiaire, d'établir à demeure des canalisations souterraines ou des supports pour les conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes (servitude d'implantation).

<sup>5</sup> L'institution des servitudes qui implique une enquête publique, n'est nécessaire qu'à défaut d'accord amiable. L'arrêté préfectoral est vicié si un tel accord n'a pas été recherché au préalable par le maître d'ouvrage (Conseil d'État, 18 novembre 1977, ministre de l'industrie contre consorts Lannio) ; sauf si l'intéressé a manifesté, dès avant l'ouverture de la procédure, son hostilité au projet (Conseil d'État, 20 janvier 1985, Tredan et autres).

<sup>6</sup> Aucune indemnité n'est due, par exemple, pour préjudice esthétique ou pour diminution de la valeur du terrain à bâtir. En effet, l'implantation des supports des lignes électriques et le survol des propriétés sont par principe précaires et ne portent pas atteinte au droit de propriété, notamment aux droits de bâtir et de se clore (Cass. civ. III, 17 juillet 1872 : Bull. civ. III, n° 464 ; Cass. civ. III, 16 janvier 1979).

<sup>7</sup> Ce principe est posé en termes clairs par le Conseil d'État dans un arrêt du 7 novembre 1986 - E.D.F. c. Aujoulat (req. n° 50436, D.A. n° 60).

Lorsqu'il y a application du décret du 27 décembre 1925, les supports sont placés autant que possible sur les limites des propriétés ou des clôtures.

Droit pour le bénéficiaire, de couper les arbres et les branches qui se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages (décret du 12 novembre 1938).

## **2° Obligations de faire imposées au propriétaires**

Néant.

## **B - LIMITATIONS D'UTILISER LE SOL**

### **1° Obligations passives**

Obligation pour les propriétaires de réserver le libre passage et l'accès aux agents de l'entreprise exploitante pour la pose, l'entretien et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'en cas de nécessité et à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, dans toute la mesure du possible.

### **2° Droits résiduels des propriétaires**

Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou terrasses ou de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent le droit de se clore ou de bâtir, ils doivent toutefois un mois avant d'entreprendre l'un de ces travaux, prévenir par lettre recommandée l'entreprise exploitante.



# PM1

## RISQUES NATURELS

### I - GENERALITES

Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles institués en vue, d'une part, de localiser, caractériser et prévoir les effets des risques naturels existants dans le souci notamment d'informer et de sensibiliser le public et, d'autre part, de définir les mesures et techniques de prévention nécessaires.

Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles (art. 5-1).

Décret n° 84-328 du 3 mai 1984 relatif à l'élaboration des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles.

Loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs.

Lettre-circulaire du 20 novembre 1984 relative aux conditions d'application du décret du 3 mai 1984.

Ministère chargé de l'environnement et de la prévention des risques technologiques et naturels majeurs (direction de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques, délégation aux risques majeurs).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

### II - PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A - PROCEDURE

La procédure de création et de révision des plans d'exposition aux risques (P.E.R.) est prévue par le décret du 3 mai 1984 (art. 1er).

##### 1° Initiative

L'établissement et la révision des P.E.R. sont prescrits par arrêté du Préfet du Département. Lorsque le périmètre mis à l'étude s'étend sur plusieurs départements, l'arrêté est pris conjointement par les préfets de ces départements.

Les communes dont le territoire est inclus dans le périmètre sont saisies pour avis du projet d'arrêté. Passé le délai de deux mois, leur avis est réputé favorable.

Si un territoire homogène au point de vue des risques s'étend sur plusieurs communes, il est préférable, pour des questions de procédure, de prescrire un P.E.R. pour chacune des communes plutôt qu'un P.E.R. multicommunal. Dans ce cas, les études techniques devront être menées conjointement afin d'assurer "l'égalité de traitement".

Le Préfet du Département désigne le service extérieur de l'Etat chargé d'élaborer le projet de P.E.R.

##### 2° Contenu du dossier

Le dossier de P.E.R. comprend un rapport de présentation qui tient lieu d'exposé des motifs pour l'institution de la servitude d'utilité publique que constitue le P.E.R., il énonce les caractéristiques des risques naturels prévisibles étudiés et en précise la localisation sur le territoire communal. Le rapport de présentation doit, en outre, justifier les sectorisations des documents graphiques et les prescriptions du règlement, compte tenu de l'importance des risques et des occupations et utilisations du sol.

Le dossier comprend aussi des documents graphiques qui doivent faire apparaître les différentes zones et sous-zones à l'intérieur desquelles s'appliquent les dispositions réglementaires des P.E.R. L'article 5 du décret du 3 mai 1984 distingue trois catégories de zones en raison de l'importance du risque et de la vulnérabilité des biens existants et futurs :

- zone rouge, ou zone très exposée pour laquelle la probabilité d'occurrence du risque et la forte intensité de ses effets prévisibles sont telles qu'il n'existe pas de mesure de prévention économiques opportune autre que l'inconstructibilité ;

- zone bleue, ou zone moyennement exposée pour laquelle la probabilité d'occurrence du risque et l'intensité de ses effets prévisibles, moins importants, permettent d'y autoriser certaines occupations et utilisations du sol sous condition de respecter certaines prescriptions. La zone bleue est donc définie de telle sorte que le risque et ses conséquences y soient acceptables moyennant le respect de ces prescriptions ;
- zone blanche, ou zone réputée exposée, pour laquelle l'occurrence du risque et l'intensité de ses effets prévisibles y sont négligeables.

Le dossier comprend enfin un règlement qui détermine les occupations ou utilisations du sol qui sont interdites dans chacune des zones rouge et bleue. De même c'est pour la zone bleue qu'il détermine les mesures de nature à prévenir les risques, à en réduire les conséquences ou à les rendre supportables à l'égard des biens et des activités (art. 6 du décret n°84-328 du 3 mai 1984).

### **3° Consultation des communes**

Il y a consultation de la (ou des) commune(s) avant la prescription du plan d'exposition aux risques (P.E.R.) par arrêté préfectoral.

Les communes dont le territoire est concerné par le périmètre mis à l'étude sont à nouveau consultées pour avis sur le projet d'arrêté. L'avis des conseils municipaux doit intervenir dans un délai de deux mois au terme duquel cet avis est réputé favorable. Le dossier soumis à avis comprend : le projet d'arrêté, le plan délimitant le périmètre de l'étude, un rapport sommaire justificatif.

Le Préfet du Département statue sur les avis donnés et le projet est arrêté par lui ou conjointement par les préfets si plusieurs départements sont concernés, éventuellement amendé pour tenir compte des avis.

### **4° Enquête publique**

Le Préfet du Département prescrit par arrêté l'enquête publique du P.E.R. Cette enquête se déroule dans les formes prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (il s'agit de l'enquête publique de droit commun de l'article R.11-4 du code de l'expropriation). Il appartient au Préfet de désigner le commissaire enquêteur ou les membres de la commission d'enquête dont la rémunération sera imputée sur les crédits ouverts pour l'élaboration des P.E.R.

Par un souci d'efficacité, le P.E.R. peut être rendu public et soumis à enquête publique par le même arrêté ; en outre, lorsqu'un document d'urbanisme ou une opération, concerné par le projet de P.E.R., doit être soumis à enquête publique, il conviendra de favoriser la simultanéité de ces deux enquêtes.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de plan accompagné des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête est soumis pour avis aux conseils municipaux concernés. Leur avis doit intervenir dans un délai de deux mois au terme duquel il est réputé favorable.

### **5° L'approbation**

Le plan d'exposition aux risques naturels prévisibles, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique et des avis des conseils municipaux, est approuvé par arrêté du ou des préfets de département.

En cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ou encore d'un conseil municipal, le plan est approuvé par décret en Conseil d'Etat après avis du délégué aux risques majeurs.

## **B - INDEMNISATION**

Aucune indemnité n'est prévue compte tenu de la portée de cette servitude, celle-ci permettant en effet de faire bénéficier des garanties ouvertes en matière d'assurance par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des propriétaires victimes des catastrophes naturelles.

Cependant, l'exécution des mesures prévues par les P.E.R. concernant les constructions et installations existantes antérieurement à la publication de l'acte approuvé le plan, ne peuvent entraîner un coût supérieur à 10 p. 100 de la valeur vénale des biens concernés. Dans le cas où la totalité des mesures entraînerait un coût supérieur à cette valeur, il y a lieu d'étudier l'efficacité des mesures partielles et éventuellement de prescrire que celles-ci ne constituent pas une obligation, pour pouvoir continuer à bénéficier des garanties en cas de survenance d'une catastrophe naturelle.

## **C - PUBLICITE**

Publication de l'arrêté préfectoral de prescription du plan d'exposition aux risques naturels prévisibles au recueil des actes administratifs du (ou des) département(s).

Publication du projet de plan d'exposition aux risques naturels prévisibles au recueil des actes administratifs du (ou des) département(s). Les textes ne prévoient pas d'autres mesures de publication du P.E.R. rendu public ; néanmoins, il est souhaitable, d'une part de publier des avis dans la presse régionale ou locale afin d'assurer une publicité très large de l'opération et, d'autre part, que les services instructeurs se mettent à la disposition du public pour lui fournir toutes les explications nécessaires.

L'acte approuvant le P.E.R. fait l'objet :

d'une mention au Journal officiel de la République française s'il s'agit d'un décret en Conseil d'Etat ;

d'une mention au recueil des actes administratifs des départements concernés, s'il s'agit d'un arrêt du Préfet du Département ou d'un arrêt conjoint.

Ces arrêtés font l'objet d'une mention en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés.

Une copie de l'acte d'approbation est affichée en mairie.

Pour l'application de l'article 5-1 de la loi du 13 juillet 1982, la publication du plan est réputée faite le trentième jour pour l'affichage en mairie de l'acte d'approbation.

Le P.E.R. est opposable aux tiers dès l'exécution de la dernière mesure de publicité de l'acte l'ayant approuvé.

Le plan approuvé et l'ensemble des documents de la procédure relatifs à chaque commune sont tenus à la disposition du public en préfecture et en mairie (mention de ces mesures de publicité et des lieux où les documents peuvent être consultés est faite avec l'affichage de l'acte d'approbation en mairie (art. 9 du décret).

## **III - EFFETS DE LA SERVITUDE**

La servitude d'utilité publique constituée par le P.E.R. est opposable à toute personne publique ou privée.

### **A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1° Prerogatives exercées directement par la puissance publique**

Néant.

#### **2° Obligations de faire imposées au propriétaire**

Il n'existe pas d'obligations de faire stricto sensu, mais des incitations à faire qui conditionnent la possibilité de bénéficier de la garantie ouverte par la loi du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des propriétaires victimes de catastrophes naturelles. Ainsi, le règlement du P.E.R. peut assujettir les particuliers à la réalisation de travaux ou ouvrages destinés à diminuer les risques.

En outre, des mesures de prévention peuvent être imposées aux biens existants antérieurement à la publication du P.E.R. (délai de 5 ans pour s'y conformer) mais elles ne peuvent imposer des travaux dont le coût excède 10 % de la valeur vénale des biens concernés (art. 6 du décret).

Cependant, dans le cas où la totalité des mesures entraînerait un coût supérieur à cette valeur, il y a lieu d'étudier l'efficacité des mesures partielles et éventuellement de prescrire que celles-ci ne constituent plus une obligation pour pouvoir continuer à bénéficier des garanties, en cas de survenance d'une catastrophe naturelle.

### **B - LIMITATION AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

#### **1° Obligations passives**

Réglementation de toute occupation ou utilisation physique du sol, quelle que soit la nature des bâtiments, des installations ou des travaux, autres que les biens de l'Etat, qu'ils soient exposés directement à un risque ou susceptibles



de l'aggraver, soumis ou non à un régime d'autorisation ou de déclaration en application de législations extérieures à la loi du 13 juillet 1982, assurés ou non, permanents ou non.

Interdiction ou réglementation pour chacune des zones "rouge" et "bleue" des diverses occupations et utilisations du sol, en raison de leur degré d'exposition aux risques ou du caractère aggravant qu'elles constituent.

Le règlement du P.E.R. précise les diverses catégories entrant dans le champ d'application et parmi celles-ci notamment : les bâtiments de toute nature, les terrains de camping et de caravanage, les murs et clôtures, les équipements de télécommunication et de transport d'énergie, les plantations, les dépôts de matériaux, les exhaussements et affouillements, les aires de stationnement, les démolitions de toute nature, les méthodes culturales, ...

Interdiction de droit, en zone "rouge", de construire tout bâtiment soumis ou non à permis de construire, cette zone étant inconstructible en application de l'article 5 de la loi du 13 juillet 1982.

Application du code forestier pour les coupes et abattages d'arbres et défrichements dans la mesure où cette réglementation est adaptée à la prévention des risques naturels.

Le respect des dispositions des P.E.R. conditionne la possibilité de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par l'intensité anormale d'un agent naturel, conformément à l'article 1er de la loi du 13 juillet 1982.

## **2° Droits résiduels du propriétaire**

Possibilité d'entreprendre les travaux d'entretien et de gestion normaux des bâtiments implantés antérieurement ou encore les travaux susceptibles de réduire les conséquences du risque, ainsi que les occupations et utilisations du sol compatibles avec l'existence du risque notamment industriel correspondant à l'exercice d'une activité saisonnière.

Cette possibilité concerne évidemment les biens et activités implantés en zone "rouge".

# PT1

## TELECOMMUNICATIONS

### I - GENERALITES

Servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques.

Code des postes et des communications électroniques, articles L. 57 à 62 inclus et R. 27 à 39.

Premier ministre (comité de coordination des télécommunications et télédiffusion).

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie (direction de la production, service du trafic, de l'équipement et de la planification).

Ministère de la défense.

Ministère de l'intérieur.

Ministère de l'équipement (direction générale de l'aviation civile [services des bases aériennes], direction de la météorologie nationale, direction générale de la marine marchande, direction des ports et de la navigation maritimes, services des phares et balises).

### II - PROCEDURE D'INSTITUTION

#### A - PROCEDURE

Servitudes instituées par un décret particulier à chaque centre, soumis au contreseing du ministre dont les services exploitent le centre et du ministre de l'industrie. Ce décret auquel est joint le plan des servitudes intervient, après consultation des administrations concernées, enquête publique dans les communes intéressées et transmission de l'ensemble du dossier d'enquête à l'agence nationale des fréquences. En cas d'avis défavorable de ce comité, il est statué par décret en Conseil d'État (art. R.31 du code des postes et des communications électroniques).

Le plan des servitudes détermine autour des centres de réception classés en trois catégories par arrêté du ministre dont le département exploite le centre (art. R.27 du code des postes et des communications électroniques) et dont les limites sont fixées conformément à l'article R.29 du code des postes et des communications électroniques les différentes zones de protection radioélectrique.

Les servitudes instituées par décret sont modifiées selon la procédure déterminée ci-dessus lorsque la modification projetée entraîne un changement d'assiette de la servitude ou son aggravation. Elles sont réduites ou supprimées par décret sans qu'il y ait lieu de procéder à l'enquête (art. R. 31 du code des postes et des communications électroniques).

#### **Zone de protection**

Autour des centres de réception de troisième catégorie, s'étendant sur une distance maximale de 200 mètres des limites du centre de réception au périmètre de la zone.

Autour des centres de réception de deuxième catégorie s'étendant sur une distance maximale de 1 500 mètres des limites du centre de réception au périmètre de la zone.

Autour des centres de réception de première catégorie s'étendant sur une distance maximale de 3 000 mètres des limites du centre de réception au périmètre de la zone.

#### **Zone de garde radioélectrique**

Instituée à l'intérieur des zones de protection des centres de deuxième et première catégorie s'étendant sur une distance de 5 000 mètres de 1 000 mètres des limites du centre de réception au périmètre de la zone (art. R. 28 et R. 29 du code des postes et des communications électroniques), où les servitudes sont plus lourdes que dans les zones de protection.

## **B. - INDEMNISATION**

Possible, si l'établissement des servitudes cause aux propriétés et aux ouvrages un dommage direct, matériel et actuel (art. L 62 du code des postes et des communications électroniques). La demande d'indemnité doit être faite dans le délai d'un an du jour de la notification des mesures imposées. A défaut d'accord amiable, les contestations relatives à cette indemnité sont de la compétence du tribunal administratif (art. L. 59 du code des postes et des communications électroniques).

Les frais motivés par la modification des installations préexistantes incombent à l'administration dans la mesure où elles excèdent la mise en conformité avec la législation en vigueur, notamment en matière de troubles parasites industriels (art. R. 32 du code des postes et des communications électroniques).

## **C. - PUBLICITE**

Publication des décrets au Journal Officiel de la République française.

Publication au fichier du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie qui alimente le fichier mis à la disposition des préfets, des directeurs départementaux de l'équipement, des directeurs interdépartementaux de l'industrie.

Notification par les maires aux intéressés des mesures qui leur sont imposées.

## **III - EFFETS DE LA SERVITUDE**

### **A - PREROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE**

#### **1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique**

Au cours de l'enquête

Possibilité pour l'administration, en cas de refus des propriétaires, de procéder d'office et à ses frais aux investigations nécessaires à l'enquête (art. L. 58 du code des postes et des communications électroniques).

#### **2° Obligations de faire imposées au propriétaire**

Au cours de l'enquête publique

Les propriétaires et usagers sont tenus, à la demande des agents enquêteurs, de faire fonctionner les installations et appareils que ceux-ci considèrent comme susceptibles de produire des troubles (art. 58 du code des postes et des communications électroniques).

Les propriétaires sont tenus, dans les communes désignées par arrêté du préfet, de laisser pénétrer les agents de l'administration chargée de la préparation du dossier d'enquête dans les propriétés non closes de murs ou de clôtures équivalentes et dans les propriétés closes et les bâtiments, à condition qu'ils aient été expressément mentionnés à l'arrêté préfectoral (art. R. 31 du code des postes et des communications électroniques).

Dans les zones de protection et même hors de ces zones

Obligation pour les propriétaires et usagers d'une installation électrique produisant ou propageant des perturbations gênant l'exploitation d'un centre de réception de se conformer aux dispositions qui leur seront imposées par l'administration pour faire cesser le trouble (investigation des installations, modification et maintien en bon état des dites installations) (art. L. 61 du code des postes et des communications électroniques).

## **B - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL**

### **1° Obligations passives**

Dans les zones de protection et de garde

Interdiction aux propriétaires ou usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations en plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour ces appareils un degré de gravité

supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre (art. R.30 du code des postes et des communications électroniques).

Dans les zones de garde

Interdiction de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre ou d'apporter des modifications à ce matériel, sans l'autorisation du ministre dont les services exploitent le centre ou exercent la tutelle sur lui. (art. R.30 du code des postes et des communications électroniques).





**PROTECTION DES CAPTAGES DESTINÉS À LA  
PRODUCTION D'EAU POTABLE**

**COULONGE SUR CHARENTE (17)  
Prise d'eau dans le fleuve Charente**

*Arrêté préfectoral du 31 décembre 1976.*

*La procédure de protection et de déclaration d'utilité publique de ce captage est terminée.*

Document établi le 23 mai 2005 – DDASS de la CHARENTE



Copie de l'arrêté du 31 décembre 1978  
DDASS 16

Captage de Coulonge **1701**  
St Savinien (Charente Maritime)



**PRÉFECTURES DE LA CHARENTE-MARITIME  
et  
DE LA CHARENTE**

-----  
Direction de l'Équipement de la Charente-Maritime

**Arrêté conjoint des préfets**

- **Complétant la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation à Coulonge-Sur-Charente et d'adduction à La Rochelle des eaux de la Charente**
- **Et portant extension :**
  - 1°) des périmètres de protection de la prise d'eau**
  - 2°) des servitudes à imposer dans ces périmètres.**

-----

**LE PRÉFET DE LA CHARENTE-MARITIME  
et  
LE PRÉFET DE LA CHARENTE,**

VU la délibération du 15 novembre 1974 du comité du syndicat intercommunal à vocation multiple de la région de La Rochelle, maître d'ouvrage, tendant à faire déclarer d'utilité publique l'extension :

- des périmètres de protection du captage en rivière de Coulonge-sur-Charente, commune de Saint-Savinien (Charente-Maritime) destiné à l'alimentation en eau de l'agglomération rochelaise ;
- des servitudes à imposer dans ces périmètres.

VU le code d'administration communale ;

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ensemble les règlements pris pour application et notamment le décret 73-218 du 23 février 1973 portant application de ses articles 2 et 6 (1°) ;

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L20 et L20-1, ensemble les règlements pris pour son application et notamment le décret 61-859 du 1<sup>er</sup> août 1961 et le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eaux destinées à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en sa séance du 19 décembre 1969 ;

VU l'avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France en sa séance du 30 novembre 1970 ;

VU l'ordonnance 58-997 du 23 octobre 1958 modifiée portant réforme des règles relatives à l'expropriation pour cause d'utilité publique ensemble les règlements pour son application ;

VU l'arrêté du préfet de la Charente-Maritime en date du 10 août 1971 autorisant et déclarant l'utilité publique des travaux de dérivation des eaux de la Charente et d'adduction de Coulonge-sur-Charente à La Rochelle pour l'alimentation en eau potable de la région de La Rochelle ;

VU le rapport de M. VOUVÉ géologue officiel, collaborateur au service de la carte géologique de la France portant étude et définition de mesures nouvelles pour remédier à la dégradation de la qualité des eaux de la rivière "La Charente" et leur rendre une qualité satisfaisante pour l'alimentation humaine ;

VU le dossier d'enquête et notamment le plan au 1/200000 délimitant les nouveaux périmètres de protection.

VU l'arrêté des préfets de la Charente-Maritime et de la Charente en date des 1<sup>er</sup> et 10 avril 1975 prescrivant du 28 avril 1975 au 23 mai 1975 inclus l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de l'extension des périmètres de protection du captage de Coulonge-sur-Charente et des servitudes à y imposer, enquête ouverte à la préfecture de La Rochelle et dans les communes suivantes :

a) Département de la Charente-Maritime

SAINT-SAVINIEN, LE-MUNG, CRAZANNES, PLASSAY, SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX, PORT-D'ENVAUX, TAILLEBOURG, SAINT-VAIZE, BUSSAC, ÉCURAT, FONCOUVERTE, VÉNÉRAND, LE-DOUHET, ÉCOYEUX, JUICQ, ANNEPONT, SAINT-HILAIRE-DE-VILLEFRANCHE, LA FREDIERE, GRANDJEAN, FENIOUX, TAILLANT, SAINTES, PONS, JONZAC, ARCHIAC, SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE, MIRAMBEAU, MONTLIEU, BURIE, MATHA.

b) Département de la Charente

ANGOULÊME, COGNAC, JARNAC, CHÂTEAUNEUF-SUR-CHARENTE, MANSLE, RUFFEC, CONFOLENS, CHABANAIS, LA ROCHEFOUCAULD, CHASSENEUIL, MONTBRON, VILLEBOIS-LAVALLETTE, BLANZAC, BARBEZIEUX, SEGONZAC, ROUILLAC, AIGRE.

VU les pièces attestant que l'arrêté a été régulièrement inséré dans la presse des deux départements, publié et affiché dans chaque commune concernée par l'enquête ;

VU le procès-verbal d'enquête dressé le 27 juin 1975 par la commission d'enquête siégeant à La Rochelle ;

VU l'avis de la dite commission d'enquête favorable au projet ;

VU l'avis du préfet de la Charente en date du 13 juin 1975 favorable au projet ;

VU le décret 89-825 du 28 août 1989 portant déconcentration et unification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés ;

VU l'article 2 § 2° C de l'arrêté interministériel du 13 janvier 1970 portant application de l'article 52 du décret précité, dispensant cette catégorie d'opérations de l'examen des commissions instituées par le dit décret ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène de la Charente-Maritime en date du 6 octobre 1976 ;

VU l'avis du conseil départemental de la Charente en date du 15 décembre 1976 ;

SUR proposition de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement de la Charente-Maritime.

**ARRÊTENT****Article 1<sup>er</sup>**

La déclaration d'utilité publique objet de l'arrêté du 10 août 1971 du préfet de la Charente-Maritime est étendue :

- aux nouveaux périmètres de protection de la prise d'eau en Charente de Coulonge Sur Charente délimités ci-dessous ;
- aux servitudes plus contraignantes ci-après définies grevant les périmètres.

**Article 2**

L'article 8 de l'arrêté du 10 août 1971 du préfet de la Charente-Maritime définissant les périmètres de protection de la prise d'eau est remplacé par le texte suivant :

Il sera établi autour de la prise et en application de l'article L20 du code de la santé publique, les périmètres de protection suivants délimités sur le plan joint qui sera annexé à l'arrêté :

**I - Un périmètre de protection immédiate**

dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Sa forme sera celle d'un trapèze limité à l'Est par la berge de la Charente et à l'Ouest par un chemin d'exploitation longeant la voie de remblais de la S.N.C.F ;
- la hauteur du terrain dans le sens Nord-Sud sera de (100) cents mètres ;
- Il sera acquis en toute propriété par le S.I.V.M. de La Rochelle ;
- l'aire complète sera clôturée par un grillage solide suspendu à des poteaux imputrescibles ;
- à l'intérieur de ce périmètre, les parties vitales de l'usine seront édifiées de telle sorte que même lors des plus grandes crues, elles soient accessibles et fonctionnelles ;
- dans l'enceinte close, toutes les activités seront interdites exceptées celles résultant de l'entretien du captage en rivière, de l'usine et du terrain dont l'accès sera interdit à toute personne étrangère au service.

**II - Un périmètre de protection rapprochée**

Qui englobe le bassin hydrologique dans son ensemble en amont du barrage de Saint-Savinien, limité toutefois aux seuls départements de la Charente-Maritime et de la Charente dont les limites sont précisées sur le plan annexé. Il a été divisé en deux aires correspondants à deux degrés de servitudes.

- 1) Un secteur général dont les limites correspondent à celui du bassin hydrologique et à l'intérieur duquel les servitudes sont contraignantes, mais à un degré moindre que celles affectant le sous-secteur,
- 2) Un sous-secteur d'extension restreinte, défini à l'aval du cours, sur lequel se greffent des servitudes plus contraignantes (limites teintées en rouge).

À l'intérieur de ce sous-secteur et enserrant la basse vallée de la Charente, il est défini un quadrilatère de base "D" (teinté en vert) et limité par les voies suivantes :

- D114 de Lormont bas à Saint-Savinien ;
- D128 de la sortie de Saintes à Crazannes ;
- D119 depuis Crazannes jusqu'à sa rencontre avec la D18 ;
- D18 du carrefour de la D119 jusqu'à Saint-Savinien.

**Les réglementations y seront les suivantes :****A - Réglementation applicables au secteur général****a1 - Interdictions**

- Le transport par voie fluviale de produits dangereux liquides ou solides ;
- tout rejet de produits radio-actifs ;
- le lavage des voitures le long du cours de la Charente et de ses affluents sur 50 m de part et d'autre des rives ;

- les rejets d'eau qui risquent de compromettre la salubrité publique, l'alimentation des hommes et des animaux, la satisfaction des besoins domestiques, les utilisations agricoles ou industrielles, la sauvegarde du milieu piscicole ;
- l'épandage de purin dans une bande de 25 m de largeur de part et d'autre de la Charente et de ses affluents ;
- au droit des alluvions récentes de la basse vallée de la Charente (aval de RUFFEC-16) et des vallées affluentes délimitées en rouge sur les cartes annexées ;

- le stockage d'hydrocarbures liquides,
- le stockage et l'épandage d'engrais humains,
- l'installation d'élevages industriels ou semi-industriels (porcins, ovins, etc).

a2) - Seront soumis à réglementation :

- La mise en place de nouveaux établissements classés de 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> catégories. Celle-ci ne pourra être autorisée que si les effluents éventuels ne sont pas susceptibles d'aggraver la qualité physico-chimique ou bactériologique de la Charente dans les conditions d'étiage les plus sévères.

En ce qui concerne les établissements les plus polluants tels que : raffineries d'hydrocarbures, usines de produits chimiques, usines d'engrais, papeteries, l'avis du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de France devra être obligatoirement recueilli.

Les autorisations seront assorties de clauses suspensives en cas de dégradation des eaux de surface due à ces rejets.

Des contrôles seront assurés par les services départementaux compétents.

- Les décharges contrôlées d'ordures ménagères (la décharge commune peut être admise après s'être assurée de la qualité du site tant en surface qu'en profondeur mais la création de décharges pluri-communales serait souhaitable en particulier pour les communes riveraines de la Charente et de ses affluents) ;
- la pose de pipe-line ou conduites souterraines servant au transport de fluides autres que l'eau et le gaz naturel.

En outre, tout incident issu de la route ou de la voie ferrée et qui risquerait de provoquer une pollution des eaux de la Charente et de ses affluents devra être communiqué dans les meilleurs délais au réseau d'alerte général dont il sera question plus loin.

B - Réglementation applicable au sous-secteur

Outre la réglementation définie en A ci-dessus applicable à l'ensemble du secteur général et dans le sens du renforcement des contraintes.

b1) - Seront interdits

- Les dépôts de toute nature, y compris les dépôts sauvages d'ordures, d'immondices et de détritus,
- la mise en place de nouveaux établissements classés hormis ceux dont les seuls inconvénients sont les bruits et les trépidations ;

Des dérogations ne pourraient être accordées qu'après enquête géologique et avis favorable du conseil départemental d'hygiène.

- la création de tous dépôts classables d'hydrocarbures liquides, de produits radio-actifs et de produits chimiques dangereux ;
- la création de stations services ou distributeurs de carburants à moins de 500 m des rives de la Charente et des affluents, celles situées à plus de 500 m pouvant être autorisées à conditions toutefois :

- a) qu'elles ne tombent pas sous l'interdiction liée aux points de captage public d'eau souterraine,
- b) qu'elles soient équipées conformément aux instructions du Ministère de l'environnement
- c) que l'implantation soit hors du quadrilatère de base "Q" qui se définit ci-après
- tous les rejets d'eau non traitée émanant des établissements classés déjà existants ;
- les déversements de toutes matières usées, tous résidus fermentescibles d'origine animale ou végétale, toutes substances solides ou liquides, toxiques ou inflammables susceptibles de

constituer une cause d'insalubrité, provoquer un incendie ou une explosion, de communiquer à l'eau un mauvais goût (cette interdiction n'est pas applicable aux déversements d'eaux traitées issues de stations d'épuration, conformes à la législation en vigueur et approuvée par l'autorité sanitaire) ;

- l'ouverture de fouilles, puits, forages à travers les alluvions et les formations de crétacé supérieur en vue de l'injection de toutes matières liquides usées ;
- à moins de 250 m des rives de la Charente, l'épandage de fumier ;
- à moins de 250 m des rives de la Charente et le long des petits affluents sur 50 mètres de chaque côté du fond du vallon :
  - le lavage des voitures,
  - l'épandage du purin, des eaux résiduaires et industrielles,
  - l'emploi de chimio-stérilisants (pesticides, insecticides),
  - le stockage et l'utilisation d'engrais humains,
  - l'installation d'appareils d'assainissement dits fosses septiques, d'appareils équivalents, ou de stations d'épuration de faibles capacités,
  - la construction à l'intérieur de la zone inondable.

b2) - Seront soumis à réglementation :

- la navigation sur la Charente, les vedettes de promenades touristiques lorsqu'elles navigueront en amont de Saint-Savinien seront munies d'installations sanitaires permettant de ne pas évacuer dans la rivière les matières excrémentielles,

- l'édification de logements

Chaque logement particulier ou collectif, devra être équipé d'un ensemble sanitaire convenable, conforme à la réglementation en vigueur (le contrat sera assuré par les services départementaux compétents).

- Les installations de prises et de restitution d'eau, les installations de traitement et de réserve de la station de COULONGE,
- Les rejets d'eau

Les eaux rendues ou rejetées à la rivière ne devront pas, par leur température ou leur nature compromettre la salubrité publique, l'alimentation des hommes et des animaux, la satisfaction des besoins domestiques, les utilisations agricoles ou industrielles, la sauvegarde du milieu piscicole.

Le pacage des animaux pour lequel, le long des deux berges de la Charente, il est recommandé d'éviter que le bétail ait accès direct à la rivière (équipement des prairies en abreuvoirs communs).

C - Réglementation applicable au quadrilatère de base Q

Outre les réglementations définies en A et B ci-dessus applicables au secteur général et au sous-secteur, et dans le sens du renforcement des contraintes,

c1) - Seront interdits :

- Le stockage et l'utilisation d'engrais humains,
- l'installation d'élevages industriels ou semi-industriels (porcs, ovins, etc)

Les installations existantes seront recensées et leur état sanitaire contrôlé par les services compétents du département.

- l'ouverture de route et de chemins donnant accès direct à la rivière (sauf cas de force majeure),
- l'implantation de stations services,
- le stationnement sur la Charente aux alentours immédiats de la prise d'eau.

D - Précision des limites

Pour les cas litigieux éventuels : parcelles proches des limites ou à cheval sur celles-ci, une enquête géologique sera entreprise chaque fois pour déterminer, l'épaisseur, la nature et la transmissivité des alluvions avant de donner suite au projet.

**Article 3**

Réseau d'alerte détecteur de pollution

Les protections définies ci-avant ne pouvant éliminer tous les risques de pollution en provenance de l'amont en général et de la ville de SAINTES en particulier, le SIVOM de la région de LA ROCHELLE,

maître d'ouvrage mettra en place un réseau d'alerte détecteur de pollution. Il sera composé sans que cette liste soit limitative :

- de responsables au niveau des grandes villes (ANGOULÊME-COGNAC-SAINTES-PONS) en liaison avec un service coordinateur (direction départementale de l'équipement à LA ROCHELLE) lui-même relié à la station de COULONGE et aux deux stations sentinelles,
- d'informateurs locaux à l'intérieur du sous-secteur reliés à l'usine de COULONGE (gendarmerie, SNCF, stations météo, agents du service de l'équipement, etc),
- de deux stations d'alerte ou stations sentinelles implantées en principe :
  - la première à l'aval de la station d'épuration de SAINTES, immédiatement en aval du lieu-dit "Courbiac"
  - la seconde à l'entrée du département de la Charente-Maritime sur le territoire des communes de CHERAC ou de SALIGNAC-DE-PONS.

Tout incident issu de la route ou de la voie ferrée qui risque de provoquer une pollution des eaux de la Charente devra être communiqué dans les meilleurs délais au réseau d'alerte général.

#### **Article 4**

Le présent arrêté sera publié et affiché dans les communes de : SAINT-SAVINIEN, LE MUNG, CRAZANNES, PLASSAY, SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX, PORT D'ENVAUX, TAILLEBOURG, SAINT-VAIZE, BUSSAC, ÉCURAT, FONCOUVERTE, VENERAND, LE DOUHET, ÉCOYEUX, JUICQ, ANNEPONT, SAINT-HILAIRE-DE-VILLEFRANCHE, LA FREDIÈRE, GRANDJEAN, FENIOUX, TAILLANT, SAINTES, PONS, JONZAC, ARCHIAC, SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE, MIRAMBEAU, MONTLIEU, BURIE, MATHA, ANGOULÊME, COGNAC, JARNAC, CHÂTEAUNEUF-SUR-CHARENTE, MANSLE, RUFFEC, CONFOLENS, CHABANAIS, LA ROCHEFOUCAULD, CHASSENEUIL, MONTBRON, VILLEBOIS-LAVALLETTE, BLANZAC, BARBEZIEUX, SEGONZAC, ROUILLAC, AIGRE,

à la diligence de messieurs les maires.

Il sera en outre inséré aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la Charente-Maritime et de la Charente.

#### **Article 5**

MM. le secrétaire général de la préfecture de la Charente-Maritime, le secrétaire général de la préfecture de la Charente, les sous-préfets de JONZAC, SAINTES et SAINT-JEAN-D'ANGELY en Charente-Maritime, les sous-préfets de COGNAC, CONFOLENS en Charente, l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur départemental de l'équipement, l'ingénieur en chef du génie rural des eaux et forêts, direction départementale de l'Agriculture, le président à l'action sanitaire et sociale, le président du SIVOM de la région de La Rochelle, les maires de SAINT-SAVINIEN, LE MUNG, CRAZANNES, PLASSAY, SAINT-GEORGES-DES-COTEAUX, PORT D'ENVAUX, TAILLEBOURG, SAINT-VAIZE, BUSSAC, ÉCURAT, FONCOUVERTE, VENERAND, LE DOUHET, ÉCOYEUX, JUICQ, ANNEPONT, SAINT-HILAIRE-DE-VILLEFRANCHE, LA FREDIÈRE, GRANDJEAN, FENIOUX, TAILLANT, SAINTES, PONS, JONZAC, ARCHIAC, SAINT-GENIS-DE-SAINTONGE, MIRAMBEAU, MONTLIEU, BURIE, MATHA, ANGOULÊME, COGNAC, JARNAC, CHÂTEAUNEUF-SUR-CHARENTE, MANSLE, RUFFEC, CONFOLENS, CHABANAIS, LA ROCHEFOUCAULD, CHASSENEUIL, MONTBRON, VILLEBOIS-LAVALLETTE, BLANZAC, BARBEZIEUX, SEGONZAC, ROUILLAC, AIGRE.

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Rochelle, le 31 décembre 1976

Le préfet de la Charente-Maritime,

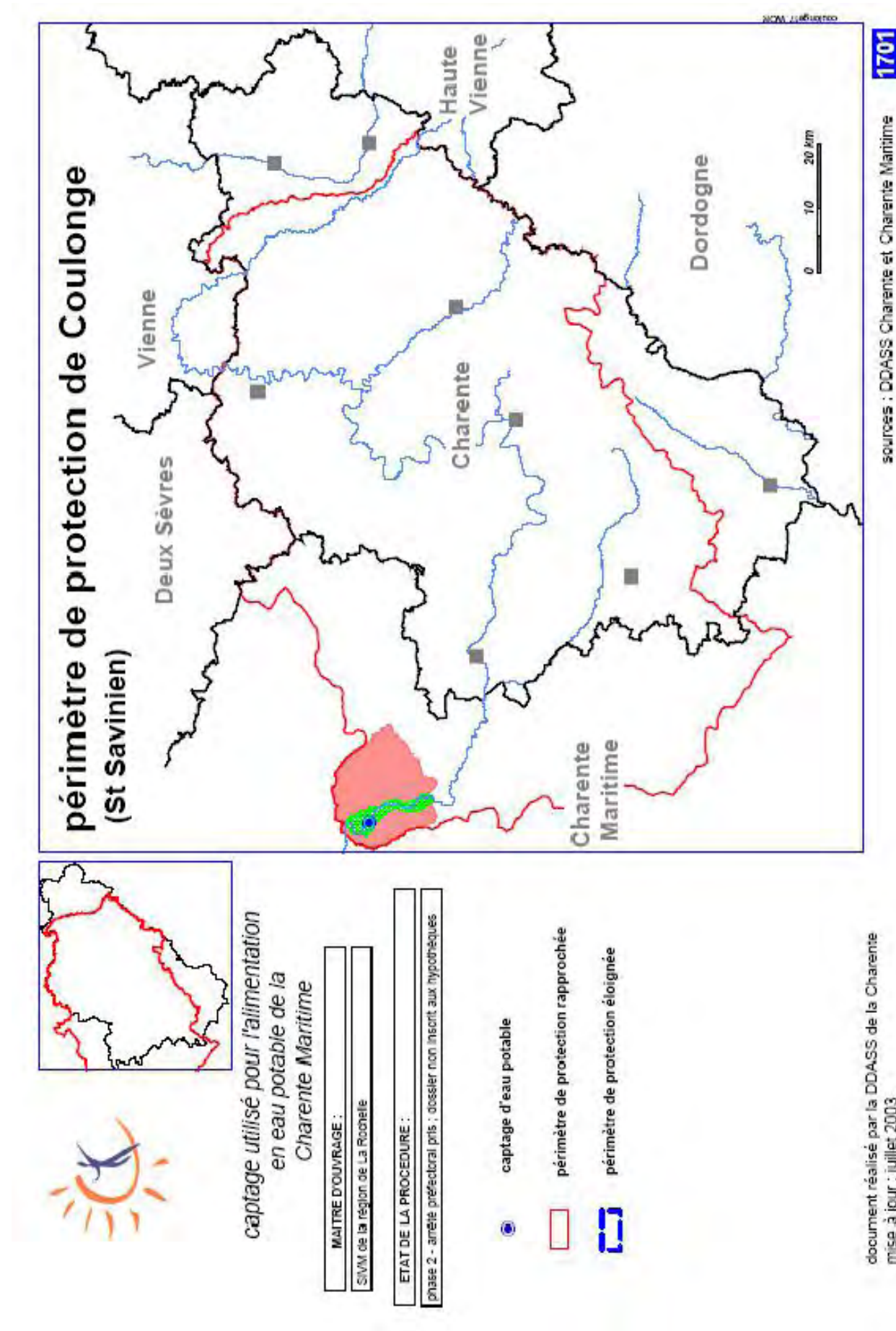
Henri COURY

Fait à Angoulême, le 31 décembre 1976

Le préfet de la Charente,

José BELLEC





Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008



**PROTECTION DES CAPTAGES DESTINÉS À LA  
PRODUCTION D'EAU POTABLE**

**TOUVRE**  
**Résurgence de la Touvre**

*Arrêté préfectoral du 19 décembre 1980 pour les périmètres de protection  
immédiate et rapprochée.*

*Tableau de synthèse des prescriptions proposées par l'hydrogéologue en 1983  
pour le périmètre de protection éloignée.*

*La procédure de protection et de déclaration d'utilité publique de cette résurgence est  
terminée. Toutefois, une révision des périmètres est engagée par la COMAGA depuis 2004.  
La phase de procédure en cours consiste à recueillir l'ensemble des données techniques.*

Document établi le 25 mai 2005 – DDASS de la CHARENTE

Copie de l'arrêté du 19 décembre 1980  
DDASS 16

Captage de Touvre **03**  
Touvre



## PRÉFECTURE DE LA CHARENTE

2<sup>ème</sup> Direction  
1<sup>er</sup> Bureau

### Arrêté

**Déclarant d'utilité publique la création par le département de la Charente des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage des sources de « La Touvre » situés sur la commune de Touvre.**

**LE PRÉFET DE LA CHARENTE,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

VU la loi modifiée n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU les articles L20 et L20-1 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 61-859 du 1<sup>er</sup> août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L20 du code de la santé publique ;

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi susvisée ;

VU le décret n° 69-825 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matière d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application ;

VU la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;

VU la délibération en date du 25 octobre 1976 par laquelle le conseil général de la Charente s'est prononcé sur le principe de la protection et de la diversification des ressources en eau potable du secteur d'ANGOULÊME ;

VU la délibération en date du 31 janvier 1979, par laquelle le conseil général a donné délégation à la commission départementale pour approuver les dossiers d'enquête d'utilité publique et parcellaire relatifs à la définition des périmètres de protection immédiate et rapprochée des sources de la Touvre ;

VU les avis émis par M. le directeur départemental de l'Équipement, M. le directeur départemental de l'Agriculture, M. le directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales et M. l'ingénieur subdivisionnaire des mines ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène ;

VU la délibération, en date du 31 mai 1979, par laquelle la commission départementale a approuvé lesdits dossiers et a donné son accord au lancement des enquêtes ;

VU le dossier de l'enquête d'utilité publique à laquelle il a été procédé conformément à l'arrêté préfectoral du 10 novembre 1979 prescrivant l'ouverture dans la commune de Touvre d'une enquête d'utilité publique et d'une enquête parcellaire en vue de la définition des périmètres de protection immédiate et rapprochée des sources de la Touvre ;

VU les pièces constatant que l'avis d'ouverture de l'enquête a été publié, affiché et inséré dans deux journaux locaux diffusés dans le département et que le dossier d'enquête et le registre d'enquête ont été déposés pendant dix sept jours du 5 au 21 décembre 1979 inclus, à la mairie de Touvre ;

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur ;

VU l'avis favorable de la commission départementale des opérations immobilières et de l'architecture ;

VU le rapport de M. le directeur départemental de l'Équipement sur les résultats de l'enquête ;

VU la délibération en date du 18 décembre 1980 par laquelle la commission départementale a donné son accord à la déclaration d'utilité publique ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la Charente ;

### ARRÊTE

#### Article 1<sup>er</sup>

Est déclarée d'utilité publique la création au profit du département de la Charente des périmètres de protection immédiate et rapprochée du captage des sources de la Touvre, définis par le plan et l'état parcellaire joints au présent arrêté.

#### Article 2

##### *I - À l'intérieur du périmètre de protection immédiate*

Sont interdites :

- Toutes les activités incompatibles avec la préservation de la qualité de l'eau.

Sont réglementés :

- L'accès de véhicules à la station de pompage pour des nécessités de service.

Sont autorisées :

- Les activités (promenades, plongées aux fins d'étude des réseaux karstiques, éventuellement pêche, chasse, etc).

## II - À l'intérieur du périmètre de protection rapprochée

Sont interdits :

- les puits perdus ou filtrants, les fosses non étanches, tout rejet direct à la Touvre et à la Lèche ;
- les dépôts d'ordures ménagères, immondices, débris et produits radioactifs et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- l'installation de réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux autres qu'individuels ;
- Le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques s'ils ne sont pas sur des aires étanches et à l'abri du lessivage par la pluie (seul l'épandage de ces produits sera toléré aux fins agricoles, à des doses normales et couramment pratiquées dans le secteur) ;
- le forage des puits destinés au captage d'eau ;
- l'ouverture de nouvelles carrières.

Sont réglementées les activités et installations suivantes :

- les constructions individuelles ou collectives devront être raccordées à un réseau d'égouts ou dans cette attente, munies d'un dispositif de filtration des eaux usées par drains filtrants peu profonds et de longueur suffisante ; ces drains prolongeront ou remplaceront le plateau tellurien ;
- la carrière actuelle du four à chaux ne devra pas être exploitée à un niveau inférieur au plancher actuel ; les eaux de lessivage et pluviales étant raccordées à celles des hameaux de « Chez Lorin » et de « Beauregard » ;
- dans le vallon qui prolonge le four à chaux, les constructions seront interdites, sauf dérogation très spéciale, et après avis du géologue officiel des sources de la Touvre .  
Toutefois, sous réserve de raccordement à un regard d'égouts exclusivement, et du respect du plan d'occupation des sols de la commune de TOUVRE, les parcelles n° 221, 222, pourront être constructibles en entier alors que les parcelles 934, 918, 938, 936, 922 et 932 pourront l'être partiellement sur une profondeur maximale de 30 m à partir du chemin qui les borde ;
- concernant les parcelles exclues du périmètre immédiat (553 pp et 560 pp) et sises à proximité du Moulin du Pontil à l'intérieur du périmètre rapproché outre les interdictions et servitudes applicables du fait de ce périmètre, les terrains en causes seront inconstructibles et devront être maintenus en état de propreté ;
- les eaux usées du Moulin du Pontil seront collectées et épandues sur les parcelles 554 ou 555 dans des tranchées filtrantes garnies de sable ;
- les eaux pluviales des bourgs de « Chez Lorin », « Beauregard », « l'Angévinière » et des zones urbanisées avoisinantes, y compris celles qui proviennent de la cimenterie qui sont ou seront évacuées à proximité de la « Fontaine de Lussac », dans le périmètre immédiat, devront être canalisées jusqu'à l'aval de la confluence de l'Échelle et de la Touvre. Un entretien des berges rive gauche de la Touvre sera assuré en toutes saisons pour y maintenir l'écoulement en provenance de la Fontaine de Lussac, de l'Échelle et de la pisciculture afin d'éviter tout mélange des eaux pluviales, usées ou souillées avec celles des émergences ;
- la ville d'ANGOULÊME et le syndicat A.E.P. de RUELLE, MAGNAC/TOUVRE, MORNAC, TOUVRE qui rejettent les eaux de lavage de leurs stations de traitement d'eau potable à la Touvre devront veiller à ce que leurs rejets respectent la législation afférente en vigueur ;
- en attendant la mise en place d'un réseau d'assainissement, les eaux usées des nouvelles constructions dans les hameaux qui composent le village de TOUVRE devront être épandues par drains peu profonds garnis de sable (profondeur du drain 0,40 à 0,60 m - largeur 0,30 à 0,40 m - longueur minimum 20 m par habitant) ;
- les effluents des fosses septiques seront évacués dans des drains filtrants de 20 m de longueur par occupant .

### Article 3

Le périmètre de protection immédiate sera acquis en pleine propriété, à l'exception de la parcelle n° 663 section A2 appartenant au syndicat d'alimentation en eau potable de RUELLE, MAGNAC/TOUVRE, MORNAC, TOUVRE (ce dernier désirant rester propriétaire de cette parcelle et de la station de pompage qu'elle supporte) et clôturé, sauf au droit des berges de la pisciculture et

dans le lit de la rivière de la Touvre (immédiatement à l'aval des sources). Ces opérations étant aux frais et à la diligence du département de la Charente.

Un passage de quatre mètres de largeur sera réservé depuis le vieux bourg de Touvre et jusqu'à la rivière, afin de laisser un accès aux riverains ; pour ce, la clôture matérialisant le périmètre immédiat sera déplacée de quatre mètres vers le Bouillant (sur les parcelles 536 et 1002 nouveau).

#### Article 4

Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique, et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle de la direction départementale des Affaires sanitaires et sociales.

#### Article 5

Pour les activités, dépôts et installations existants à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 3, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai d'un an.

#### Article 6

Le département de la Charente est autorisé à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la constitution et à l'institution du périmètre de protection immédiate, ainsi qu'à verser les indemnités dues au titre des servitudes et obligations faites aux propriétaires de terrains sis dans le périmètre de protection rapprochée.

Les expropriations éventuelles nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la publication du présent arrêté.

#### Article 7

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi modifiée n° 64 - 1245 du 16 décembre 1964.

#### Article 8

Le présent arrêté sera :

- notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection ;
- publié à la conservation des hypothèques du département de la Charente et au recueil des actes administratifs de la préfecture ;
- affiché à la mairie de TOUVRE.

#### Article 9

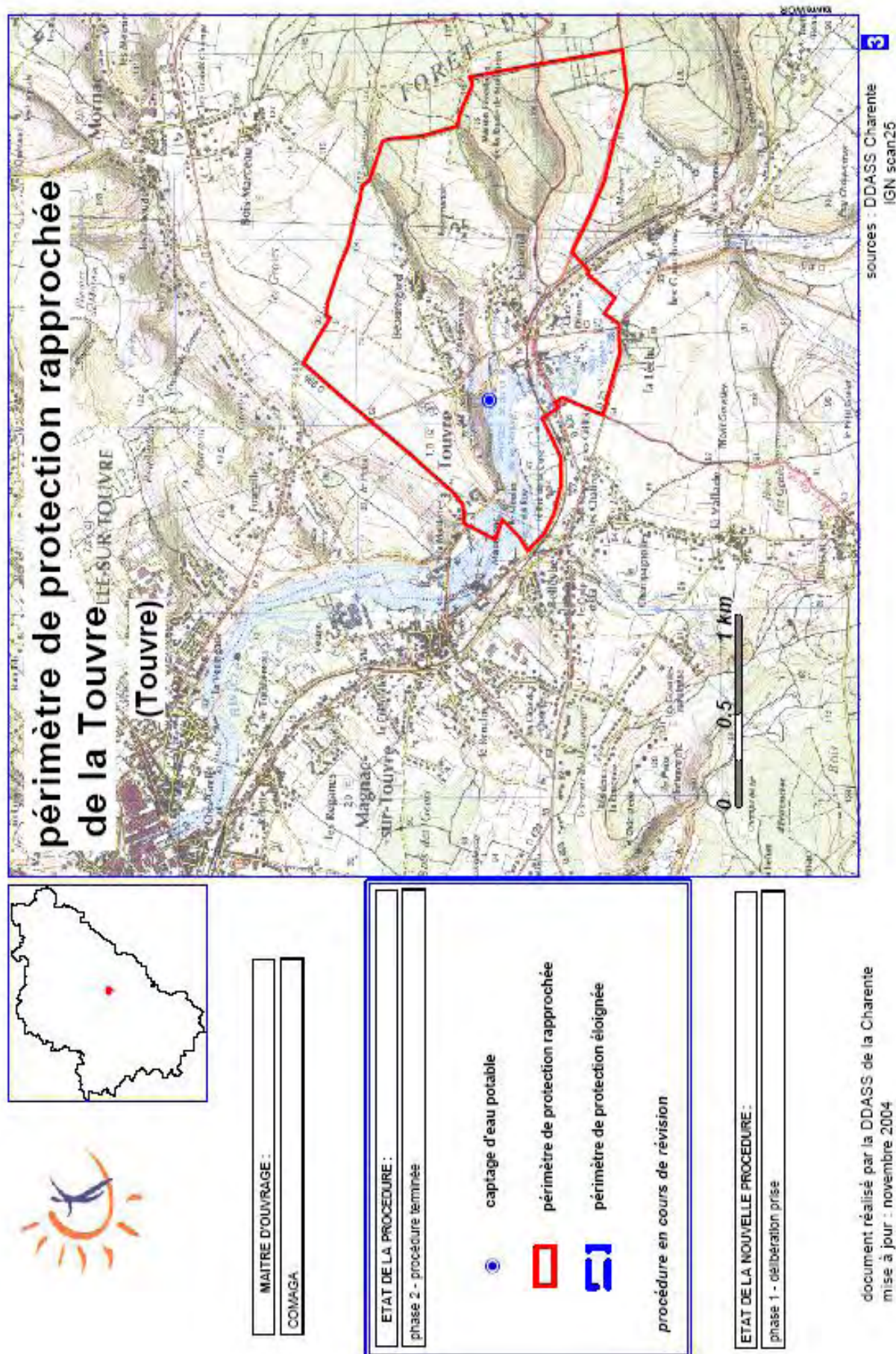
MM. le secrétaire général de la Charente, le maire de TOUVRE, le directeur départemental de l'Équipement, le directeur départemental de l'Agriculture, et le directeur départemental des Affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Angoulême le, 19 décembre 1980

Le préfet,

Albert LACOLLEY





Carte Communale élaborée par GEO.RM 86130 JAUNAY-CLAN approuvée le 12/09 2003  
Révision approuvée par Délibération du 14/12/2007 et par Arrêté préfectoral du 04/07/2008

DATE : 1983

## SOURCES DE LA TOUVRE

## PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Règlementation et tableau des prescriptions

Tableau de synthèse  
des prescriptions de  
l'hydrogéologue

33

DEFINITION des ACTIVITES	Zone karstique sensible			Zone périphérique	
	Réglementation rigoureuse	Réglementée	Autorisée	Réglementée	Autorisée
- le forage de puits		X			X
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières		X			X
- l'ouverture d'excavations, autres que carrières		X			X
- le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs et de tous les produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	XX			X	
- l'implantation d'ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique ou industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées	XX				X
- l'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux	XX				X
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature	XX			X	
- l'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau			X		X
- l'épandage ou l'infiltration de lisiers et d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle	XX				X
- le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail			X		X
- le stockage de fumier, engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
- l'épandage de fumier, engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols (pesticides, etc.)			X		X
- l'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures			X		X
- l'établissement d'étables ou de stabulations libres			X		X
- le pacage léger des animaux			X		X
- l'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
- le déboisement		X			X
- la création d'étangs		X			X
- le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes			X		X
- la construction ou la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
- l'épandage des herbicides			X		X

SUR TOUTES LES ZONES :

Application stricte du Code sanitaire départemental

Contrôle renforcé de l'application des lois sur la protection des eaux.





MAÎTRE D'OUVRAGE :

COMAGA

#### ETAT DE LA PROCEDURE :

l'hydrogéologue a donné son avis en 1982  
phase 2 non engagée

● captage d'eau potable      ● cartographie d'ex-contre

□ périmètre de protection rapprochée

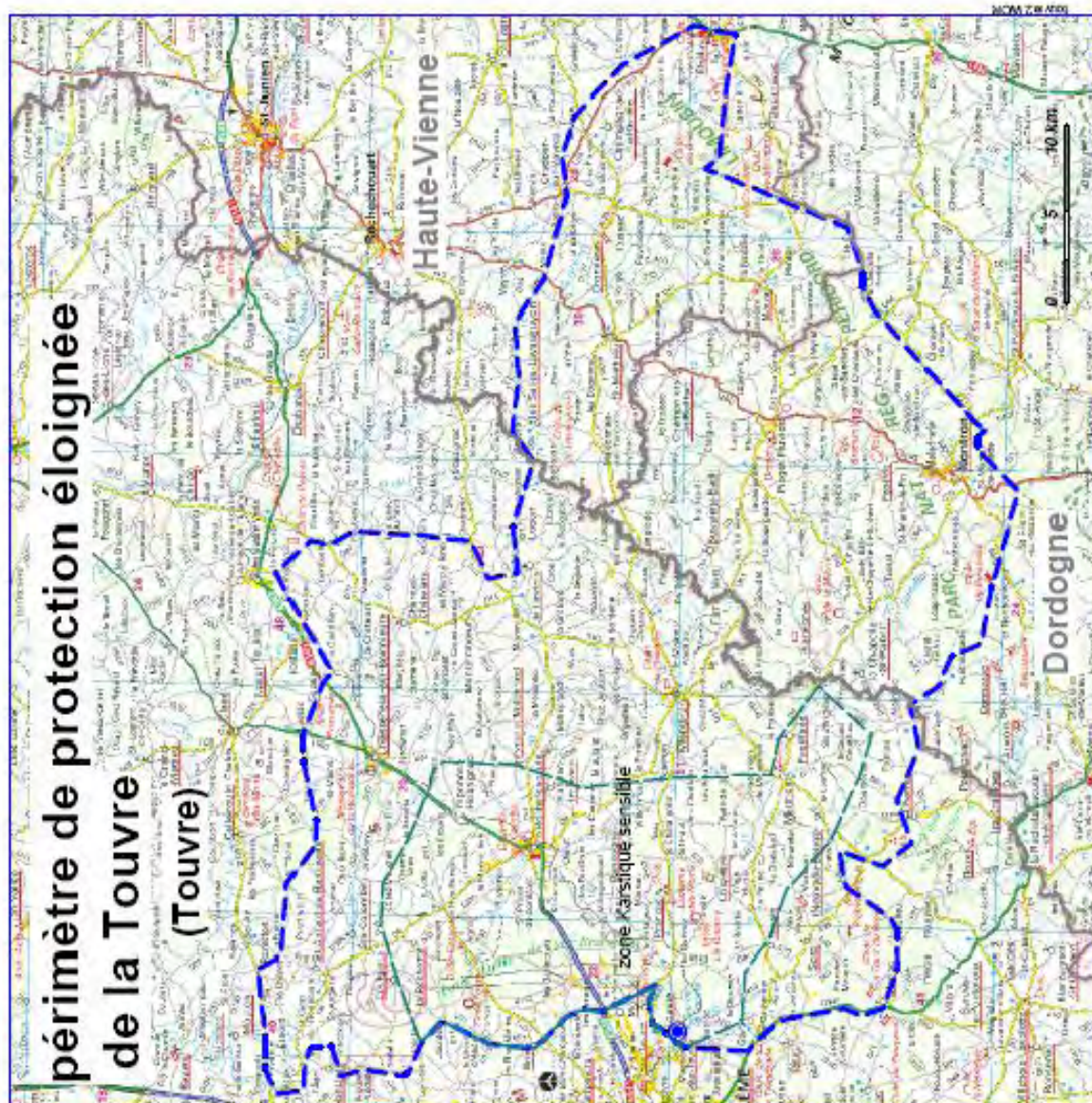
■ périmètre de protection éloignée

□ zone à l'intérieur d'un périmètre

procédure non achevée, en cours de révision

ETAT DE LA NOUVELLE PROCEDURE :

phase 1 - délibération prise



sources : DDASS Charente  
IGN scan250

document réalisé par la DDASS de la Charente  
mise à jour : novembre 2004